

BURKINA FASO

Ministère de l'Economie et du Développement

Secrétariat Général

**Direction Générale de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie
Secrétariat du Conseil National de Coordination Statistique (CNCS)**

OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA PAUVRETE ET DU DEVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE



INDICATEURS DE SUIVI DE LA PAUVRETE, DU DEVELOPPEMENT
HUMAIN ET DES OBJECTIFS INTERNATIONAUX DE DEVELOPPEMENT

&

RAPPORTS DE SYNTHESE DES DIFFERENTS ATELIERS DE VALIDATION

AVANT-PROPOS

Les aspects de suivi et d'évaluation constituent deux dimensions importantes dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté. C'est pourquoi un dispositif à trois paliers a été mis en place: une instance décisionnelle (le Comité Ministériel de supervision du CSLP), un organe technique (le comité Technique interministériel de suivi du CSLP) et des structures opérationnelles (les comités ministériels de supervision du CSLP). L'information chiffrée constitue la sève nourricière de ce dispositif. C'est pourquoi il est explicitement indiqué dans le CSLP que « la construction d'indicateurs de mise en œuvre et d'impact revêtira une importance croissante » et que « l'opportunité de la création d'un observatoire national de la pauvreté sera étudiée dans le courant de l'année 2000 ». L'Observatoire a été effectivement créé dans le courant de l'année 2001 avec deux vocations essentielles :

- ✚ Permettre aux acteurs du développement de suivre et d'évaluer à travers des indicateurs appropriés, l'impact des politiques et des programmes d'action engagés dans leurs domaines de compétence ;
- ✚ Développer des bases de données plus larges, diffuser cette information sous une forme adaptée aux besoins des utilisateurs et contribuer ainsi au dialogue social.

Dans son plan d'action prioritaire, l'Observatoire a entrepris l'identification de façon participative et sur une base consensuelle d'indicateurs de suivi et d'évaluation du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté. Les principaux jalons de ce processus ont été :

- ☑ L'analyse avec l'appui de consultants internationaux des différents programmes et politiques nationaux et internationaux de développement qui a permis l'inventaire et le repérage d'indicateurs susceptibles d'assurer leur suivi et évaluation ;
- ☑ Un test préliminaire de validité des indicateurs à partir de l'analyse du système national d'information statistique ;

- ☑ L'organisation de groupes de travail autour des indicateurs au sein de petits ateliers thématiques avec les producteurs sectoriels de données (Directions des Etudes et de la Planification des différents ministères, Institut National de la Statistique et de la Démographie, etc.) ;
- ☑ Le recours à l'expertise nationale au sein des principales structures de production statistiques pour l'identification d'indicateurs complémentaires ;
- ☑ L'organisation d'une série d'ateliers de validation des indicateurs regroupant des producteurs et utilisateurs de données, des partenaires au développement et des membres de la société civile (voir rapport de synthèse en annexe).

Le présent document intitulé « indicateurs de suivi de la pauvreté, du développement humain et des objectifs internationaux de développement » est le couronnement de ce processus qui a ainsi impliqué plusieurs acteurs. Les indicateurs au nombre de 184 ont été regroupés en trois niveaux :

- ✚ Les indicateurs **de premier rang au nombre de 71** d'où sont dérivés **trente indicateurs clés** de suivi et d'évaluation de la pauvreté et du développement humain ;
- ✚ Les indicateurs de **deuxième rang au nombre de 96** ;
- ✚ Les indicateurs de **troisième rang au nombre de 17**.

Les indicateurs clés comme leur nom l'indique, pourraient être la matrice sur laquelle le suivi et l'évaluation du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté pourraient s'opérer.

Cette étape, aussi importante soi-elle, car elle vient combler une lacune, annonce d'autres étapes aussi importantes. En effet, l'ONAPAD travaillera avec toutes les structures de production de l'information statistique et avec l'université de Ouagadougou, pour développer des indicateurs composites ou synthétiques qui auront l'avantage de réduire le nombre d'indicateurs de suivi tout en les rendant plus aptes à suivre et évaluer le CSLP.

SOMMAIRE

	PAGE
AVANT –PROPOS	02
APERÇU METHODOLOGIQUE	04
TABLEAUX RECAPITULATIFS	06
I. INDICATEURS BUDGETAIRES ET MACROECONOMIQUES	36
II. INDICATEURS DES CONDITIONS DE VIE DES MENAGES ET DU DEVELOPPEMENT HUMAIN	39
III. INDICATEURS ENSEIGNEMENT DE BASE ET ENSEIGNEMENTS SECONDAIRE ET SUPERIEUR	41
IV. INDICATEURS DE LA SANTE ET DE LA NUTRITION	44
V. INDICATEURS DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	48
VI. INDICATEURS DU SECTEUR PRIVE ET DE LA COMPETITIVITE	52
VII. INDICATEURS DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	56
VIII. INDICATEURS ENVIRONNEMENT, GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES, ENERGIE	60
IX. INDICATEURS EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT	63
X. INDICATEURS DE LA BONNE GOUVERNANCE	65
RAPPORTS DE SYNTHESE DES DIFFERENTS ATELIERS	78

1. Les objectifs auxquels se rattachent les indicateurs

La promotion d'un développement humain durable est l'objectif fondamental et est le fondement de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté, qui constitue à son tour, la trame de coordination des politiques de développement.

De cet objectif fondamental, découlent quatre objectifs globaux, qui articulent la problématique de la lutte contre la pauvreté à celle de la gestion durable de l'environnement : i) lutter contre la pauvreté, la vulnérabilité et les inégalités ; ii) accélérer une croissance économique équitable ; iii) préserver l'environnement et renforcer la gestion durable des ressources naturelles ; et iv) promouvoir une bonne gouvernance. Ces objectifs globaux se composent d'objectifs spécifiques (*voir encadré ci-dessous*).

1. Lutter contre la pauvreté, la vulnérabilité et les inégalités ;

- 1.1. Réduire la pauvreté monétaire ;
- 1.2. Elargir les opportunités d'emploi et les activités génératrices de revenus pour les plus pauvres ;
- 1.3. Promouvoir l'accès des pauvres aux services d'éducation de base et d'alphabétisation ;
- 1.4. Promouvoir l'accès des pauvres aux services de santé de base ;
- 1.5. Promouvoir l'accès des pauvres à l'eau potable et à l'assainissement ;
- 1.6. Promouvoir la sécurité alimentaire et l'équilibre nutritionnel ;

2. Accélérer une croissance économique équitable

- 2.1. Préservation de la stabilité macroéconomique et améliorer la gestion budgétaire
- 2.2. Désenclavement ;
- 2.3. Intensification de la production agricole et de l'élevage ;

3. Préserver l'environnement et renforcer la gestion durable des ressources naturelles

- 3.1. Lutte contre la désertification
- 3.2. Gestion responsable de la diversité biologique
- 3.3. Besoins énergétiques

4. Promouvoir une bonne gouvernance

- 4.1. Gouvernance démocratique ;
- 4.2. Gouvernance économique ;
- 4.3. Gouvernance locale.

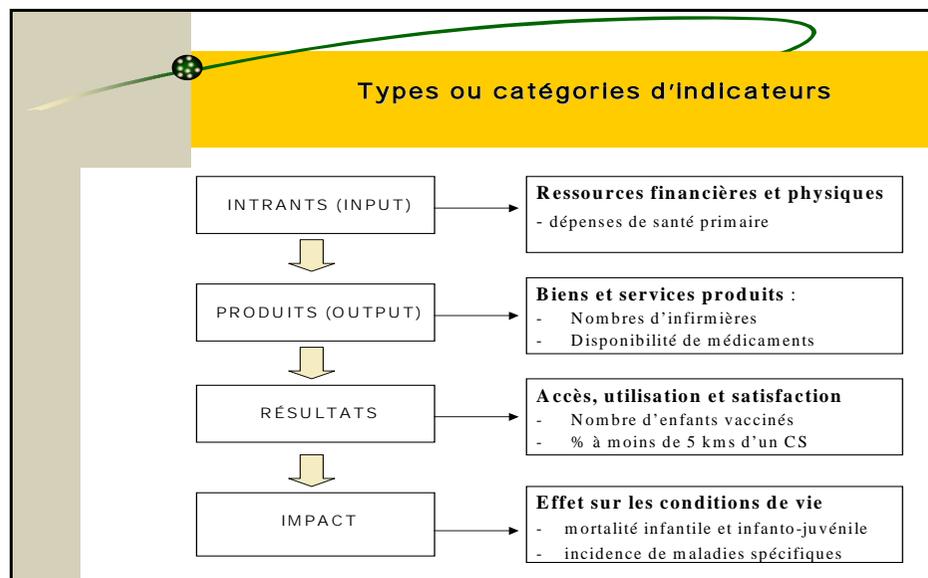
1. Les critères de sélection des indicateurs

D'une manière générale la sélection des indicateurs résulte d'un compromis entre les besoins des spécialistes sectoriels, des responsables de projets ou programmes qui demandent des indicateurs ciblés et ceux des statisticiens qui produisent et analysent les informations retenues pour suivre l'évolution d'un phénomène donné.

Pour opérer un tel compromis, trois critères simples ont été utilisés : la **pertinence** des indicateurs par rapport aux objectifs définis, leur **sensibilité** face au phénomène étudié et leur **observabilité** à partir du dispositif statistique actuel.

Les seize indicateurs retenus par le CSLP et qui résultent d'un consensus entre les administrations statistiques et les partenaires au développement, à l'issue du Test sur la Reformulation de la Conditionnalité mené sous l'égide de l'Union Européenne, satisfont plus ou moins aux critères ci-dessus et ont été tous retenus.

3. La catégorisation des indicateurs



Les indicateurs identifiés ont été regroupés en quatre catégories : input ou intrants, output ou produits, résultats et impacts. Les indicateurs d'output et ceux de résultat sont aussi appelés indicateurs de processus.

3. La hiérarchisation des indicateurs

La hiérarchisation des indicateurs est une opération qui consiste à classer les indicateurs en trois rangs suivant les critères ci-après :

- **Le Premier rang** regroupe essentiellement les indicateurs :
 - ☑ rattachés aux objectifs globaux et spécifiques du CSLP, de l'UNDAF ou des Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) ;
 - ☑ sensibles aux interventions à court terme ;
 - ☑ produits à une périodicité annuelle ou à une périodicité définie ;
 - ☑ Assez fiables pour apprécier les actions entreprises ;
 - ☑ capables d'être renseignés par le système national d'information statistique à travers ses productions actuelles ou prévues dans un court terme ;
- **Le deuxième rang** regroupe les indicateurs :
 - ☑ rattachés à des sous-objectifs sectoriels définis dans le CSLP, l'UNDAF ou les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) et qui dérivent parfois d'un indicateur de premier rang ;
 - ☑ capables d'être renseignés par le système national d'information statistique à travers ses productions actuelles ou dans un court terme ;
- **Le troisième rang** regroupe les indicateurs :
 - ☑ rattachés à des besoins de suivi de stratégies et programmes non forcément liés directement au CSLP, l'UNDAF ou les ODM.
 - ☑ basés sur des enquêtes ou collectes non encore prises en charge par le système national d'information statistique ;
 - ☑ présentant des insuffisances qui pourraient être levées après un travail préalable.

TABLEAUX RÉCAPITULATIFS

- ☑ Nombre d'indicateurs par secteur, suivant la catégorie et le rang Page 07 - 07
- ☑ Liste alphabétique des indicateurs Page 08 - 17
- ☑ Liste des indicateurs par secteur Page 18 - 27
- ☑ Liste des indicateurs de premier rang Page 28 - 32
- ☑ Liste des indicateurs clés de suivi de la pauvreté et du DHD Page 33 - 35

NOMBRE D'INDICATEURS PAR SECTEUR, SUIVANT LA CATEGORIE ET LE RANG

		INPUT (I)	OUTPUT (O)	RÉSULTAT (R)	IMPACT (M)
R A N G	I. Indicateurs des conditions de vie des ménages et du DHD (DH)				
	1^{ER}	0	0	0	5
	2^{ÈME}	0	0	1	4
	3^{ÈME}	0	0	0	0

R A N G	II. Indicateurs de la santé et de la nutrition (SA et NU)				
	1^{ER}	0	1	1	6
	2^{ÈME}	1	1	11	4
	3^{ÈME}	0	0	0	0

R A N G	III. Indicateurs enseignement de base, secondaire et supérieur (ED)				
	1^{ER}	2	0	5	0
	2^{ÈME}	1	1	6	0
	3^{ÈME}	0	1	0	0

R A N G	IV. Indicateurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (AG ; EL ; PE)				
	1^{ER}	1	0	6	2
	2^{ÈME}	1	5	4	2
	3^{ÈME}	1	2	1	0

R A N G	IX. Secteur privé et compétitivité (PC)				
	1^{ER}	0	1	8	3
	2^{ÈME}	4	0	6	2
	3^{ÈME}	0	2	1	1

		INPUT (I)	OUTPUT (O)	RÉSULTAT (R)	IMPACT (M)
R A N G	V. Indicateurs eau potable et assainissement (EA)				
	1^{ER}	0	0	2	0
	2^{ÈME}	0	0	2	0
	3^{ÈME}	0	0	0	0

R A N G	VI. Environnement, gestion durable ressources naturelles, Energie (EV et EN)				
	1^{ER}	0	0	3	0
	2^{ÈME}	0	0	11	0
	3^{ÈME}	0	0	0	0

R A N G	VII. Indicateurs budgétaires et macroéconomiques (BU et MA)				
	1^{ER}	0	0	6	2
	2^{ÈME}	3	0	2	0
	3^{ÈME}	0	0	0	2

R A N G	VIII. Emploi et formation professionnelle (EM et FP)				
	1^{ER}	0	3	6	0
	2^{ÈME}	0	1	8	2
	3^{ÈME}	0	1	4	0

R A N G	Bonne gouvernance (BG)				
	1^{ER}	2	0	6	0
	2^{ÈME}	1	2	8	0
	3^{ÈME}	0	1	0	0

	Ensemble des secteurs				Total
R A N G	1^{ER}	05	05	43	18
	2^{ÈME}	11	10	61	14
	3^{ÈME}	01	07	06	03
	Total	17	22	110	35



LISTE ALPHABETIQUE DES INDICATEURS

N° D'ORDRE	CODE	INDICATEUR
001	2 R ED 1	Abandon dans l'enseignement primaire (Taux d')
002	2 R SA 2	Accouchements Assistés (Taux d')
003	1 R SA 3	Actes Médicaux (Coût Moyen des)
004	3 R EM 1	Actifs occupés pour des volumes horaires hebdomadaires de travail spécifiques (- de 35 h ; + de 48 h ; etc.) (Proportion d')
005	2 R EM 2	Activité (Taux brut d')
006	1 R EM 3	Activité (Taux net d')
007	1 R ED 2	Admission au CP1 (Taux brut d')
008	2 R ED 3	Admission au CP1 (Taux net d')
009	2 A PC 1	Aide internationale au privée (Taux de croissance de)
010	3 O EL 1	Aires d'Abattages Créées et Fonctionnelles (Nombre d')
011	2 A ED 4	Alphabétisation d'un adulte (Coût moyen d')
012	1 R ED 5	Alphabétisation des Adultes (Taux d')
013	2 O EL 2	Animaux commercialisés (intérieur / extérieur) (Nombre d')
014	2 R MB 1	Arriérés de paiements intérieurs et extérieurs
015	3 O FP 21	Bénéficiaires des formations professionnelles hors établissements de l'enseignement technique (y compris apprentissage)
016	2 R BG 1	Budget revenant aux structures déconcentrées des ministères sociaux (Part du)
017	2 A MB 2	Budget revenant aux structures déconcentrées des ministères sociaux (Part du)
018	1 A ED 6	Budget revenant aux Structures les plus Déconcentrées du MEBA (Part du)
019	1 I SA 4	Budget revenant aux Structures les plus Déconcentrées du Ministère de la santé (Part du)
020	2 R MB 3	Budgets des ministères sociaux (Taux d'exécution des)
021	1 R BG 2	Capacité d'investissement (Ratio de)

N° D'ORDRE	CODE	INDICATEUR
022	1 O SA 5	Centre de Santé et de Promotion Sociale (CSPS) conformes aux normes en matière de Personnel (Taux de)
023	2 R PC 2	Change effectif réel (Taux de)
024	2 R EM 4	Chômage (Taux de)
025	1 R EM 5	Chômage des jeunes (Taux de)
026	2 R BG 3	Commandes hors plan annuel (Ratio de)
027	2 R EV 1	Conservation des espèces menacées
028	2 A PC 5	Contribution financière de l'Etat au développement du secteur privé à travers les exonérations fiscales
029	2 A BG 4	Contrôles externe des services (Ratio de)
030	1 R BG 5	Contrôles internes des services (Ratio de)
031	2 R AG 1	Couverture Céréalière Apparent (Taux de)
032	2 R EL 3	Couverture Vaccinale contre la Maladie de Newcastle (Taux de)
033	2 R EL 4	Couverture Vaccinale contre la Péri-Pneumonie Contagieuse Bovine (Taux de)
034	1 R SA 6	Couverture Vaccinale par antigène (Taux de)
035	2 R AG 2	Crédit à la Production Agricole (Taux de)
036	2 A PC 6	Crédits aux entreprises
037	2 R MB 4	Crédits délégués aux structures déconcentrées (Taux d'exécution des)
038	1 A BG 6	Décisions motivées (ratio des)
039	1 A BG 7	Décisions réformées en appel ou en cassation (Ratio des)
040	3 O BG 8	Délai moyen de paiement
041	1 R MB 5	Délai moyen de paiement
042	2 R PC 7	Délais de création d'une entreprise
043	1 R BG 9	Dépenses auditées par le contrôle administratif a posteriori (ratio de)
044	1 I MB 6	Dépenses d'investissement sur ressources internes (Ratio)

N° D'ORDRE	CODE	INDICATEUR
045	2 R BG 10	Dépenses des collectivités locales dans les dépenses publiques (Part des)
046	2 R BG 11	Dépenses extrabudgétaires (Ratio)
047	1 R EA 1	Desserte par point d'eau en milieu rural (Taux de)
048	1 I DH 1	Développement Humain Durable (Indicateur du)
049	1 R EA 2	Eau potable (Taux de couverture en)
050	2 R MB 7	Ecart entre les prix unitaires des produits acquis par le secteur privé et ceux des produits acquis par le secteur public
051	2 R EV 2	Ecosystèmes fragiles protégés (pourcentage des)
052	1 A ED 7	Education à la Charge des Parents au primaire (Coût Moyen Minimum d')
053	2 R EN 1	Electrification (Taux d')
054	3 O ED 8	Elèves par enseignant (Nombre moyen d')
055	1 R ED 9	Elèves parcourant plus de 2,5 kilomètres pour rejoindre l'école (Pourcentage d')
056	3 O EL 5	Eleveurs affiliés à une organisation professionnelle (Pourcentage d')
057	1 O EM 6	Emplois créés à partir des projets financés par les différents fonds d'appui (Nombre d')
058	2 R PC 3	Emplois permanents nets créés (nombre d')
059	2 O EL 6	Encadrement des éleveurs (Taux d')
060	1 R MB 8	Endettement (Ratio d')
061	1 O FP 22	Enseignants de l'enseignement secondaire technique sur le total d'enseignants du secondaire (Ratio nombre d')
062	3 O PC 10	Entreprises créées (Nombre d')
063	2 I PC 11	Entreprises en cessation d'activités (Nombre d')
064	1 A AG 3	Equipement des ménages agricoles (Taux d')
065	1 I SA 1	Espérance de vie à la Naissance
066	1 R BG 12	Exécution des budgets des ministères sociaux (taux d')
067	1 R BG 13	Exécution des crédits délégués (Taux d')

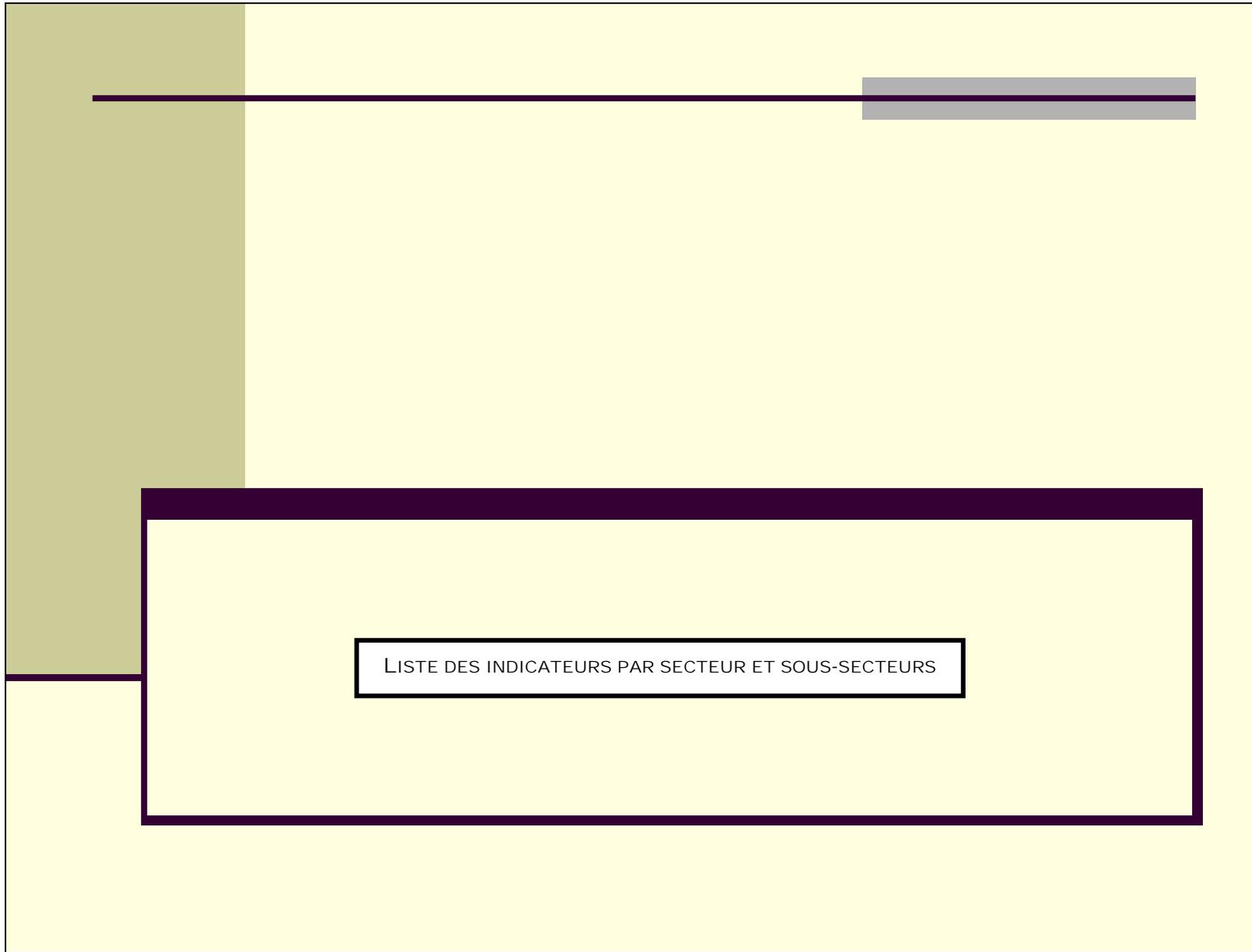
N° D'ORDRE	CODE	INDICATEUR
068	1 I PC 4	Exportations au produit intérieur brut (Contribution des)
069	1 I PC 8	Exportations intra-communautaires (Indice de développement des)
070	2 R SA 7	Faible Poids à la Naissance des nouveaux-nés (Taux de)
071	2 R PC 12	Formalités nécessaires à la création d'une entreprise (Nombre de)
072	2 R EV 3	Formations classées (Pourcentage des)
073	2 R SA 8	Fréquentation des Formations Sanitaires (Taux de)
074	1 R EV 4	Hauteur moyenne de pluies
075	1 R PC 13	Imposition (Taux effectif marginal d')
076	2 R EM 7	Inactivité (Taux d')
077	1 I DH 2	Incidence de la Pauvreté
078	3 I MB 11	Incremental capital output ratio (ICOR) ou coefficient marginal du capital
079	1 R MB 9	Indice de Gini pour les dépenses sociales
080	2 I SA 9	Indigence Globale (Pourcentage d')
081	1 I MB 10	Inflation annuel moyen (Taux d')
082	3 R PC 9	Infrastructures économiques (Indicateur de développement des)
083	1 O FP 23	Inscrits de l'enseignement secondaire technique par rapport au total des effectifs du secondaire (Pourcentage d')
084	3 R FP 24	Insertion des sorties de l'enseignement technique (Taux d')
085	2 R BG 14	Inspection des juridictions (Ratio d')
086	2 R PC 14	Intensité capitalistique (Taux d')
087	2 A MB 12	Investissement (Taux d')
088	3 A AG 4	Investissement agricole par unité de superficie
089	2 A PC 15	Investissements privés (Volume des)
090	2 R AG 5	Irrigation (Taux d')

N° D'ORDRE	CODE	INDICATEUR
091	1 O PC 16	Loyer de l'argent (Coût du)
092	2 R BG 15	Marchés de gré à gré (Ratio de)
093	2 R AG 6	Ménages Agricoles utilisant des Intrants (Pourcentage de)
094	2 R EA 3	Ménages ayant accès à des latrines fonctionnelles (Pourcentage de)
095	2 A AG 7	Ménages pratiquant la culture attelée (Taux des)
096	2 R EN 2	Ménages ruraux ayant accès à l'électricité (Pourcentage de)
097	2 R AG 8	Ménages se consacrant à l'agriculture de rente (Pourcentage de)
098	2 R EA 4	Ménages selon le mode d'évacuation des ordures ménagères (Pourcentage de)
099	2 R EV 5	Ménages utilisant le bois comme combustible (Pourcentage de)
100	2 R EV 6	Ménages utilisant un foyer amélioré (Pourcentage de)
101	1 I DH 3	Micro-multidimensionnel de pauvreté (Indice)
102	1 I SA 10	Morbidité (Taux de)
103	2 R SA 11	Mortalité due au paludisme dans les formations sanitaires (Taux de)
104	1 I SA 12	Mortalité Infantile (Taux de)
105	1 I SA 13	Mortalité Juvénile (Taux de)
106	1 I SA 14	Mortalité Maternelle (Taux de)
107	2 R SA 15	Mortalité Spécifique due au SIDA (Taux de)
108	2 R ED 10	Non fréquentation de l'école pour raison de faiblesse du pouvoir d'achat (Taux de)
109	2 R SA 16	Nouveaux Contacts par personne et par an (Nombre de)
110	1 R EM 8	Occupation (Taux d')
111	2 I EM 9	Occupés ayant un revenu mensuel inférieur au SMIG (Pourcentage des)
112	1 R EM 10	Occupés exerçant un travail occasionnel à la journée ou à la tâche -emploi précaire- (Pourcentage d')
113	2 R DH 4	Participation des Femmes (Indicateur de la)

N° D'ORDRE	CODE	INDICATEUR
114	2 I DH 5	Pauvreté Humaine pour les pays en développement (Indicateur de la)
115	2 I DH 6	Pénurie de Capacité (Indicateur de)
116	3 O PC 17	Personnel formé d'entreprises privées
117	2 R SA 17	Personnes atteintes du SIDA sous traitement anti-rétroviraux (Pourcentage de)
118	3 R EM 11	Pertes d'emplois dues à des restructuration et fermetures d'entreprises (Volume)
119	2 R EM 12	Placement des demandeurs d'emplois inscrits à l'Office National pour la promotion de l'Emploi (Taux de)
120	2 O PE 1	Plans d'eau piscicoles aménagés (pourcentage de)
121	1 R EM 13	Pluriactivités (Taux de)
122	2 O EL 7	Poids Carcasse/espèce (bovins, petits ruminants et porcins (kg))
123	1 R PC 18	Ponction fiscale (Taux de)
124	2 O BG 16	Population / juge (Ratio)
125	2 R EM 14	Population active occupée (Structure en % de la)
126	2 R EM 15	Population active occupée dans le secteur informel (Structure en % de la)
127	2 R SA 18	Prévalence Contraceptive chez les femmes en âge de procréer (Taux de)
128	2 R NU 1	Prévalence de cécité crépusculaire chez les 0-5 (Taux de)
129	2 R NU 2	Prévalence du goitre chez les enfants de 0 – 15 ans (Taux de)
130	2 R EM 16	Primo demandeurs d'emploi par rapport au total des chômeurs (Pourcentage des)
131	1 R PC 19	Prix moyen de l'eau potable (Taux de variation du)
132	1 R PC 20	Prix moyen de l'électricité haute, moyenne et basse tension (Taux de variation du)
133	1 R PC 21	Prix moyen des hydrocarbures (Taux de variation du)
134	1 R PC 22	Prix moyen du téléphone (Taux de variation du)
135	1 I AG 9	Probabilité de crise alimentaire
136	2 R AG 10	Production agricole (Taux d'accroissement de la)

N° D'ORDRE	CODE	INDICATEUR
137	2 R EN 3	Production de l'électricité (Coût moyen de)
138	1 R PC 23	Production Industrielle (Indice de la)
139	2 O EL 8	Production laitière par vache et par lactation (Litres)
140	3 I MB 13	Produit Intérieur Brut par tête (Taux de croissance réel du)
141	2 I DH 7	Profondeur de la Pauvreté ou Ampleur de la Pauvreté
142	2 O EM 17	Projets financés par les différents fonds d'appui (Nombre de)
143	1 R EL 9	Protection contre les Trypanosomoses (Taux de)
144	2 R SA 19	Rayon Moyen d'Action des CSPS
145	1 R BG 17	Recettes budgétaires par habitant (Ratio)
146	2 R ED 11	Redoublement (Taux de)
147	3 R EM 18	Réinsertion de travailleurs déflatés (Taux de)
148	1 R AG 11	Rendement agricole (Taux d'accroissement objectif de)
149	2 I AG 12	Rendements/investissements (Elasticité)
150	2 I AG 13	Rendements/utilisation de fertilisants minéraux (Elasticité)
151	2 R BG 18	Représentation des femmes au parlement et dans les organes délibérants locaux (ratio de)
152	2 R BG 19	Représentation des femmes aux postes de responsabilité à l'Assemblée nationale et dans les conseils des collectivités locales (ratio de)
153	2 O BG 20	Ressources PPTE (Taux d'exécution des)
154	1 I PC 24	Résultat d'exploitation global
155	1 R FP 25	Réussite aux différents examens de l'enseignement technique (Taux de)
156	1 O SA 20	Rupture en Médicaments Essentiels Génériques (Taux de)
157	2 R PC 25	Salaire moyen (Taux de variation du)
158	2 I EM 19	Salaire moyen mensuel (Taux de croissance du)
159	2 R EM 20	Salarisation (Taux de)

N° D'ORDRE	CODE	INDICATEUR
160	1 R ED 12	Satisfaction des Utilisateurs des Services d'Education de Base (Taux de)
161	1 R SA 21	Satisfaction des Utilisateurs des Services de Santé (Indice de)
162	1 R ED 13	Scolarisation (Taux brut de)
163	2 R ED 14	Scolarisation (Taux net de)
164	3 I PC 26	Score sur l'environnement des affaires
165	2 R AG 14	Sécurisation Foncière (Taux de)
166	2 I SA 22	Séroprévalence du SIDA (Taux de)
167	2 I DH 8	Sévérité de la Pauvreté
168	1 I DH 9	Sexo-spécifique du Développement Humain (Indicateur)
169	1 R MB 14	Solde budgétaire de base en pourcentage du PIB
170	2 A MB 15	Soutenabilité de la dette par rapport aux recettes d'exportation (Ratio de)
171	1 R EV 7	Stock disponible des ressources en eau
172	2 R EV 8	Stocks disponibles de ressources forestières
173	2 R EV 9	Superficies couvertes par les feux de brousse
174	2 R ED 15	Survie en Cinquième année (Taux de)
175	2 O ED 16	Transition (Taux de)
176	1 R PC 27	Transport (Coût Moyen du)
177	2 R EN 4	Villages électrifiés par système solaire (Nombre de)
178	2 R EN 5	Villes secondaires électrifiées (Nombre de)
179	2 I PC 28	Volume des exportations (Taux de croissance du)
180	1 I DH 10	Vulnérabilité (Incidence de la)
181	1 I AG 15	Vulnérabilité structurelle (indice de)



LISTE DES INDICATEURS PAR SECTEUR ET SOUS-SECTEURS

LISTE DES INDICATEURS PAR SECTEUR/SOUS-SECTEUR

SECTEUR/SOUS-SECTEUR	N° D'ORDRE	CODE			INDICATEUR	
Macroéconomie et budget	001	2	R	MB	1	Arriérés de paiements intérieurs et extérieurs
	002	2	A	MB	2	Budget revenant aux structures déconcentrées des ministères sociaux (Part du)
	003	2	R	MB	3	Budgets des ministères sociaux (Taux d'exécution des)
	004	2	R	MB	4	Crédits délégués aux structures déconcentrées (Taux d'exécution des)
	005	1	R	MB	5	Délai moyen de paiement
	006	1	I	MB	6	Dépenses d'investissement sur ressources internes (Ratio)
	007	2	R	MB	7	Ecart entre les prix unitaires des produits acquis par le secteur privé et ceux des produits acquis par le secteur public
	008	1	R	MB	8	Endettement (Ratio d')
	009	1	R	MB	9	Indice de Gini pour les dépenses sociales
	010	1	I	MB	10	Inflation annuel moyen (Taux d')
	011	3	I	MB	11	Incremental capital output ratio (ICOR) ou coefficient marginal du capital
	012	2	A	MB	12	Investissement (Taux d')
	013	3	I	MB	13	Produit Intérieur Brut par tête (Taux de croissance réel du)
	014	1	R	MB	14	Solde budgétaire de base en pourcentage du PIB
	015	2	A	MB	15	Soutenabilité de la dette par rapport aux recettes d'exportation (Ratio de)
Développement Humain	016	1	I	DH	1	Développement Humain Durable (Indicateur du)
	017	1	I	DH	2	Incidence de la Pauvreté
	018	1	I	DH	3	Micro-multidimensionnel de pauvreté (Indice)
	019	2	R	DH	4	Participation des Femmes (Indicateur de la)
	020	2	I	DH	5	Pauvreté Humaine pour les pays en développement (Indicateur de la)
	021	2	I	DH	6	Pénurie de Capacité (Indicateur de)

SECTEUR/SOUS-SECTEUR	N° D'ORDRE	CODE	INDICATEUR
	022	2 I DH 7	Profondeur de la Pauvreté ou Ampleur de la Pauvreté
	023	2 I DH 8	Sévérité de la Pauvreté
	024	1 I DH 9	Sexo-spécifique du Développement Humain (Indicateur)
	025	1 I DH 10	Vulnérabilité (Incidence de la)
Education	026	2 R ED 01	Abandon dans l'enseignement primaire (Taux d')
	027	1 R ED 02	Admission au CP1 (Taux <u>brut</u> d')
	028	2 R ED 03	Admission au CP1 (Taux <u>net</u> d')
	029	2 A ED 04	Alphabétisation d'un adulte (Coût moyen d')
	030	1 R ED 05	Alphabétisation des Adultes (Taux d')
	031	1 A ED 06	Budget revenant aux Structures les plus Déconcentrées du MEBA (Part du)
	032	1 A ED 07	Education à la Charge des Parents au primaire (Coût Moyen Minimum d')
	033	3 O ED 08	Elèves par enseignant (Nombre moyen d')
	034	1 R ED 09	Elèves parcourant plus de 2,5 kilomètres pour rejoindre l'école (Pourcentage d')
	035	2 R ED 10	Non fréquentation de l'école pour raison de faiblesse du pouvoir d'achat (Taux de)
	036	2 R ED 11	Redoublement (Taux de)
	037	1 R ED 12	Satisfaction des Utilisateurs des Services d'Education de Base (Taux de)
	038	1 R ED 13	Scolarisation (Taux brut de)
	039	2 R ED 14	Scolarisation (Taux net de)
	040	2 R ED 15	Survie en Cinquième année (Taux de)
	041	2 O ED 16	Transition (Taux de)
	Santé	042	1 I SA 1
043		2 R SA 2	Accouchements Assistés (Taux d')
044		1 R SA 3	Actes Médicaux (Coût Moyen des)

SECTEUR/SOUS-SECTEUR	N° D'ORDRE	CODE			INDICATEUR
	045	1	I	SA 4	Budget revenant aux Structures les plus Déconcentrées du Ministère de la santé (Part du)
	046	1	O	SA 5	Centre de Santé et de Promotion Sociale (CSPS) conformes aux normes en matière de Personnel (Taux de)
	047	1	R	SA 6	Couverture Vaccinale par antigène (Taux de)
	048	2	R	SA 7	Faible Poids à la Naissance des nouveaux-nés (Taux de)
	049	2	R	SA 8	Fréquentation des Formations Sanitaires (Taux de)
	050	2	I	SA 9	Indigence Globale (Pourcentage d')
	051	1	I	SA 10	Morbidité (Taux de)
	052	2	R	SA 11	Mortalité due au paludisme dans les formations sanitaires (Taux de)
	053	1	I	SA 12	Mortalité Infantile (Taux de)
	054	1	I	SA 13	Mortalité Juvénile (Taux de)
	055	1	I	SA 14	Mortalité Maternelle (Taux de)
	056	2	R	SA 15	Mortalité Spécifique due au SIDA (Taux de)
	057	2	R	SA 16	Nouveaux Contacts par personne et par an (Nombre de)
	058	2	R	SA 17	Personnes atteintes du SIDA sous traitement anti-rétroviraux (Pourcentage de)
	059	2	R	SA 18	Prévalence Contraceptive chez les femmes en âge de procréer (Taux de)
	060	2	R	SA 19	Rayon Moyen d'Action des CSPS
	061	1	O	SA 20	Rupture en Médicaments Essentiels Génériques (Taux de)
	062	1	R	SA 21	Satisfaction des Utilisateurs des Services de Santé (Indice de)
	063	2	I	SA 22	Séroprévalence du SIDA (Taux de)
Nutrition	064	2	R	NU 01	Prévalence de cécité crépusculaire chez les 0-5 (Taux de)
	065	2	R	NU 02	Prévalence du goitre chez les enfants de 0 – 15 ans (Taux de)
Agriculture	066	2	R	AG 01	Couverture Céréalière Apparent (Taux de)
	067	2	R	AG 02	Crédit à la Production Agricole (Taux de)

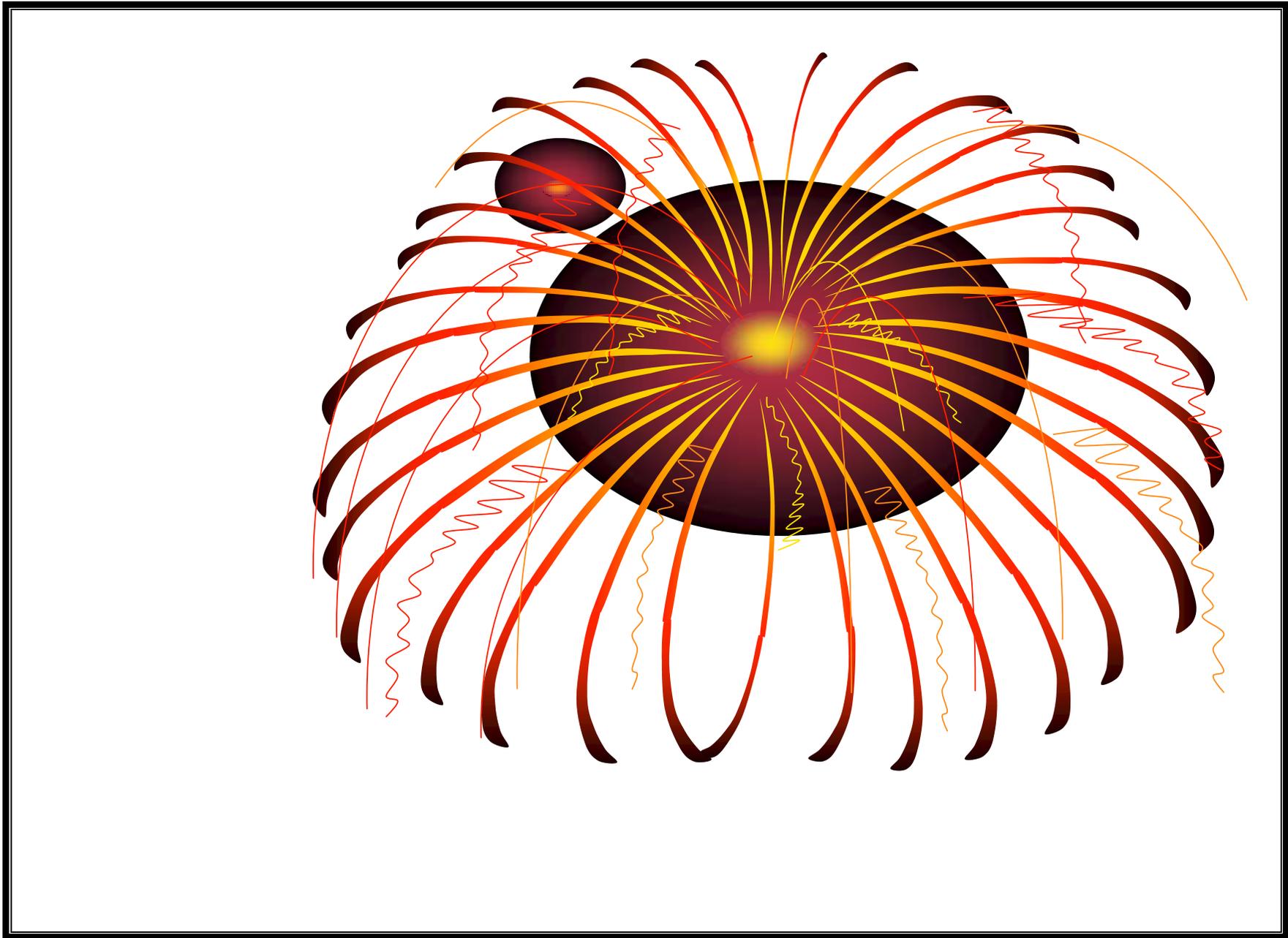
SECTEUR/SOUS-SECTEUR	N° D'ORDRE	CODE	INDICATEUR
	068	1 A AG 03	Equipement des ménages agricoles (Taux d')
	069	3 A AG 04	Investissement agricole par unité de superficie
	070	2 R AG 05	Irrigation (Taux d')
	071	2 R AG 06	Ménages Agricoles utilisant des Intrants (Pourcentage de)
	072	2 A AG 07	Ménages pratiquant la culture attelée (Taux des)
	073	2 R AG 08	Ménages se consacrant à l'agriculture de rente (Pourcentage de)
	074	1 I AG 09	Probabilité de crise alimentaire
	075	2 R AG 10	Production agricole (Taux d'accroissement de la)
	076	1 R AG 11	Rendement agricole (Taux d'accroissement objectif de)
	077	2 I AG 12	Rendements/investissements (Elasticité)
	078	2 I AG 13	Rendements/utilisation de fertilisants minéraux (Elasticité)
	079	2 R AG 14	Sécurisation Foncière (Taux de)
	080	1 I AG 15	Vulnérabilité structurelle (indice de)
Elevage	081	3 O EL 01	Aires d'Abattages Créées et Fonctionnelles (Nombre d')
	082	2 O EL 02	Animaux commercialisés (intérieur / extérieur) (Nombre d')
	083	2 R EL 03	Couverture Vaccinale contre la Maladie de Newcastle (Taux de)
	084	2 R EL 04	Couverture Vaccinale contre la Péri-Pneumonie Contagieuse Bovine (Taux de)
	085	3 O EL 05	Eleveurs affiliés à une organisation professionnelle (Pourcentage d')
	086	2 O EL 06	Encadrement des éleveurs (Taux d')
	087	2 O EL 07	Poids Carcasse/espèce (bovins, petits ruminants et porcins (kg))
	088	2 O EL 08	Production laitière par vache et par lactation (Litres)
	089	1 R EL 09	Protection contre les Trypanosomoses (Taux de)
Pêche	090	2 O PE 01	Plans d'eau piscicoles aménagés (pourcentage de)

SECTEUR/SOUS-SECTEUR	N° D'ORDRE	CODE			INDICATEUR	
Privé et compétitivité	091	2	A	PC	1	Aide internationale au privée (Taux de croissance de)
	092	2	R	PC	2	Change effectif réel (Taux de)
	093	2	R	PC	3	Emplois permanents nets créés (nombre d')
	094	1	I	PC	4	Exportations au produit intérieur brut (Contribution des)
	095	2	A	PC	5	Contribution financière de l'Etat au développement du secteur privé à travers les exonérations fiscales
	096	2	A	PC	6	Crédits aux entreprises
	097	2	R	PC	7	Délais de création d'une entreprise
	098	1	I	PC	8	Exportations intra-communautaires (Indice de développement des)
	099	3	R	PC	9	Infrastructures économiques (Indicateur de développement des)
	100	3	O	PC	10	Entreprises créées (Nombre d')
	101	2	I	PC	11	Entreprises en cessation d'activités (Nombre d')
	102	2	R	PC	12	Formalités nécessaires à la création d'une entreprise (Nombre de)
	103	1	R	PC	13	Imposition (Taux effectif marginal d')
	104	2	R	PC	14	Intensité capitalistique (Taux d')
	105	2	A	PC	15	Investissements privés (Volume des)
	106	1	O	PC	16	Loyer de l'argent (Coût du)
	107	3	O	PC	17	Personnel formé d'entreprises privées
	108	1	R	PC	18	Ponction fiscale (Taux de)
	109	1	R	PC	19	Prix moyen de l'eau potable (Taux de variation du)
	110	1	R	PC	20	Prix moyen de l'électricité haute, moyenne et basse tension (Taux de variation du)
	111	1	R	PC	21	Prix moyen des hydrocarbures (Taux de variation du)
	112	1	R	PC	22	Prix moyen du téléphone (Taux de variation du)
	113	1	R	PC	23	Production Industrielle (Indice de la)

SECTEUR/SOUS-SECTEUR	N° D'ORDRE	CODE	INDICATEUR
	114	1 I PC 24	Résultat d'exploitation global
	115	2 R PC 25	Salaire moyen (Taux de variation du)
	116	3 I PC 26	Score sur l'environnement des affaires
	117	1 R PC 27	Transport (Coût Moyen du)
	118	2 I PC 28	Volume des exportations (Taux de croissance du)
Emploi	119	3 R EM 01	Actifs occupés pour des volumes horaires hebdomadaires de travail spécifiques (- de 35 h ; + de 48 h ; etc.) (Proportion d')
	120	2 R EM 02	Activité (Taux <u>brut</u> d')
	121	1 R EM 03	Activité (Taux <u>net</u> d')
	122	2 R EM 04	Chômage (Taux de)
	123	1 R EM 05	Chômage des jeunes (Taux de)
	124	1 O EM 06	Emplois créés à partir des projets financés par les différents fonds d'appui (Nombre d')
	125	2 R EM 07	Inactivité (Taux d')
	126	1 R EM 08	Occupation (Taux d')
	127	2 I EM 09	Occupés ayant un revenu mensuel inférieur au SMIG (Pourcentage des)
	128	1 R EM 10	Occupés exerçant un travail occasionnel à la journée ou à la tâche -emploi précaire- (Pourcentage d')
	129	3 R EM 11	Pertes d'emplois dues à des restructuration et fermetures d'entreprises (Volume)
	130	2 R EM 12	Placement des demandeurs d'emplois inscrits à l'Office National pour la promotion de l'Emploi (Taux de)
	131	1 R EM 13	Pluriactivités (Taux de)
	132	2 R EM 14	Population active occupée (Structure en % de la)
	133	2 R EM 15	Population active occupée dans le secteur informel (Structure en % de la)
	134	2 R EM 16	Primo demandeurs d'emploi par rapport au total des chômeurs (Pourcentage des)
	135	2 O EM 17	Projets financés par les différents fonds d'appui (Nombre de)
	136	3 R EM 18	Réinsertion de travailleurs déflatés (Taux de)

SECTEUR/SOUS-SECTEUR	N° D'ORDRE	CODE	INDICATEUR
	137	2 I EM 19	Salaire moyen mensuel (Taux de croissance du)
	138	2 R EM 20	Salarisation (Taux de)
Formation professionnelle	139	3 O FP 21	Bénéficiaires des formations professionnelles hors établissements de l'enseignement technique (y compris apprentissage)
	140	1 O FP 22	Enseignants de l'enseignement secondaire technique sur le total d'enseignants du secondaire (Ratio nombre d')
	141	1 O FP 23	Inscrits de l'enseignement secondaire technique par rapport au total des effectifs du secondaire (Pourcentage d')
	142	3 R FP 24	Insertion des sorties de l'enseignement technique (Taux d')
	143	1 R FP 25	Réussite aux différents examens de l'enseignement technique (Taux de)
Environnement	144	2 R EV 01	Conservation des espèces menacées
	145	2 R EV 02	Ecosystèmes fragiles protégés (pourcentage des)
	146	2 R EV 03	Formations classées (Pourcentage des)
	147	1 R EV 04	Hauteur moyenne de pluies
	148	2 R EV 05	Ménages utilisant le bois comme combustible (Pourcentage de)
	149	2 R EV 06	Ménages utilisant un foyer amélioré (Pourcentage de)
	150	1 R EV 07	Stock disponible des ressources en eau
	151	2 R EV 08	Stocks disponibles de ressources forestières
	152	2 R EV 09	Superficies couvertes par les feux de brousse
Energie	153	2 R EN 01	Electrification (Taux d')
	154	2 R EN 02	Ménages ruraux ayant accès à l'électricité (Pourcentage de)
	155	2 R EN 03	Production de l'électricité (Coût moyen de)
	156	2 R EN 04	Villages électrifiés par système solaire (Nombre de)
	157	2 R EN 05	Villes secondaires électrifiées (Nombre de)
Eau potable et assainissement	158	1 R EA 01	Desserte par point d'eau en milieu rural (Taux de)
	159	1 R EA 02	Eau potable (Taux de couverture en)

SECTEUR/SOUS-SECTEUR	N° D'ORDRE	CODE			INDICATEUR
	160	2	R	EA 03	Ménages ayant accès à des latrines fonctionnelles (Pourcentage de)
	161	2	R	EA 04	Ménages selon le mode d'évacuation des ordures ménagères (Pourcentage de)
Bonne gouvernance	162	2	R	BG 1	Budget revenant aux structures déconcentrées des ministères sociaux (Part du)
	163	1	R	BG 2	Capacité d'investissement (Ratio de)
	164	2	R	BG 3	Commandes hors plan annuel (Ratio de)
	165	2	A	BG 4	Contrôles externe des services (Ratio de)
	166	1	R	BG 5	Contrôles internes des services (Ratio de)
	167	1	A	BG 6	Décisions motivées (ratio des)
	168	1	A	BG 7	Décisions réformées en appel ou en cassation (Ratio des)
	169	3	O	BG 8	Délai moyen de paiement
	170	1	R	BG 9	Dépenses auditées par le contrôle administratif a posteriori (ratio de)
	171	2	R	BG 10	Dépenses des collectivités locales dans les dépenses publiques (Part des)
	172	2	R	BG 11	Dépenses extrabudgétaires (Ratio)
	173	1	R	BG 12	Exécution des budgets des ministères sociaux (taux d')
	174	1	R	BG 13	Exécution des crédits délégués (Taux d')
	175	2	R	BG 14	Inspection des juridictions (Ratio d')
	176	2	R	BG 15	Marchés de gré à gré (Ratio de)
	177	2	O	BG 16	Population / juge (Ratio)
	178	1	R	BG 17	Recettes budgétaires par habitant (Ratio)
	179	2	R	BG 18	Représentation des femmes au parlement et dans les organes délibérants locaux (ratio de)
	180	2	R	BG 19	Représentation des femmes aux postes de responsabilité à l'Assemblée nationale et dans les conseils des collectivités locales (ratio de)
181	2	O	BG 20	Ressources PPTE (Taux d'exécution des)	



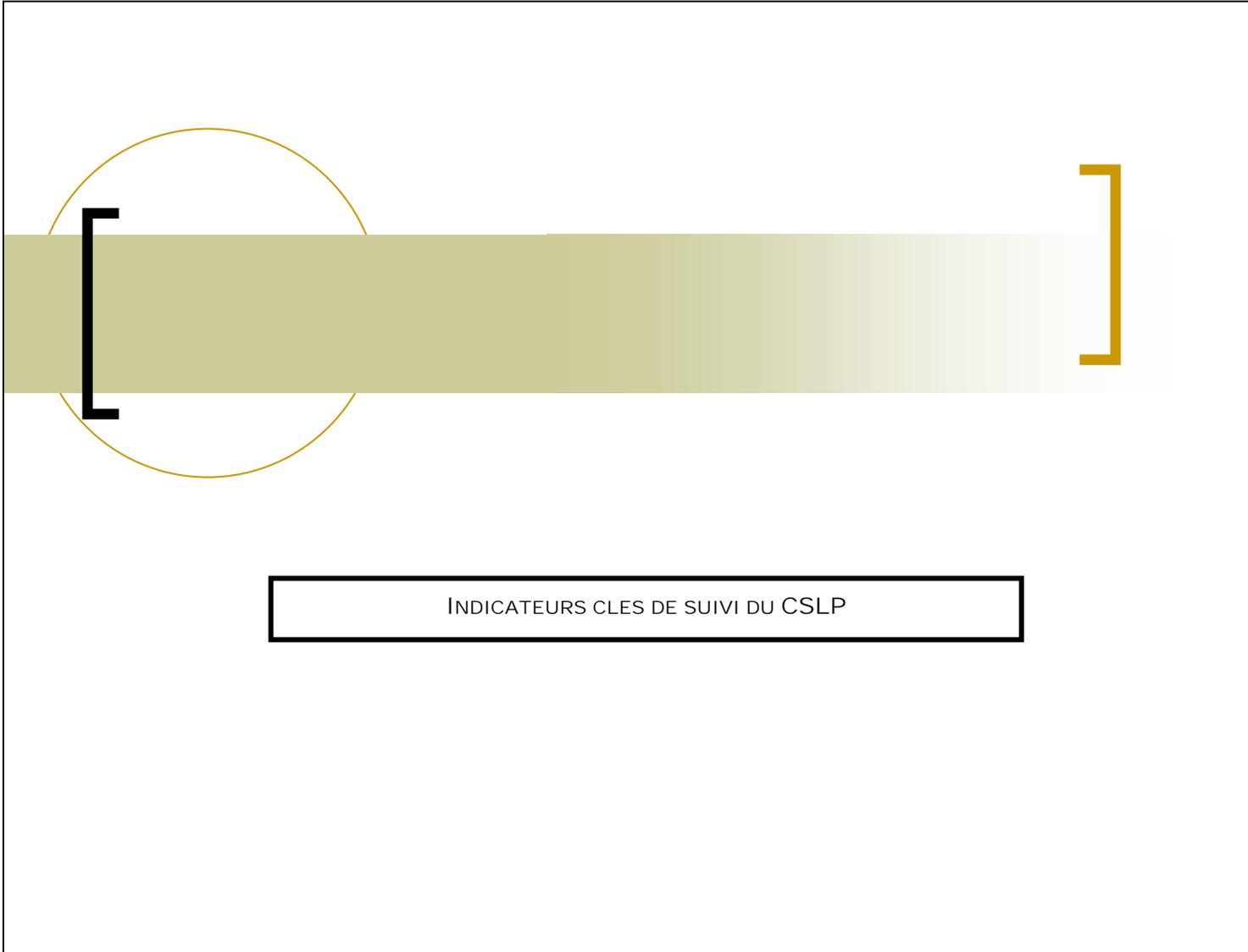
INDICATEURS DE PREMIER RANG

SECTEUR/SOUS-SECTEUR	N° D'ORDRE	CODE	INDICATEUR
Macroéconomie et Budget	001	1 R MB 5	Délai moyen de paiement
	002	1 I MB 6	Dépenses d'investissement sur ressources internes (Ratio)
	003	1 R MB 8	Endettement (Ratio d')
	004	1 R MB 9	Indice de Gini pour les dépenses sociales
	005	1 I MB 10	Inflation annuel moyen (Taux d')
	006	1 R MB 14	Solde budgétaire de base en pourcentage du PIB
Développement Humain	007	1 I DH 1	Développement Humain Durable (Indicateur du)
	008	1 I DH 2	Incidence de la Pauvreté
	009	1 I DH 3	Micro-multidimensionnel de pauvreté (Indice)
	010	1 I DH 9	Sexo-spécifique du Développement Humain (Indicateur)
	011	1 I DH 10	Vulnérabilité (Incidence de la)
	012	1 R ED 02	Admission au CP1 (Taux <u>brut</u> d')
	013	1 R ED 05	Alphabétisation des Adultes (Taux d')
	014	1 A ED 06	Budget revenant aux Structures les plus Déconcentrées du MEBA (Part du)
	015	1 A ED 07	Education à la Charge des Parents au primaire (Coût Moyen Minimum d')
	016	1 R ED 09	Elèves parcourant plus de 2,5 kilomètres pour rejoindre l'école (Pourcentage d')
	017	1 R ED 12	Satisfaction des Utilisateurs des Services d'Education de Base (Taux de)

SECTEUR/SOUS-SECTEUR	N° D'ORDRE	CODE	INDICATEUR
	018	1 R ED 13	Scolarisation (Taux brut de)
Santé	019	1 I SA 1	Espérance de vie à la Naissance
	020	1 R SA 3	Actes Médicaux (Coût Moyen des)
	021	1 I SA 4	Budget revenant aux Structures les plus Déconcentrées du Ministère de la santé (Part du)
	022	1 O SA 5	Centre de Santé et de Promotion Sociale (CSPS) conformes aux normes en matière de Personnel (Taux de)
	023	1 R SA 6	Couverture Vaccinale par antigène (Taux de)
	024	1 I SA 10	Morbidité (Taux de)
	025	1 I SA 12	Mortalité Infantile (Taux de)
	026	1 I SA 13	Mortalité Juvénile (Taux de)
	027	1 I SA 14	Mortalité Maternelle (Taux de)
	028	1 O SA 20	Rupture en Médicaments Essentiels Génériques (Taux de)
	029	1 R SA 21	Satisfaction des Utilisateurs des Services de Santé (Indice de)
	Agriculture	030	1 A AG 03
031		1 I AG 09	Probabilité de crise alimentaire
032		1 R AG 11	Rendement agricole (Taux d'accroissement objectif de)
033		1 I AG 15	Vulnérabilité structurelle (indice de)
Elevage	034	1 R EL 09	Protection contre les Trypanosomoses (Taux de)
Privé et compétitivité	035	1 I PC 4	Exportations au produit intérieur brut (Contribution des)
	036	1 I PC 8	Exportations intra-communautaires (Indice de développement des)
	037	1 R PC 13	Imposition (Taux effectif marginal d')

SECTEUR/SOUS-SECTEUR	N° D'ORDRE	CODE	INDICATEUR
	038	1 O PC 16	Loyer de l'argent (Coût du)
	039	1 R PC 18	Ponction fiscale (Taux de)
	040	1 R PC 19	Prix moyen de l'eau potable (Taux de variation du)
	041	1 R PC 20	Prix moyen de l'électricité haute, moyenne et basse tension (Taux de variation du)
	042	1 R PC 21	Prix moyen des hydrocarbures (Taux de variation du)
	043	1 R PC 22	Prix moyen du téléphone (Taux de variation du)
	044	1 R PC 23	Production Industrielle (Indice de la)
	045	1 I PC 24	Résultat d'exploitation global
	046	1 R PC 27	Transport (Coût Moyen du)
Emploi	047	1 R EM 03	Activité (Taux <u>net</u> d')
	048	1 R EM 05	Chômage des jeunes (Taux de)
	049	1 O EM 06	Emplois créés à partir des projets financés par les différents fonds d'appui (Nombre d')
	050	1 R EM 08	Occupation (Taux d')
	051	1 R EM 10	Occupés exerçant un travail occasionnel à la journée ou à la tâche -emploi précaire- (Pourcentage d')
	052	1 R EM 13	Pluriactivités (Taux de)
Formation professionnelle	053	3 O FP 21	Bénéficiaires des formations professionnelles hors établissements de l'enseignement technique (y compris apprentissage)
	054	1 O FP 22	Enseignants de l'enseignement secondaire technique sur le total d'enseignants du secondaire (Ratio nombre d')
	055	1 O FP 23	Inscrits de l'enseignement secondaire technique par rapport au total des effectifs du secondaire (Pourcentage d')
	056	1 R FP 25	Réussite aux différents examens de l'enseignement technique (Taux de)
Environnement	057	2 R EV 01	Conservation des espèces menacées

SECTEUR/SOUS-SECTEUR	N° D'ORDRE	CODE	INDICATEUR
	058	1 R EV 04	Hauteur moyenne de pluies
	059	1 R EV 07	Stock disponible des ressources en eau
Eau potable et assainissement	060	1 R EA 01	Desserte par point d'eau en milieu rural (Taux de)
	061	1 R EA 02	Eau potable (Taux de couverture en)
Bonne gouvernance	062	1 R BG 2	Capacité d'investissement (Ratio de)
	063	1 R BG 5	Contrôles internes des services (Ratio de)
	064	1 A BG 6	Décisions motivées (ratio des)
	065	1 A BG 7	Décisions réformées en appel ou en cassation (Ratio des)
	066	1 R BG 9	Dépenses auditées par le contrôle administratif a posteriori (ratio de)
	067	1 R BG 12	Exécution des budgets des ministères sociaux (taux d')
	068	1 R BG 13	Exécution des crédits délégués (Taux d')
	069	1 R BG 17	Recettes budgétaires par habitant (Ratio)



SECTEUR/SOUS-SECTEUR	N° D'ORDRE	CODE	INDICATEUR
DEVELOPPEMENT HUMAIN	01	1 I DH 08	Développement Humain Durable (Indicateur du)
	02	1 I DH 09	Incidence de la Pauvreté
EDUCATION	03	1 R ED 02	Admission au CP1 (Taux <u>brut</u> d')
	04	1 R ED 05	Alphabétisation des Adultes (Taux d')
	05	1 A ED 06	Budget revenant aux Structures les plus Déconcentrées du MEBA (Part du)
	06	1 A ED 07	Education à la Charge des Parents au primaire (Coût Moyen Minimum d')
	07	1 R ED 09	Elèves parcourant plus de 2,5 kilomètres pour rejoindre l'école (Pourcentage d')
	08	1 R ED 12	Satisfaction des Utilisateurs des Services d'Education de Base (Taux de)
	09	1 R ED 13	Scolarisation (Taux brut de)
SANTÉ	10	1 R SA 04	Actes Médicaux (Coût Moyen des)
	11	1 I SA 05	Budget revenant aux Structures les plus Déconcentrées du Ministère de la santé (Part du)
	12	1 O SA 06	Centre de Santé et de Promotion Sociale (CSPS) conformes aux normes en matière de Personnel (Taux de)
	13	1 R SA 07	Couverture Vaccinale par antigène (Taux de)
	14	1 O SA 21	Rupture en Médicaments Essentiels Génériques (Taux de)
	15	1 R SA 22	Satisfaction des Utilisateurs des Services de Santé (Indice de)
EAU ET ASSAINISSEMENT	16	1 R EA 01	Desserte par point d'eau en milieu rural (Taux de)
	17	1 R EA 02	Eau potable (Taux de couverture en)
EMPLOI	18	1 R EM 03	Activité (Taux <u>net</u> d')
	19	1 R EM 05	Chômage des jeunes (Taux de)

SECTEUR/SOUS-SECTEUR	N° D'ORDRE	CODE	INDICATEUR
	20	1 O EM 06	Emplois créés à partir des projets financés par les différents fonds d'appui (Nombre d')
	21	1 O FP 23	Inscrits de l'enseignement secondaire technique par rapport au total des effectifs du secondaire (Pourcentage d')
	22	1 R FP 25	Réussite aux différents examens de l'enseignement technique (Taux de)
AGRICULTURE	23	1 I AG 09	Probabilité de crise alimentaire
	24	1 R AG 11	Rendement agricole (Taux d'accroissement objectif de)
	25	1 I AG 15	Vulnérabilité structurelle (indice de)
ELEVAGE	26	1 R EL 09	Protection contre les Trypanosomoses (Taux de)
SECTEUR PRIVE ET COMPETITIVITE	27	1 I PC 04	Exportations au produit intérieur brut (Contribution des)
	28	1 R PC 13	Imposition (Taux effectif marginal d')
	29	1 R PC 18	Ponction fiscale (Taux de)
	30	1 R PC 23	Production Industrielle (Indice de la)
ENVIRONNEMENT	31	1 R EV 07	Stock disponible des ressources en eau
MACROECONOMIE	32	1 R MA 01	Indice de Gini pour les dépenses sociales
	33	1 I MA 02	Inflation annuel moyen (Taux d')
BUDGET	34	1 R BU 05	Délai moyen de paiement
	35	1 I BU 06	Dépenses d'investissement sur ressources internes (Ratio)
	36	1 R BU 09	Solde budgétaire de base en pourcentage du PIB
BONNE GOUVERNANCE	37	1 A BG 6	Décisions motivées (ratio des)
	38	1 A BG 7	Décisions réformées en appel ou en cassation (Ratio des)
	39	1 R BG 9	Dépenses auditées par le contrôle administratif a posteriori (ratio de)

INDICATEURS BUDGETAIRES ET MACROECONOMIQUES

1. Taux d'exécution des budgets des ministères sociaux
2. Solde budgétaire de base en pourcentage du PIB
3. Arriérés de paiements intérieurs et extérieurs
4. Ratio d'endettement
5. Taux d'exécution des crédits délégués aux structures déconcentrées
6. Part du budget revenant aux structures déconcentrées des ministères sociaux
7. Délai moyen de paiement
8. Ratio dépenses d'investissement sur ressources internes
9. Taux de croissance réel du PIB par tête
10. Taux d'investissement
11. ICOR
12. Taux d'inflation annuel moyen
13. Indice de Gini pour les dépenses sociales
14. Ecart entre les prix unitaires des produits acquis par le secteur privé et ceux des produits acquis par le secteur public
15. Ratio de soutenabilité de la dette par rapport aux recettes d'exportation

INDICATEURS BUDGETAIRES ET MACROECONOMIQUES

INDICATEURS		NIVEAUX PERTINENTS DE DESAGREGATION	CADRES DE REFERENCE					CATEGORIES				HIERARCHIE					
			A	B	C	D	E					1 ^{ER}	2 ^{EME}	3 ^{EME}			
								INPUT	OUTPUT	RÉSULTAT	IMPACT	RANG					
1	Taux d'exécution des budgets des ministères sociaux	Ministère	A	B													
2	Solde budgétaire de base en pourcentage du PIB	National	A														
3	Arriérés de paiements intérieurs & extérieurs	National	A														
4	Ratio d'endettement	National	A														
5	Taux d'exécution crédits délégués structures déconcentrées	Ministères concernés	A														
6	Part du budget revenant aux structures déconcentrées	Structures déconcentrées du MEBA et de la santé	A	B													
7	Délai moyen de paiement	National	A														
8	Ratio dépenses d'investissement sur ressources internes	National	A														
9	Taux de croissance réel du PIB par tête	National	A														
10	Taux d'investissement	National	A														
↑	↑		↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	
N°	LISTE DES INDICATEURS	PLUSIEURS NIVEAUX DE DESAGREGATION	5 CADRES DE RÉFÉRENCE					4 TYPES D'INDICATEURS POUR SUIVRE ET ÉVALUER				3 NIVEAUX D'ANALYSE					
REPERTOIRE DES CADRES DE REFERENCE		CSLP	CCA/UNDAF					OBJECTIFS DU SOMMET DU MILLENAIRE				AUTRES OBJECTIFS INTERNATIONAUX			AUTRES STRATEGIES NATIONALES		
		A	B					C				D			E		

INDICATEURS BUDGETAIRES ET MACROECONOMIQUES (SUITE 1)

INDICATEURS		NIVEAUX PERTINENTS DE DESAGREGATION	CADRES DE REFERENCE					CATEGORIES				HIERARCHIE				
			A	B	C	D	E	 INPUT	 OUTPUT	 RÉSULTAT	 IMPACT	1 ^{ER}	2 ^{ÈME}	3 ^{ÈME}		
												RANG				
1	ICOR	National	A													
2	Taux d'inflation annuel moyen	National	A													
3	Indice de Gini pour les dépenses sociales	National	A													
4	Ecart entre les prix unitaires des produits acquis par le secteur privé par rapport au	Produit	A													
5	Ratio de soutenabilité de la dette par rapport aux recettes d'exportation	National	A													
6																
7																
8																
9																
10																
↑	↑		↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑
N°	LISTE DES INDICATEURS	PLUSIEURS NIVEAUX DE DESAGREGATION	5 CADRES DE RÉFÉRENCE					4 TYPES D'INDICATEURS POUR SUIVRE ET ÉVALUER				3 NIVEAUX D'ANALYSE				
REPERTOIRE DES CADRES DE REFERENCE		CSLP	CCA/UNDAF		OBJECTIFS DU SOMMET DU MILLENAIRE		AUTRES OBJECTIFS INTERNATIONAUX			AUTRES STRATEGIES NATIONALES						
		A	B		C		D			E						

INDICATEURS DES CONDITIONS DE VIE DES ...

... MENAGES ET DU DEVELOPPEMENT HUMAIN

1. Incidence de la Pauvreté
2. Profondeur de la Pauvreté ou Ampleur de la Pauvreté
3. Sévérité de la Pauvreté
4. Indicateur du Développement Humain Durable
5. Indicateur sexo-spécifique du Développement Humain
6. Indicateur de la Pauvreté Humaine pour les pays en développement
7. Indicateur de la Participation des Femmes
8. Indicateur de Pénurie de Capacité
9. Indice micro-multidimensionnel de pauvreté
10. Incidence de la Vulnérabilité

INDICATEURS DES CONDITIONS DE VIE DES MENAGES ET DU DEVELOPPEMENT HUMAIN

INDICATEURS		NIVEAUX PERTINENTS DE DESAGREGATION	CADRES DE REFERENCE					CATEGORIES				HIERARCHIE				
			A	B	C	D	E	 INPUT	 OUTPUT	 RÉSULTAT	 IMPACT	1 ^{ER}	2 ^{ÈME}	3 ^{ÈME}		
			RANG													
1	Incidence de la Pauvreté	Régions, Milieu résidence, GSE, Niveau instr. type ménage, sexe,	A			D	E									
2	Profondeur de la Pauvreté ou Ampleur de la Pauvreté	Régions, Milieu rés. GSE, Niveau instr., Type ménage, Sexe, Taille	A													
3	Sévérité de la pauvreté	Régions, Milieu rés. GSE, Niveau instr., Type ménage, Sexe, Taille	A													
4	Indicateur du Développement Humain Durable	Région, Province, Milieu résidence		B												
5	Indicateur Sexo-spécifique du Développement Humain	Région, Province, Milieu résidence		B												
6	Indicateur de la Pauvreté Humaine pour les PVD	Région, Province, Milieu résidence		B												
7	Indicateur de la Participation des Femmes	Région, Province, Milieu résidence		B	D		E									
8	Indicateur de Pénurie de Capacité	Région, Province, Milieu résidence		B												
9	Indice micro multidimensionnel de pauvreté	Région, Province, Milieu résidence	A	B												
10	Incidence de la Vulnérabilité	Région, Province, Milieu résidence	A													
↑	↑		↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑
N°	LISTE DES INDICATEURS	PLUSIEURS NIVEAUX DE DESAGREGATION	5 CADRES DE RÉFÉRENCE					4 TYPES D'INDICATEURS POUR SUIVRE ET ÉVALUER				3 NIVEAUX D'ANALYSE				
REPertoire des		CSLP	CCA/UNDAF		OBJECTIFS DU SOMMET		AUTRES OBJECTIFS INTERNATIONAUX			AUTRES STRATEGIES						

		A			B			C			D			E	
--	--	---	--	--	---	--	--	---	--	--	---	--	--	---	--

INDICATEURS ENSEIGNEMENT DE BASE ET...

... ENSEIGNEMENTS SECONDAIRE ET SUPERIEUR

1. Taux Brut de Scolarisation
2. Taux Net de Scolarisation
3. Taux Brut d'Admission au CP1
4. Taux de Survie en Cinquième année
5. Indice de Satisfaction des Utilisateurs des Services d'Education de Base
6. Coût Moyen Minimum d'Education à la Charge des Parents au primaire
7. Part du Budget revenant aux Structures les plus Déconcentrées du MEBA
8. % d'élèves parcourant plus de 2,5 kilomètres pour rejoindre l'école
9. Taux de non fréquentation de l'école pour raison de faiblesse du pouvoir d'achat
10. Taux d'Alphabétisation des Adultes
11. Nombre moyen d'élèves par enseignant
12. Taux de Transition
13. Taux net d'amission au CP1
14. Taux de redoublement
15. Coût moyen d'alphabétisation d'un adulte
16. Taux d'abandon

INDICATEURS DE L'ENSEIGNEMENT DE BASE, SECONDAIRE ET SUPERIEUR

	INDICATEURS	NIVEAUX PERTINENTS DE DESAGREGATION	CADRES DE REFERENCE	CATEGORIES				HIERARCHIE						
								1 ^{ER}	2 ^{ÈME}	3 ^{ÈME}				
				INPUT	OUTPUT	RÉSULTAT	IMPACT	RANG						
A	B	C	D	E										
1	Taux Brut de Scolarisation	Niveau et type d'enseig., province, région, milieu rés., sexe, âge spécifq,	A	B	C	D	E							
2	Taux Net de Scolarisation	Niveau et type d'enseig., province, région, milieu rés., sexe, âge spécifq,	A		C	D								
3	Taux Brut d'Admission au CP1	Provinces, régions, Milieu résidence, sexe, Age spécifique, type d'enseig.	A	B	C	D								
4	Taux de Survie en Cinquième année	National, régions, milieu résidence, sexe,	A	B		D								
5	Indice de Satisfaction utilisateurs services d'éducation de Base	Régions (13 DREBA), Milieu résidence, sexe	A	B										
6	Coût Moyen Minimum d'éducation à la charge des parents au primaire	Milieu de résidence, Régions, Classes	A	B	C									
7	Part du budget revenant aux structures les plus déconcentrées	Région, circonscription de l'Enseignement de Base	A	B										
8	% d'élèves parcourant plus de 2,5 Kms pour rejoindre l'école	Régions, provinces, milieu résidence, circonscription, sexe	A											
9	Taux de non fréquentation de l'école pour raison de faiblesse de pouvoir d'achat	Régions, milieu de résidence	A											
10	Taux d'alphabétisation des adultes	Langue, provinces, régions, milieu, sexe, groupe d'âge	A	B	C	D								
↑	↑		↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑		
N°	LISTE DES INDICATEURS	PLUSIEURS NIVEAUX DE DESAGREGATION	5 CADRES DE RÉFÉRENCE					4 TYPES D'INDICATEURS POUR SUIVRE ET ÉVALUER				3 NIVEAUX D'ANALYSE		
REPERTOIRE DES CADRES DE REFERENCE		CSLP	CCA/UNDAF		OBJECTIFS DU SOMMET			AUTRES OBJECTIFS INTERNATIONAUX				AUTRES STRATEGIES		
		A	B		C			D				E		

INDICATEURS DE L'ENSEIGNEMENT DE BASE, SECONDAIRE ET SUPERIEUR (SUITE 1)

INDICATEURS		NIVEAUX PERTINENTS DE DESAGREGATION	CADRES DE REFERENCE					CATEGORIES				HIERARCHIE			
			A	B	C	D	E	 INPUT	 OUTPUT	 RÉSULTAT	 IMPACT	1 ^{ER}	2 ^{ÈME}	3 ^{ÈME}	
												RANG			
11	Nombre moyen d'élèves par enseignant	Régions, provinces, statut, milieu résidence, niveau ens., discipline	A	B		D									
12	Taux de transition	Régions, provinces, statut, milieu résidence, niveau ens., sexe	A												
13	Taux net d'amission au CP1	Région, province, statut, milieu résidence, sexe	A												
14	Taux de redoublement	Régions, provinces, statut, milieu résidence, niveau ens., sexe	A												
15	Coût moyen d'alphabétisation d'un adulte	Niveau d'enseignement	A												
16	Taux d'abandon	Régions, provinces, statut, milieu résidence, niveau ens., sexe	A												
↑	↑		↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑
N°	LISTE DES INDICATEURS	PLUSIEURS NIVEAUX DE DESAGREGATION	5 CADRES DE RÉFÉRENCE					4 TYPES D'INDICATEURS POUR SUIVRE ET ÉVALUER				3 NIVEAUX D'ANALYSE			
REPERTOIRE DES CADRES DE REFERENCE		CSLP		CCA/UNDAF			OBJECTIFS DU SOMMET DU MILLENAIRE		AUTRES OBJECTIFS INTERNATIONAUX			AUTRES STRATEGIES NATIONALES			
		A		B			C		D			E			

INDICATEURS DE LA SANTE ET DE LA NUTRITION

1. Espérance de vie à la Naissance
2. Taux de Couverture Vaccinale par antigène
3. Taux de Morbidité
4. Taux de Mortalité Infantile
5. Taux de Mortalité Juvénile
6. Taux de Mortalité Maternelle
7. Taux d'Accès aux Soins Obstétricaux d'Urgence
8. Taux d'Accouchements Assistés
9. Indice de Satisfaction des Utilisateurs des Services de Santé
10. Pourcentage d'Indigence Globale
11. Part du Budget revenant aux Structures les plus Déconcentrées du Ministère de la Santé
12. Taux de fréquentation des Formations Sanitaires
13. Taux de Prévalence Contraceptive chez les femmes en âge de procréer
14. Taux de Mortalité Spécifique due au SIDA
15. Taux de séroprévalence du SIDA
16. % de personnes atteintes du SIDA sous traitement anti-rétroviraux
17. Nombre de Nouveaux Contacts par personne et par an
18. Taux de mortalité due au paludisme dans les formations sanitaires
19. Taux de Rupture en MEG (Médicaments Essentiels Génériques)
20. Rayon Moyen d'Action des CSPS
21. Pourcentage de CSPS conformes aux normes en matière de Personnel
22. Coût Moyen des Actes Médicaux
23. Taux de Faible Poids à la Naissance (nouveaux-nés)
24. Taux de prévalence de cécité crépusculaire chez les 0-5
25. Taux de prévalence du goitre chez les enfants de 0 – 15 ans

INDICATEURS DE LA SANTE ET DE LA NUTRITION

INDICATEURS		NIVEAUX PERTINENTS DE DESAGREGATION	CADRES DE REFERENCE					CATEGORIES				HIERARCHIE					
			A	B	C	D	E	 INPUT	 OUTPUT	 RÉSULTAT	 IMPACT	1 ^{ER}	2 ^{ÈME}	3 ^{ÈME}			
												RANG					
1	Espérance de vie à la Naissance	Sexe, milieu de résidence		B	C	D	E										
2	Taux de Couverture Vaccinale par antigène	Sexe, âge, région, Districts sanitaires	A	B													
3	Taux de Morbidité	Sexe, âge, région, Districts sanitaires	A														
4	Taux de Mortalité Infantile	Sexe, âge, régions, districts sanitaires	A	B	C	D	E										
5	Taux de Mortalité Juvénile	Sexe, âge, régions, districts sanitaires	A		C	D	E										
6	Taux de Mortalité Maternelle	Sexe, âge, régions, districts sanitaires	A	B	C	D	E										
7	Taux d'Accès aux Soins Obstétricaux d'Urgence	Age, régions, milieu de résidence	A		C												
8	Taux d'Accouchements Assistés	Age, régions, districts sanitaires					E										
9	Indice de satisfaction des utilisateurs services de santé	Sexe, régions, milieu de résidence	A														
10	Pourcentage d'Indigence Globale	Région, milieu de résidence, catégorie socioprofessionnelle	A														
↑	↑		↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑
N°	LISTE DES INDICATEURS	PLUSIEURS NIVEAUX DE DESAGREGATION	5 CADRES DE RÉFÉRENCE					4 TYPES D'INDICATEURS POUR SUIVRE ET ÉVALUER				3 NIVEAUX D'ANALYSE					
REPERTOIRE DES CADRES DE REFERENCE	CSLP	CCA/UNDAF	OBJECTIFS DU SOMMET DU MILLENAIRE		AUTRES OBJECTIFS INTERNATIONAUX			AUTRES STRATEGIES NATIONALES									
	A	B	C	D	E												

INDICATEURS DE LA SANTE ET DE LA NUTRITION (SUITE 1)

INDICATEURS		NIVEAUX PERTINENTS DE DESAGREGATION	CADRES DE REFERENCE					CATEGORIES				HIERARCHIE				
			A	B	C	D	E	 INPUT	 OUTPUT	 RÉSULTAT	 IMPACT	1 ^{ER}	2 ^{ÈME}	3 ^{ÈME}		
												RANG				
11	Part du budget revenant structures déconcentrées du Ministère de la Santé	Régions sanitaires, districts sanitaires	A													
12	Taux de fréquentation des Formations Sanitaires	Régions, Districts sanitaires	A		C	D	E									
13	Taux de Prévalence Contraceptive	Age, région, Districts sanitaires		B			E									
14	Taux de Mortalité Spécifique due au SIDA	Age, sexe, région, Districts sanitaires, sites sentinelles	A		C		E									
15	Taux de Séroprévalence du SIDA	Age, sexe, région, Districts sanitaires, sites sentinelles	A	B	C		E									
16	% personnes atteintes de SIDA sous traitement anti retro viraux soins	Régions, Districts sanitaires, Centre de Traitement Ambulatoire	A		C		E									
17	Nombre de nouveaux contacts par personne et par an	Sexe, région, districts sanitaires	A				E									
18	Taux de mortalité due au paludisme dans les FS	Sexe, âge, région, districts sanitaires	A				E									
19	Taux de Rupture en MEG (Médicaments Essentiels génériques)	Régions, districts sanitaires, CSPS/CMA	A	B			E									
20	Rayon Moyen d'Action des CSPS	Régions, Districts sanitaires	A		C		E									
↑	↑		↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑
N°	LISTE DES INDICATEURS	PLUSIEURS NIVEAUX DE DESAGREGATION	5 CADRES DE RÉFÉRENCE					4 TYPES D'INDICATEURS POUR SUIVRE ET ÉVALUER				3 NIVEAUX D'ANALYSE				
REPERTOIRE DES CADRES DE REFERENCE	CSLP	CCA/UNDAF	OBJECTIFS DU SOMMET DU MILLENAIRE		AUTRES OBJECTIFS INTERNATIONAUX			AUTRES STRATEGIES NATIONALES								
	A	B	C	D	E											

INDICATEURS DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

1. Pourcentage de ménages se consacrant à l'agriculture de rente
2. Taux de Crédit à la Production Agricole
3. Taux d'équipement des ménages agricoles
4. Élasticité rendements/investissements
5. Élasticité rendements/utilisation de fertilisants minéraux
6. Indice de vulnérabilité structurelle
7. Pourcentage des Ménages Agricoles utilisant des Intrants
8. Investissement agricole par unité de superficie
9. Probabilité de crise alimentaire
10. Taux d'Accroissement Objectif de Rendement agricole
11. Taux de Sécurisation Foncière
12. Taux de Couverture Céréalière Apparent
13. Taux d'accroissement de la production agricole
14. Taux d'irrigation
15. Taux des ménages pratiquant la culture attelée
16. Taux de Couverture Vaccinale contre la Péri-Pneumonie Contagieuse Bovine (%)
17. Taux de protection contre les Trypanosomoses (%)
18. Production laitière par vache et par lactation (Litres)
19. Poids Carcasse/espèce (bovins, petits ruminants et porcins (kg))
20. % d'éleveurs affiliés à une organisation professionnelle
21. Taux d'encadrement des éleveurs (%)
22. Nombre d'animaux commercialisés (intérieur / extérieur)
23. Nombre d'Aires d'Abattages Créées et Fonctionnelles
24. Taux de Couverture Vaccinale contre la Maladie de Newcastle (%)
25. Pourcentage de plans d'eau piscicoles aménagés

INDICATEURS DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE

	INDICATEURS	NIVEAUX PERTINENTS DE DESAGREGATION	CADRES DE REFERENCE					CATEGORIES				HIERARCHIE					
																	
			A	B	C	D	E	INPUT	OUTPUT	RÉSULTAT	IMPACT	1 ^{ER}	2 ^{ÈME}	3 ^{ÈME}			
													RANG				
1	% de ménages se consacrant à l'agriculture de rente	Région, province	A														
2	Taux de Crédit à la Production Agricole	Région, province	A														
3	Taux d'équipement des ménages agricoles	Région, province	A														
4	Élasticité rendements/investissements	Région de recherche agricole	A														
5	Elasticités rendements/utilisation de fertilisants minéraux	Région de recherche agricole	A														
6	Indice de vulnérabilité structurelle	Région, province, département	A														
7	Pourcentage des Ménages Agricoles utilisant des Intrants	Région, province	A														
8	Investissement agricole par unité de superficie	Région, province	A														
9	Probabilité de crise Alimentaire	Région, province, département	A														
10	Taux d'Accroissement Objectif de Rendement agricole	Région, province	A														
↑	↑		↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑			
N°	LISTE DES INDICATEURS	PLUSIEURS NIVEAUX DE DESAGREGATION	5 CADRES DE RÉFÉRENCE					4 TYPES D'INDICATEURS POUR SUIVRE ET ÉVALUER				3 NIVEAUX D'ANALYSE					
REPERTOIRE DES CADRES DE REFERENCE		CSLP	CCA/UNDAF		OBJECTIFS DU SOMMET DU MILLENAIRE			AUTRES OBJECTIFS INTERNATIONAUX				AUTRES STRATEGIES NATIONALES					
		A	B		C			D				E					

INDICATEURS DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE (SUITE 1)

INDICATEURS		NIVEAUX PERTINENTS DE DESAGREGATION	CADRES DE REFERENCE					CATEGORIES				HIERARCHIE			
			A	B	C	D	E					1 ^{ER}	2 ^{EME}	3 ^{EME}	
								INPUT	OUTPUT	RÉSULTAT	IMPACT	RANG			
1	Taux de Sécurisation Foncière	Région	A												
2	Taux de Couverture Céréalière Apparent	National	A												
3	Taux d'accroissement de la production agricole	National	A												
4	Taux d'irrigation	Région, province	A												
5	Taux des ménages pratiquant la culture attelée	Région, province	A												
6	Taux Couverture Vaccinale contre la Péri-Pneumonie	Région, province	A												
7	Taux de Protection contre les Trypanosomoses	Région, province	A												
8	Production Laitière par Vache et par Lactation (Litres)	Région	A												
9	Poids carcasse/espèce (bovins, petits ruminants, porcins)	Région, province, département	A												
10	% d'éleveurs affiliés à une organisation Professionnelle	Région	A												
↑	↑		↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑
N°	LISTE DES INDICATEURS	PLUSIEURS NIVEAUX DE DESAGREGATION	5 CADRES DE RÉFÉRENCE					4 TYPES D'INDICATEURS POUR SUIVRE ET ÉVALUER				3 NIVEAUX D'ANALYSE			
REPERTOIRE DES CADRES DE REFERENCE	CSLP	CCA/UNDAF	OBJECTIFS DU SOMMET DU MILLENAIRE		AUTRES OBJECTIFS INTERNATIONAUX		AUTRES STRATEGIES NATIONALES								
	A	B	C	D	E										

INDICATEURS DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE (SUITE 2)

INDICATEURS		NIVEAUX PERTINENTS DE DESAGREGATION	CADRES DE REFERENCE					CATEGORIES				HIERARCHIE				
			A	B	C	D	E	 INPUT	 OUTPUT	 RÉSULTAT	 IMPACT	1 ^{ER}	2 ^{ÈME}	3 ^{ÈME}		
1	Taux d'Encadrement des Eleveurs (%)	Région	A													
2	Nombres d'animaux commercialisés (intérieur / extérieur)	Type d'animaux	A													
3	Nombre d'Aires d'Abattages Créées et Fonctionnelles	Région	A													
4	Taux couverture vaccinale contre la maladie de Newcastle	Région	A													
5	% de plans d'eau piscicoles aménagés	Région	A													
6																
7																
8																
9																
↑	↑		↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑
N°	LISTE DES INDICATEURS	PLUSIEURS NIVEAUX DE DESAGREGATION	5 CADRES DE RÉFÉRENCE					4 TYPES D'INDICATEURS POUR SUIVRE ET ÉVALUER				3 NIVEAUX D'ANALYSE				
REPERTOIRE DES CADRES DE REFERENCE		CSLP		CCA/UNDAF			OBJECTIFS DU SOMMET DU MILLENAIRE		AUTRES OBJECTIFS INTERNATIONAUX			AUTRES STRATEGIES NATIONALES				
		A		B			C		D			E				

INDICATEURS DU SECTEUR PRIVE ET DE LA COMPETITIVITE

1. Score sur l'environnement des affaires
2. Nombre de formalités nécessaires à la création d'une entreprise
3. Délais de création d'une entreprise
4. Taux de variation du prix moyen de l'eau potable (HT et TTC)
5. Taux de variation du prix moyen de l'électricité haute, moyenne et basse tension (HT et TTC)
6. Taux de variation du prix moyen du téléphone (intérieur et international)
7. Taux de variation du prix moyen (CAF et à la pompe) des hydrocarbures (par produit)
8. Taux de variation du salaire moyen
9. Coût moyen du transport
10. Taux Effectif Marginal d'Imposition
11. Taux de ponction fiscale
12. Indice de la Production Industrielle
13. Taux de croissance du volume des exportations
14. Résultat d'exploitation global
15. Indice de développement des exportations intra-communautaires
16. Contribution des exportations au PIB
17. Taux de change effectif réel
18. Nombre d'entreprises créées
19. Nombre d'entreprises en cessation d'activités
20. Personnel formé d'entreprises privées
21. Taux d'intensité capitalistique
22. Volume des investissements privés
23. Coût du loyer de l'argent
24. Crédits aux entreprises
25. Contribution financière de l'Etat au développement du secteur privé à travers les exonérations fiscales
26. Aide internationale au secteur privé
27. Indicateur de développement des infrastructures économiques
28. Nombre d'emplois permanents nets créés

INDICATEURS DU SECTEUR PRIVE ET COMPETITIVITE

INDICATEURS		NIVEAUX PERTINENTS DE DESAGREGATION	CADRES DE REFERENCE					CATEGORIES				HIERARCHIE			
			A	B	C	D	E	 INPUT	 OUTPUT	 RÉSULTAT	 IMPACT	1 ^{ER}	2 ^{ÈME}	3 ^{ÈME}	
1	Score sur l'environnement des affaires	National	A				E								
2	Nombre de formalités nécessaires à la création d'une entreprise	National, par type d'entreprise	A				E								
3	Délais de création d'une entreprise	National, par type d'entreprise	A				E								
4	Taux de variation du prix moyen de l'eau potable	En hors taxe (HT) et en toutes taxes comprises (TTC)	A				E								
5	Taux de variation du prix moyen de l'électricité	Type (basse, moyenne, haute tension), HT et TTC,	A				E								
6	Taux de variation du prix moyen du téléphone	Intérieur et international	A				E								
7	Taux de variation du prix moyen des hydrocarbures	Par produit ; prix CAF et prix à la pompe	A				E								
8	Taux de variation du salaire moyen dans le secteur privé	Par catégorie de salariés, par secteur d'activité	A				E								
9	Coût moyen du transport de marchandises	Mode de transport (aérien, routier, ferroviaire et maritime)	A				E								
10	Taux Effectif Marginal d'Imposition	National	A				E								
↑	↑		↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑
N°	LISTE DES INDICATEURS	PLUSIEURS NIVEAUX DE DESAGREGATION	5 CADRES DE RÉFÉRENCE					4 TYPES D'INDICATEURS POUR SUIVRE ET ÉVALUER				3 NIVEAUX D'ANALYSE			
REPERTOIRE DES CADRES DE REFERENCE	CSLP	CCA/UNDAF	OBJECTIFS DU SOMMET DU MILLENAIRE					AUTRES OBJECTIFS INTERNATIONAUX				STRATEGIES SECT. NATIONALES			
	A	B	C	D	E										

INDICATEURS DU SECTEUR PRIVE ET COMPETITIVITE (SUITE 1)

INDICATEURS	NIVEAUX PERTINENTS DE DESAGREGATION	CADRES DE REFERENCE					CATEGORIES				HIERARCHIE			
		A	B	C	D	E					1 ^{ER}	2 ^{ÈME}	3 ^{ÈME}	
							INPUT	OUTPUT	RÉSULTAT	IMPACT	RANG			
11	Taux de ponction fiscale	National	A											
12	Indice de la Production Industrielle	Branche d'activités	A											
13	Taux de croissance du volume des exportations	Groupe de produits, pays de destination,	A											
14	Résultat d'exploitation global	Branche d'activité	A											
15	Indice de développement des exportations intra-communautaires	Par groupe de produits	A											
16	Contribution des exportations au PIB	Groupe de produits	A											
17	Taux de change effectif réel	National	A											
18	Nombre d'entreprises créées	Secteur d'activités (industrie, commerce, service, BTP,	A											
19	Nombre d'entreprises en cessation d'activités	Secteur d'activité	A											
20	Personnel formé d'entreprises privées	Secteur d'activité	A											
↑	↑		↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	
N°	LISTE DES INDICATEURS	PLUSIEURS NIVEAUX DE DESAGREGATION	5 CADRES DE RÉFÉRENCE					4 TYPES D'INDICATEURS POUR SUIVRE ET ÉVALUER				3 NIVEAUX D'ANALYSE		
REPERTOIRE DES CADRES DE REFERENCE	CSLP	CCA/UNDAF	OBJECTIFS DU SOMMET DU MILLENAIRE			AUTRES OBJECTIFS INTERNATIONAUX				AUTRES				
	A	B	C	D	E									

INDICATEURS DU SECTEUR PRIVE ET COMPETITIVITE (SUITE 2)

INDICATEURS		NIVEAUX PERTINENTS DE DESAGREGATION	CADRES DE REFERENCE					CATEGORIES				HIERARCHIE				
			A	B	C	D	E	 INPUT	 OUTPUT	 RÉSULTAT	 IMPACT	1 ^{ER}	2 ^{ÈME}	3 ^{ÈME}		
												RANG				
21	Taux d'intensité capitalistique	Secteur d'activité	A													
22	Volume des investissements privés	National	A													
23	Coût du loyer de l'argent	Echéance (CT, MT, LT)	A													
24	Crédits aux entreprises	Secteur d'activité, Echéance (CT, MT, LT)	A													
25	Contribution financière de l'Etat au développement du secteur privé à travers les	Secteur d'activités	A													
26	Aide internationale au secteur privé	Echéance (CT, MT, LT)	A													
27	Indicateur de développement des infrastructures économiques	National	A													
28	Nombre d'emplois permanents nets créés	Secteur d'activité	A													
N°	LISTE DES INDICATEURS	PLUSIEURS NIVEAUX DE DESAGREGATION	5 CADRES DE RÉFÉRENCE					4 TYPES D'INDICATEURS POUR SUIVRE ET ÉVALUER				3 NIVEAUX D'ANALYSE				
REPERTOIRE DES CADRES DE REFERENCE		CSLP		CCA/UNDAF			OBJECTIFS DU SOMMET DU MILLENAIRE		AUTRES OBJECTIFS INTERNATIONAUX			AUTRES				
		A		B			C		D			E				

INDICATEURS DE SUIVI DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

1. Taux brut d'activité
2. Taux net d'activité
3. Taux d'inactivité
4. Taux d'occupation
5. Structure en % de la population active occupée
6. Structure de la population active occupée dans le secteur informel
7. Taux de salarisation
8. Taux de pluriactivités
9. Proportions d'actifs occupés pour des volumes horaires hebdomadaires de travail spécifiques (- de 35 h ; + de 48 h ; etc.)
10. Pourcentage d'occupés exerçant un travail occasionnel à la journée ou à la tâche (emploi précaire)
11. Taux de réinsertion de travailleurs déflatés
12. Taux de chômage
13. Taux de chômage des jeunes (16 à 25 ans)
14. Pourcentage des primo demandeurs d'emploi par rapport au total des chômeurs
15. Volume des pertes d'emplois dues à des restructuration et fermetures d'entreprises
16. Pourcentage d'occupés ayant un revenu mensuel inférieur au SMIG
17. Taux de croissance du salaire moyen mensuel
18. Pourcentage des inscrits de l'enseignement secondaire technique par rapport au total des effectifs du secondaire
19. Ratio nombre d'enseignants de l'enseignement secondaire technique sur le total d'enseignants du secondaire
20. Taux de réussite aux différents examens de l'enseignement technique
21. Bénéficiaires des formations professionnelles hors Ets de l'enseignement technique (y compris apprentissage)
22. Taux d'insertion des sorties de l'enseignement technique
23. Nombre de projets financés par les différents fonds d'appui
24. Nombre d'emplois créés à partir des projets financés par les différents fonds d'appui
25. Taux de placement des demandeurs d'emplois inscrits à l'Office National pour la promotion de l'Emploi (ONPE)

INDICATEURS DE SUIVI DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

INDICATEURS		NIVEAUX PERTINENTS DE DESAGREGATION	CADRES DE REFERENCE					CATEGORIES				HIERARCHIE		
			A	B	C	D	E	 INPUT	 OUTPUT	 RÉSULTAT	 IMPACT	1 ^{ER}	2 ^{ÈME}	3 ^{ÈME}
1	Taux brut d'activité	Age, sexe, région, province, milieu résidence, population agricole	A											
2	Taux net d'activité	Age, sexe, région, province, milieu résidence, villes, niveau instruction	A											
3	Taux d'inactivité	Catégorie d'inactifs, Age, sexe, niveau d'instruction, région, milieu de résidence	A											
4	Taux d'occupation	Age, sexe, milieu résidence, région, deux grandes villes, chefs de ménage	A											
5	Structure en % de la population active occupée	Secteur d'activité, situation dans la profession, région, milieu de résidence	A											
6	Structure de la population active occupée dans le secteur informel	Statut dans la profession, sexe, âge, niveau d'instruction	A											
7	Taux de salarisation	Secteur d'activité, région, milieu de résidence	A											
8	Taux de pluriactivités	Région, niveau d'instruction, groupe de profession de l'activité principale	A											
9	Proportions d'actifs occupés pour des volumes horaires hebdomadaires de travail spécifique. (- de 35 h ; + de 48 h	Secteur d'activité, groupe profession, sexe, activité principale/activité princ. + second.	A											
10	% d'occupés exerçant un travail occasionnel à la journée ou à la tâche (emploi précaire)	Sexe, milieu résidence, région, grandes villes, catégorie, niveau d'instr., durée, âge	A											
↑	↑		↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑
N°	LISTE DES INDICATEURS	PLUSIEURS NIVEAUX DE DESAGREGATION	5 CADRES DE RÉFÉRENCE					4 TYPES D'INDICATEURS POUR SUIVRE ET ÉVALUER				3 NIVEAUX D'ANALYSE		
REPERTOIRE DES		CSLP	CCA/UNDAF		OBJECTIFS DU SOMMET DU MILLENAIRE			AUTRES OBJECTIFS INTERNATIONAUX				AUTRES		

CADRES DE REFERENCE	A	B	C	D	E
---------------------	---	---	---	---	---

INDICATEURS DE SUIVI DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (SUITE 1)

INDICATEURS	NIVEAUX PERTINENTS DE DESAGREGATION	CADRES DE REFERENCE	CATEGORIES				HIERARCHIE			
			INPUT	OUTPUT	RÉSULTAT	IMPACT	1 ^{ER}	2 ^{ÈME}	3 ^{ÈME}	
11 Taux de réinsertion de travailleurs déflatés	Secteur d'activité, groupe de profession	A E								
12 Taux de chômage	Sexe, milieu résidence, région, grandes villes, catégorie, niveau d'instruction, durée	A E								
13 Taux de chômage des jeunes (16 à 25 ans)	Sexe, milieu résidence, région, grandes villes, catégorie, niveau d'instruction, durée	A E								
14 % des primo demandeurs d'emploi par rapport au total des chômeurs	Sexe, groupe d'âge, niveau d'instruction	A E								
15 Volume des pertes d'emplois dues à des restructuration et fermetures d'entreprises	Type d'emploi, secteur d'activité	A E								
16 % d'occupés ayant un revenu mensuel inférieur au SMIG	Type d'emploi, secteur d'activité	A E								
17 Taux de croissance du salaire moyen mensuel	Branche d'activité du secteur manufacturier moderne	A E								
18 % des inscrits de l'enseignement technique par rapport au total des effectifs du secondaire	Sexe, niveau d'enseignement	A E								
19 Ratio nombre d'enseignants de l'enseignement technique sur le total d'enseignants du secondaire	Sexe, niveau d'enseignement	A E								
20 Taux de réussite aux différents examens de l'enseignement technique	Par diplôme (CAP, BAC, BTS, DUT, etc.)	A E								
↑	↑	↑ ↑ ↑ ↑ ↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	
N°	LISTE DES INDICATEURS	PLUSIEURS NIVEAUX DE DESAGREGATION	5 CADRES DE RÉFÉRENCE	4 TYPES D'INDICATEURS POUR SUIVRE ET ÉVALUER				3 NIVEAUX D'ANALYSE		

CADRES DE REFERENCE		A		B		C		D		E
---------------------	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---

INDICATEURS ENVIRONNEMENT, GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES, ENERGIE

1. Stock disponible des ressources en eau
2. Hauteur moyenne de pluies
3. Superficies couvertes par les feux de brousse
4. Pourcentage des formations classées
5. Pourcentage des écosystèmes fragiles protégés
6. Stocks disponibles de ressources forestières
7. Conservation des espèces menacées
8. Taux d'électrification selon le milieu de résidence
9. Coût moyen de production de l'électricité
10. % de ménages ruraux ayant accès à l'électricité
11. % de ménages utilisant un foyer amélioré
12. % de ménages utilisant le bois comme combustible
13. Nombre de villages électrifiés par système solaire
14. Nombre de villes secondaires électrifiées

INDICATEURS ENVIRONNEMENT, GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES, ENERGIE

INDICATEURS	NIVEAUX PERTINENTS DE DESAGREGATION	CADRES DE REFERENCE					CATEGORIES				HIERARCHIE			
		A	B	C	D	E	 INPUT	 OUTPUT	 RÉSULTAT	 IMPACT	1 ^{ER}	2 ^{ÈME}	3 ^{ÈME}	
											RANG			
1	Stock disponible des ressources en eau	Bassin national	A											
2	Hauteur moyenne de pluies	Station synoptique, zone agro-climatique, Région	A											
3	Superficies couvertes par les feux de brousse	Région	A		C									
4	Pourcentage des formations classées	Région, province, département	A		C									
5	Pourcentage des écosystèmes fragiles protégés	Région, province, département	A											
6	Stocks disponibles de ressources forestières	Région, province, département	A		C									
7	Conservation des espèces menacées	Région, province, département	A		C									
8	Taux d'électrification	Région, milieu de résidence	A											
9	Coût moyen de production de l'électricité	National, Centre	A											
10	% de ménages ruraux ayant accès à l'électricité	Région	A											
↑	↑		↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	
N°	LISTE DES INDICATEURS	PLUSIEURS NIVEAUX DE DESAGREGATION	5 CADRES DE RÉFÉRENCE					4 TYPES D'INDICATEURS POUR SUIVRE ET ÉVALUER				3 NIVEAUX D'ANALYSE		
REPERTOIRE DES CADRES DE REFERENCE	CSLP	CCA/UNDAF	OBJECTIFS DU SOMMET DU MILLENAIRE		AUTRES OBJECTIFS INTERNATIONAUX				AUTRES STRATEGIES NATIONALES					
	A	B	C	D	E									

INDICATEURS EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT

1. Taux de couverture en eau potable (urbain/rural)
2. Taux de desserte par point d'eau en milieu rural
3. % de ménages ayant accès à des latrines fonctionnelles
4. % de ménages selon le mode d'évacuation des ordures ménagères

INDICATEURS EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT

INDICATEURS		NIVEAUX PERTINENTS DE DESAGREGATION	CADRES DE REFERENCE					CATEGORIES				HIERARCHIE		
			A	B	C	D	E	 INPUT	 OUTPUT	 RÉSULTAT	 IMPACT	1 ^{ER}	2 ^{ÈME}	3 ^{ÈME}
1	Taux de couverture en eau potable (urbain/rural)	Région, milieu de résidence	A											
2	Taux de desserte par point d'eau en milieu rural	Région	A											
3	% de ménages ayant accès à des latrines fonctionnelles	Région, milieu de résidence, quintiles de niveau de vie, GSE,	A											
4	% de ménages selon le mode d'évacuation des ordures ménagères	Région, milieu de résidence, quintiles de niveau de vie, GSE,	A											
5														
6														
7														
8														
9														
↑														
N°	LISTE DES INDICATEURS	PLUSIEURS NIVEAUX DE DESAGREGATION	↑ ↑ ↑ ↑ ↑ 5 CADRES DE RÉFÉRENCE					↑ ↑ ↑ ↑ 4 TYPES D'INDICATEURS POUR SUIVRE ET ÉVALUER				↑ ↑ ↑ 3 NIVEAUX D'ANALYSE		
REPERTOIRE DES CADRES DE REFERENCE		CSLP	CCA/UNDAF		OBJECTIFS DU SOMMET DU MILLENAIRE		AUTRES OBJECTIFS INTERNATIONAUX				AUTRES STRATEGIES NATIONALES			
		A	B	C	D	E								

INDICATEURS DE LA BONNE GOUVERNANCE

1. Budget revenant aux structures déconcentrées des ministères sociaux (Part du)
2. Capacité d'investissement (Ratio de)
3. Commandes hors plan annuel (Ratio de)
4. Contrôles externe des services (Ratio de)
5. Contrôles internes des services (Ratio de)
6. Décisions motivées (ratio des)
7. Décisions réformées en appel ou en cassation (Ratio des)
8. Délai moyen de paiement
9. Dépenses auditées par le contrôle administratif a posteriori (ratio de)
10. Dépenses des collectivités locales dans les dépenses publiques (Part des)
11. Dépenses extrabudgétaires (Ratio)
12. Exécution des budgets des ministères sociaux (taux d')
13. Exécution des crédits délégués (Taux d')
14. Inspection des juridictions (Ratio d')
15. Marchés de gré à gré (Ratio de)
16. Population / juge (Ratio)
17. Recettes budgétaires par habitant (Ratio)
18. Représentation des femmes au parlement et dans les organes délibérants locaux (ratio de)
19. Représentation des femmes aux postes de responsabilité à l'Assemblée nationale et dans les conseils des collectivités locales (ratio de)
20. Ressources PPTE (Taux d'exécution des)

Selon les différentes instances de décision (.)

INDICATEURS DE LA BONNE GOUVERNANCE

INDICATEURS		NIVEAUX PERTINENTS DE DESAGREGATION	CADRES DE REFERENCE					CATEGORIES				HIERARCHIE		
			A	B	C	D	E	 INPUT	 OUTPUT	 RÉSULTAT	 IMPACT	1 ^{ER}	2 ^{ÈME}	3 ^{ÈME}
1	Budget revenant aux structures déconcentrées des ministères sociaux (Part du)	Ministères sociaux (éducation, santé)	A											
2	Capacité d'investissement (Ratio de)	Source de financement (fonds propres, subventions)	A											
3	Commandes hors plan annuel (Ratio de)	National	A											
4	Contrôles externe des services (Ratio de)	Organes contrôle (Inspection d'Etat, Inspection Finances ; Cour des comptes)	A											
5	Contrôles internes des services (Ratio de)	Organes contrôle (Inspection d'Etat, Inspection Finances ; Cour des comptes)	A											
6	Décisions motivées (ratio des)	Par magistrat ; par chambre	A											
7	Décisions réformées en appel ou en cassation (Ratio des)	Décision en appel ; décision en cassation	A											
8	Délai moyen de paiement	National	A											
9	Dépenses auditées par le contrôle administratif a posteriori (ratio de)	National	A											
10	Dépenses des collectivités locales dans les dépenses publiques (Part des)	National	A											
↑	↑		↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑
N°	LISTE DES INDICATEURS	PLUSIEURS NIVEAUX DE DESAGREGATION	5 CADRES DE RÉFÉRENCE					4 TYPES D'INDICATEURS POUR SUIVRE ET ÉVALUER				3 NIVEAUX D'ANALYSE		
REPERTOIRE DES CADRES DE REFERENCE		CSLP	CCA/UNDAF			OBJECTIFS DU SOMMET DU MILLENAIRE		AUTRES OBJECTIFS INTERNATIONAUX				STRATEGIES SECT. NATIONALES		
		A	B			C		D				E		

INDICATEURS DE LA BONNE GOUVERNANCE (SUITE)

INDICATEURS		NIVEAUX PERTINENTS DE DESAGREGATION	CADRES DE REFERENCE					CATEGORIES				HIERARCHIE		
			A	B	C	D	E	 INPUT	 OUTPUT	 RÉSULTAT	 IMPACT	1 ^{ER}	2 ^{ÈME}	3 ^{ÈME}
11	Dépenses extrabudgétaires (Ratio)	National	A											
12	Exécution des budgets des ministères sociaux (taux d')	Suivant Ministères sociaux	A											
13	Exécution des crédits délégués (Taux d')	Par Ministère concerné	A											
14	Inspection des juridictions (Ratio d')	Par juridiction	A											
15	Marchés de gré à gré (Ratio de)	National	A											
16	Population / juge (Ratio)	National ; région	A											
17	Recettes budgétaires par habitant (Ratio)	Province ; commune	A											
18	Représentation des femmes au parlement et dans les organes délibérants locaux (ratio de)	Région ; province ; commune	A											
19	Représentation des femmes aux postes de responsabilité à l'AN et dans les conseils des	Selon les différentes instances de décision	A											
20	Ressources PPTÉ (Taux d'exécution des)	National ; Titre ; Ministère	A											
↑	↑		↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑
N°	LISTE DES INDICATEURS	PLUSIEURS NIVEAUX DE DESAGREGATION	5 CADRES DE RÉFÉRENCE					4 TYPES D'INDICATEURS POUR SUIVRE ET ÉVALUER				3 NIVEAUX D'ANALYSE		
REPERTOIRE DES CADRES DE REFERENCE	CSLP	CCA/UNDAF	OBJECTIFS DU SOMMET DU MILLENAIRE					AUTRES OBJECTIFS INTERNATIONAUX				STRATEGIES SECT. NATIONALES		
	A	B	C	D	E									

EVOLUTION DES INDICATEURS AU COURS DES CINQ DERNIERES ANNEES

SECTEUR / SOUS-SECTEUR	N° D'ORDRE	CODE	INDICATEUR	UNITE	1998	1999	2000	2001	2002
Macroéconomie et budget	001	2 R MB 1	Arriérés de paiements intérieurs et extérieurs						
	002	2 A MB 2	Budget revenant aux structures déconcentrées des ministères sociaux (Part du)						
	003	2 R MB 3	Budgets des ministères sociaux (Taux d'exécution des)						
	004	2 R MB 4	Crédits délégués aux structures déconcentrées (Taux d'exécution des)						
	005	1 R MB 5	Délai moyen de paiement						
	006	1 I MB 6	Dépenses d'investissement sur ressources internes (Ratio)						
	007	2 R MB 7	Ecart entre les prix unitaires des produits acquis par le secteur privé et ceux des produits acquis par le secteur public						
	008	1 R MB 8	Endettement (Ratio d')						
	009	1 R MB 9	Indice de Gini pour les dépenses sociales						
	010	1 I MB 10	Inflation annuel moyen (Taux d')						
	011	3 I MB 11	Incremental capital output ratio (ICOR) ou coefficient marginal du capital						
	012	2 A MB 12	Investissement (Taux d')						
	013	3 I MB 13	Produit Intérieur Brut par tête (Taux de croissance réel du)						
	014	1 R MB 14	Solde budgétaire de base en pourcentage du PIB						
	015	2 A MB 15	Soutenabilité de la dette par rapport aux recettes d'exportation (Ratio de)						
Développement Humain	016	1 I DH 1	Développement Humain Durable (Indicateur du)						
	017	1 I DH 2	Incidence de la Pauvreté						
	018	1 I DH 3	Micro-multidimensionnel de pauvreté (Indice)						
	019	2 R DH 4	Participation des Femmes (Indicateur de la)						
	020	2 I DH 5	Pauvreté Humaine pour les pays en développement (Indicateur de la)						
	021	2 I DH 6	Pénurie de Capacité (Indicateur de)						
	022	2 I DH 7	Profondeur de la Pauvreté ou Ampleur de la Pauvreté						

SECTEUR / SOUS-SECTEUR	N° D'ORDRE	CODE	INDICATEUR	UNITE	1998	1999	2000	2001	2002
	023	2 I DH 8	Sévérité de la Pauvreté						
	024	1 I DH 9	Sexo-spécifique du Développement Humain (Indicateur)						
	025	1 I DH 10	Vulnérabilité (Incidence de la)						
Education	026	2 R ED 01	Abandon dans l'enseignement primaire (Taux d')						
	027	1 R ED 02	Admission au CP1 (Taux <u>brut</u> d')						
	028	2 R ED 03	Admission au CP1 (Taux <u>net</u> d')						
	029	2 A ED 04	Alphabétisation d'un adulte (Coût moyen d')						
	030	1 R ED 05	Alphabétisation des Adultes (Taux d')						
	031	1 A ED 06	Budget revenant aux Structures les plus Déconcentrées du MEBA (Part du)						
	032	1 A ED 07	Education à la Charge des Parents au primaire (Coût Moyen Minimum d')						
	033	3 O ED 08	Elèves par enseignant (Nombre moyen d')						
	034	1 R ED 09	Elèves parcourant plus de 2,5 kilomètres pour rejoindre l'école (Pourcentage d')						
	035	2 R ED 10	Non fréquentation de l'école pour raison de faiblesse du pouvoir d'achat (Taux de)						
	036	2 R ED 11	Redoublement (Taux de)						
	037	1 R ED 12	Satisfaction des Utilisateurs des Services d'Education de Base (Taux de)						
	038	1 R ED 13	Scolarisation (Taux brut de)						
	039	2 R ED 14	Scolarisation (Taux net de)						
	040	2 R ED 15	Survie en Cinquième année (Taux de)						
	041	2 O ED 16	Transition (Taux de)						
Santé	042	1 I SA 1	Espérance de vie à la Naissance						
	043	2 R SA 2	Accouchements Assistés (Taux d')						
	044	1 R SA 3	Actes Médicaux (Coût Moyen des)						
	045	1 I SA 4	Budget revenant aux Structures les plus Déconcentrées du Ministère de la santé (Part du)						
	046	1 O SA 5	Centre de Santé et de Promotion Sociale (CSPS) conformes aux normes en matière de Personnel (Taux de)						
	047	1 R SA 6	Couverture Vaccinale par antigène (Taux de)						

SECTEUR / SOUS-SECTEUR	N° D'ORDRE	CODE	INDICATEUR	UNITE	1998	1999	2000	2001	2002
	048	2 R SA 7	Faible Poids à la Naissance des nouveaux-nés (Taux de)						
	049	2 R SA 8	Fréquentation des Formations Sanitaires (Taux de)						
	050	2 I SA 9	Indigence Globale (Pourcentage d')						
	051	1 I SA 10	Morbidité (Taux de)						
	052	2 R SA 11	Mortalité due au paludisme dans les formations sanitaires (Taux de)						
	053	1 I SA 12	Mortalité Infantile (Taux de)						
	054	1 I SA 13	Mortalité Juvénile (Taux de)						
	055	1 I SA 14	Mortalité Maternelle (Taux de)						
	056	2 R SA 15	Mortalité Spécifique due au SIDA (Taux de)						
	057	2 R SA 16	Nouveaux Contacts par personne et par an (Nombre de)						
	058	2 R SA 17	Personnes atteintes du SIDA sous traitement anti-rétroviraux (Pourcentage de)						
	059	2 R SA 18	Prévalence Contraceptive chez les femmes en âge de procréer (Taux de)						
	060	2 R SA 19	Rayon Moyen d'Action des CSPS						
	061	1 O SA 20	Rupture en Médicaments Essentiels Génériques (Taux de)						
	062	1 R SA 21	Satisfaction des Utilisateurs des Services de Santé (Indice de)						
	063	2 I SA 22	Séroprévalence du SIDA (Taux de)						
Nutrition	064	2 R NU 01	Prévalence de cécité crépusculaire chez les 0-5 (Taux de)						
	065	2 R NU 02	Prévalence du goitre chez les enfants de 0 – 15 ans (Taux de)						
Agriculture	066	2 R AG 01	Couverture Céréalière Apparent (Taux de)						
	067	2 R AG 02	Crédit à la Production Agricole (Taux de)						
	068	1 A AG 03	Équipement des ménages agricoles (Taux d')						
	069	3 A AG 04	Investissement agricole par unité de superficie						
	070	2 R AG 05	Irrigation (Taux d')						
	071	2 R AG 06	Ménages Agricoles utilisant des Intrants (Pourcentage de)						
	072	2 A AG 07	Ménages pratiquant la culture attelée (Taux des)						

SECTEUR / SOUS-SECTEUR	N° D'ORDRE	CODE	INDICATEUR	UNITE	1998	1999	2000	2001	2002
	073	2 R AG 08	Ménages se consacrant à l'agriculture de rente (Pourcentage de)						
	074	1 I AG 09	Probabilité de crise alimentaire						
	075	2 R AG 10	Production agricole (Taux d'accroissement de la)						
	076	1 R AG 11	Rendement agricole (Taux d'accroissement objectif de)						
	077	2 I AG 12	Rendements/investissements (Elasticité)						
	078	2 I AG 13	Rendements/utilisation de fertilisants minéraux (Elasticité)						
	079	2 R AG 14	Sécurisation Foncière (Taux de)						
	080	1 I AG 15	Vulnérabilité structurelle (indice de)						
Elevage	081	3 O EL 01	Aires d'Abattages Créées et Fonctionnelles (Nombre d')						
	082	2 O EL 02	Animaux commercialisés (intérieur / extérieur) (Nombre d')						
	083	2 R EL 03	Couverture Vaccinale contre la Maladie de Newcastle (Taux de)						
	084	2 R EL 04	Couverture Vaccinale contre la Péri-Pneumonie Contagieuse Bovine (Taux de)						
	085	3 O EL 05	Eleveurs affiliés à une organisation professionnelle (Pourcentage d')						
	086	2 O EL 06	Encadrement des éleveurs (Taux d')						
	087	2 O EL 07	Poids Carcasse/espèce (bovins, petits ruminants et porcins (kg))						
	088	2 O EL 08	Production laitière par vache et par lactation (Litres)						
	089	1 R EL 09	Protection contre les Trypanosomoses (Taux de)						
Pêche	090	2 O PE 01	Plans d'eau piscicoles aménagés (pourcentage de)						
Privé et compétitivité	091	2 A PC 1	Aide internationale au privée (Taux de croissance de)						
	092	2 R PC 2	Change effectif réel (Taux de)						
	093	2 R PC 3	Emplois permanents nets créés (nombre d')						
	094	1 I PC 4	Exportations au produit intérieur brut (Contribution des)						
	095	2 A PC 5	Contribution financière de l'Etat au développement du secteur privé à travers les exonérations fiscales						
	096	2 A PC 6	Crédits aux entreprises						
	097	2 R PC 7	Délais de création d'une entreprise						
	098	1 I PC 8	Exportations intra-communautaires (Indice de						

SECTEUR / SOUS-SECTEUR	N° D'ORDRE	CODE	INDICATEUR	UNITE	1998	1999	2000	2001	2002
			développement des)						
	099	3 R PC 9	Infrastructures économiques (Indicateur de développement des)						
	100	3 O PC 10	Entreprises créées (Nombre d')						
	101	2 I PC 11	Entreprises en cessation d'activités (Nombre d')						
	102	2 R PC 12	Formalités nécessaires à la création d'une entreprise (Nombre de)						
	103	1 R PC 13	Imposition (Taux effectif marginal d')						
	104	2 R PC 14	Intensité capitalistique (Taux d')						
	105	2 A PC 15	Investissements privés (Volume des)						
	106	1 O PC 16	Loyer de l'argent (Coût du)						
	107	3 O PC 17	Personnel formé d'entreprises privées						
	108	1 R PC 18	Ponction fiscale (Taux de)						
	109	1 R PC 19	Prix moyen de l'eau potable (Taux de variation du)						
	110	1 R PC 20	Prix moyen de l'électricité haute, moyenne et basse tension (Taux de variation du)						
	111	1 R PC 21	Prix moyen des hydrocarbures (Taux de variation du)						
	112	1 R PC 22	Prix moyen du téléphone (Taux de variation du)						
	113	1 R PC 23	Production Industrielle (Indice de la)						
	114	1 I PC 24	Résultat d'exploitation global						
	115	2 R PC 25	Salaire moyen (Taux de variation du)						
	116	3 I PC 26	Score sur l'environnement des affaires						
	117	1 R PC 27	Transport (Coût Moyen du)						
	118	2 I PC 28	Volume des exportations (Taux de croissance du)						
Emploi	119	3 R EM 01	Actifs occupés pour des volumes horaires hebdomadaires de travail spécifiques (- de 35 h ; + de 48 h ; etc.) (Proportion d')						
	120	2 R EM 02	Activité (Taux <u>brut</u> d')						
	121	1 R EM 03	Activité (Taux <u>net</u> d')						
	122	2 R EM 04	Chômage (Taux de)						

SECTEUR / SOUS-SECTEUR	N° D'ORDRE	CODE	INDICATEUR	UNITE	1998	1999	2000	2001	2002
	123	1 R EM 05	Chômage des jeunes (Taux de)						
	124	1 O EM 06	Emplois créés à partir des projets financés par les différents fonds d'appui (Nombre d')						
	125	2 R EM 07	Inactivité (Taux d')						
	126	1 R EM 08	Occupation (Taux d')						
	127	2 I EM 09	Occupés ayant un revenu mensuel inférieur au SMIG (Pourcentage des)						
	128	1 R EM 10	Occupés exerçant un travail occasionnel à la journée ou à la tâche -emploi précaire- (Pourcentage d')						
	129	3 R EM 11	Pertes d'emplois dues à des restructuration et fermetures d'entreprises (Volume)						
	130	2 R EM 12	Placement des demandeurs d'emplois inscrits à l'Office National pour la promotion de l'Emploi (Taux de)						
	131	1 R EM 13	Pluriactivités (Taux de)						
	132	2 R EM 14	Population active occupée (Structure en % de la)						
	133	2 R EM 15	Population active occupée dans le secteur informel (Structure en % de la)						
	134	2 R EM 16	Primo demandeurs d'emploi par rapport au total des chômeurs (Pourcentage des)						
	135	2 O EM 17	Projets financés par les différents fonds d'appui (Nombre de)						
	136	3 R EM 18	Réinsertion de travailleurs déflatés (Taux de)						
	137	2 I EM 19	Salaire moyen mensuel (Taux de croissance du)						
	138	2 R EM 20	Salarisation (Taux de)						
Formation professionnelle	139	3 O FP 21	Bénéficiaires des formations professionnelles hors établissements de l'enseignement technique (y compris apprentissage)						
	140	1 O FP 22	Enseignants de l'enseignement secondaire technique sur le total d'enseignants du secondaire (Ratio nombre d')						
	141	1 O FP 23	Inscrits de l'enseignement secondaire technique par rapport au total des effectifs du secondaire (Pourcentage d')						
	142	3 R FP 24	Insertion des sorties de l'enseignement technique (Taux d')						
	143	1 R FP 25	Réussite aux différents examens de l'enseignement technique (Taux de)						
Environnement	144	2 R EV 01	Conservation des espèces menacées						
	145	2 R EV 02	Ecosystèmes fragiles protégés (pourcentage des)						

SECTEUR / SOUS-SECTEUR	N° D'ORDRE	CODE	INDICATEUR	UNITE	1998	1999	2000	2001	2002
	146	2 R EV 03	Formations classées (Pourcentage des)						
	147	1 R EV 04	Hauteur moyenne de pluies						
	148	2 R EV 05	Ménages utilisant le bois comme combustible (Pourcentage de)						
	149	2 R EV 06	Ménages utilisant un foyer amélioré (Pourcentage de)						
	150	1 R EV 07	Stock disponible des ressources en eau						
	151	2 R EV 08	Stocks disponibles de ressources forestières						
	152	2 R EV 09	Superficies couvertes par les feux de brousse						
Energie	153	2 R EN 01	Electrification (Taux d')						
	154	2 R EN 02	Ménages ruraux ayant accès à l'électricité (Pourcentage de)						
	155	2 R EN 03	Production de l'électricité (Coût moyen de)						
	156	2 R EN 04	Villages électrifiés par système solaire (Nombre de)						
	157	2 R EN 05	Villes secondaires électrifiées (Nombre de)						
Eau potable et assainissement	158	1 R EA 01	Desserte par point d'eau en milieu rural (Taux de)						
	159	1 R EA 02	Eau potable (Taux de couverture en)						
	160	2 R EA 03	Ménages ayant accès à des latrines fonctionnelles (Pourcentage de)						
	161	2 R EA 04	Ménages selon le mode d'évacuation des ordures ménagères (Pourcentage de)						
Bonne gouvernance	162	2 R BG 1	Budget revenant aux structures déconcentrées des ministères sociaux (Part du)						
	163	1 R BG 2	Capacité d'investissement (Ratio de)						
	164	2 R BG 3	Commandes hors plan annuel (Ratio de)						
	165	2 A BG 4	Contrôles externe des services (Ratio de)						
	166	1 R BG 5	Contrôles internes des services (Ratio de)						
	167	1 A BG 6	Décisions motivées (ratio des)						
	168	1 A BG 7	Décisions réformées en appel ou en cassation (Ratio des)						
	169	3 O BG 8	Délai moyen de paiement						
	170	1 R BG 9	Dépenses auditées par le contrôle administratif a posteriori (ratio de)						

SECTEUR / SOUS-SECTEUR	N° D'ORDRE	CODE	INDICATEUR	UNITE	1998	1999	2000	2001	2002
	171	2 R BG 10	Dépenses des collectivités locales dans les dépenses publiques (Part des)						
	172	2 R BG 11	Dépenses extrabudgétaires (Ratio)						
	173	1 R BG 12	Exécution des budgets des ministères sociaux (taux d')						
	174	1 R BG 13	Exécution des crédits délégués (Taux d')						
	175	2 R BG 14	Inspection des juridictions (Ratio d')						
	176	2 R BG 15	Marchés de gré à gré (Ratio de)						
	177	2 O BG 16	Population / juge (Ratio)						
	178	1 R BG 17	Recettes budgétaires par habitant (Ratio)						
	179	2 R BG 18	Représentation des femmes au parlement et dans les organes délibérants locaux (ratio de)						
	180	2 R BG 19	Représentation des femmes aux postes de responsabilité à l'Assemblée nationale et dans les conseils des collectivités locales (ratio de)						
	181	2 O BG 20	Ressources PPTTE (Taux d'exécution des)						

RAPPORTS DE SYNTHÈSE DES ATELIERS DE VALIDATION

- ✚ Atelier de validation des indicateurs de suivi de la pauvreté, du DHD et des objectifs internationaux de développement, Tenkodogo, du 20 au 22 juin 2002 Pages 79 à 111

- ✚ Atelier de validation des indicateurs de suivi de l'emploi et de la formation professionnelle, Tenkodogo, du 27 et 28 décembre 2002 Pages 112 à 119

- ✚ Atelier de validation des indicateurs de suivi du secteur privé et de la compétitivité, Kaya, le 7 mars 2003 Pages 120 à 129

I.

ATELIER DE VALIDATION DES INDICATEURS DE SUIVI DE LA PAUVRETE, DU DHD ET DES OBJECTIFS INTERNATIONAUX DE DEVELOPPEMENT,
TENKODOGO, DU 20 AU 22 JUIN 2002

RAPPORT GENERAL DE SYNTHESE DES TRAVAUX

Les 20, 21 et 22 juin 2002 s'est tenu à Tenkodogo (Hôtel Djamou), l'atelier de Validation des Indicateurs de Suivi de la Pauvreté, du Développement Humain Durable (DHD) et des Objectifs Internationaux de développement. La cérémonie d'ouverture a été présidée par Monsieur le Secrétaire Général du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) et a connu la présence des autorités administratives, militaires et paramilitaires de la province du Boulgou.

Prenaient part à cet atelier, une soixantaine de représentants de l'administration centrale, déconcentrée et décentralisée, de la société civile, des institutions et organismes régionaux et des partenaires au développement bilatéraux et multilatéraux (voir liste de présence en annexe).

La cérémonie d'ouverture a été ponctuée par trois allocutions :

- Le mot de bienvenue du Haut Commissaire de la province du Boulgou ;
- Le discours du chargé de programme, représentant le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ;
- Le discours d'ouverture de Monsieur le Secrétaire Général du MEF.

Dans son mot de bienvenue, le Haut Commissaire de la province du Boulgou s'est réjoui du choix de sa province pour abriter cet atelier qui constitue une étape importante dans le processus de suivi et d'évaluation de la pauvreté, du DHD et des objectifs internationaux. Il a souhaité que l'atelier puisse déboucher sur des conclusions pertinentes pour un meilleur suivi du Cadre Stratégique de Lutte Contre la pauvreté (CSLP).

Le PNUD, par la voix de son représentant, s'est félicité de l'opérationnalisation de l'Observatoire de la Pauvreté et du DHD (ONAPAD), qui constitue une recommandation du CSLP, à travers la mise en œuvre du PRGE financé par son institution. Il s'est félicité de l'engagement du Burkina Faso à œuvrer pour l'atteinte des objectifs du Sommet du Millénaire d'ici 2015. Du reste, le PNUD et l'ensemble des agences du Système des Nations Unies œuvrent actuellement au côté du Gouvernement dans la réalisation d'évaluations rétrospectives et prospectives centrées sur les objectifs du développement du Millénaire.

A la suite de ces deux interventions, le Secrétaire Général du Ministère de l'Economie et des Finances a prononcé le discours d'ouverture. Il a de prime abord insisté sur la priorité qu'accorde le Gouvernement à la lutte contre la pauvreté sous toutes ses formes. Il a poursuivi en indiquant que le présent atelier est le couronnement d'une réflexion nourrie et participative entreprise par l'ONAPAD depuis bientôt une année pour identifier et documenter un périmètre d'indicateurs couvrant tous les secteurs pris en compte dans le CSLP. A l'endroit des partenaires au développement, il les a remercié pour leur présence effective à l'atelier et pour leur appui constant au Gouvernement, avant de faire un plaidoyer pour un appui plus accru à l'appareil statistique national pour alimenter les indicateurs pertinents qui sortiront de l'atelier. Pour terminer, il a tenu à remercier les autorités politiques et administratives de la province du Boulgou pour leur accueil chaleureux, avant de déclarer ouverts les travaux de l'atelier de validation des indicateurs de suivi de la pauvreté, du Développement Humain Durable et des Objectifs internationaux de Développement.

Les travaux se sont déroulés en plénière et en atelier au sein de quatre groupes thématiques. La première plénière qui a fait suite à la cérémonie d'ouverture a été présidée par le Secrétaire Général du Ministère de l'Economie et des Finances. Elle a été consacrée à la présentation des objectifs de l'atelier et des termes de référence des groupes thématiques. Les points suivants ont fait l'objet de commentaires lors de cette session :

- L'objectif de l'atelier ;
- Les attributions des groupes thématiques ;
- Les critères de catégorisation et de hiérarchisation des indicateurs ;
- Les critères de qualité qui doivent guider le choix des indicateurs ;
- Les tableaux de synthèse des indicateurs ;
- L'organisation des travaux en sous-commission au sein de 4 groupes thématiques :
 - ✓ Education et bonne gouvernance ;
 - ✓ Santé, nutrition et démographie
 - ✓ Gestion budgétaire et macroéconomie
 - ✓ Monde rural (agriculture, élevage, eau et énergie).

Aux termes de cette session, les séminaristes se sont répartis dans les quatre groupes thématiques pour les travaux en sous-commission suivant les attributions définies dans les termes de références.

Au cours de la seconde plénière, les séminaristes ont procédé à l'examen et à l'adoption des résultats des travaux des groupes thématiques. La présidence des travaux a été assurée respectivement par Madame le Secrétaire Exécutif de la Bonne Gouvernance en ce qui concerne la restitution des travaux des groupes « éducation et bonne gouvernance » et « santé, nutrition et démographie » et par Monsieur le Directeur de la Démographie à l'INSD, pour les groupes thématiques « gestion budgétaire et macroéconomie » et « monde rural ».

I. SYNTHÈSE DES TRAVAUX DES GROUPES THÉMATIQUES

1. GROUPE THÉMATIQUE ÉDUCATION ET BONNE GOUVERNANCE

Ce Groupe a eu à analyser les indicateurs qui étaient soumis à son appréciation et a abouti aux conclusions suivantes :

1. la Nécessité d'harmoniser les intitulés des indicateurs au regard de la définition internationale normalisée. Ainsi, le taux brut d'inscription au CPI devient Taux Brut d'Admission au CPI ;
2. la prise en compte de nouveaux indicateurs que sont : le taux net d'Admission au CPI ; le taux de redoublement ; le Coût Moyen d'alphabétisation d'un adulte.

Quant à la catégorisation des indicateurs et leur hiérarchisation, le groupe a proposé certaines inclusions et changements dont les principaux sont : remodeler les fiches des indicateurs pour permettre une lecture plus claire ; lister les différents autres objectifs de développement internationaux dont le Forum de Dakar sur l'Éducation pour Tous (EPT).

L'examen des fiches documentées a constitué l'avant-dernier volet du travail du groupe. Ainsi, certains indicateurs, compte tenu de leur méthodologie de calcul ou des difficultés à les renseigner ont été reformulés (voir rapport du groupe). On retiendra également la suppression du TBS tout niveau confondu et du TNS

tout niveau confondu parce que non pertinents. Pour l'Indice de Satisfaction des utilisateurs des services d'éducation de Base, il est demandé d'affecter des coefficients aux quatre variables utilisées pour obtenir un meilleur indice synthétique.

Enfin, le Groupe a eu à réfléchir sur quelques indicateurs de la bonne gouvernance notamment ceux de la gouvernance démocratique, économique et locale. Les principaux amendements ont porté sur des ajouts et des catégorisations d'indicateurs. Cependant, pour les autres caractéristiques de tous les indicateurs de la gouvernance démocratique et locale, le Groupe estime que ces travaux pourraient être faits ultérieurement.

La sous-commission a eu en outre insisté sur la nécessité pour l'État et les partenaires au Développement de soutenir financièrement la DEP/MEBA et la DEP/MESSRS dans la collecte et le traitement des données de base. Les participants ont aussi insisté sur la prise en compte des statistiques des écoles et universités privées dans le champ des données et des indicateurs.

II. GROUPE THÉMATIQUE SANTÉ, NUTRITION, DÉMOGRAPHIE

Le Groupe, selon la méthodologie de travail qu'il a adopté, a apporté des observations d'ordre général sur le document de travail. Ces observations tournent essentiellement autour de la forme du document. Sur ce point, il a été proposé d'élaborer un sommaire, une page expliquant tous les sigles et une modification du tableau de catégorisation/ hiérarchisation en vue de faciliter l'exploitation du document.

Au niveau des indicateurs : sur la batterie des 44 indicateurs qu'il a eu à examiner, le Groupe a proposé de retenir 22, (19 pour la santé et 03 pour la nutrition). Il a également proposé des amendements soit au niveau des définitions soit au niveau des méthodes de calcul pour être conforme avec les données sectorielles.

Pour ce qui est des amendements au niveau des définitions, il faut noter que la quasi-totalité des indicateurs retenus ont connu des modifications. Certains objectifs quantitatifs ou qualitatifs ont connu des reformulations. Pour ce qui concerne les niveaux de désagrégation et décomposition, le groupe a jugé utile

de remplacer les milieux de résidence (urbain / rural) par les districts sanitaires au niveau de tous les indicateurs parce que les données y relatives sont disponibles et plus fiables. A certains niveau de désagrégation, il a été jugé inutile de mentionner le niveau d'instruction de la mère ou de mentionner le sexe quand l'indicateur est spécifique à l'un des deux sexes.

En ce qui concerne les indicateurs qui n'ont pas été retenus (6 pour la santé et 15 pour la nutrition), les explications données par le groupe ont été les suivantes :

- La pertinence de ces indicateurs n'est pas remise en cause, mais ils doivent être suivis au niveau sectoriel, et non pas dans le cadre de l'ONAPAD ;
- certains d'entre eux demandent à être reformulés et affinés ;
- les sources d'information de certains d'entre eux ne sont pas très souvent perceptibles au regard des énormes changements dans le mode de vie des populations ;
- et enfin une partie de ces indicateurs peuvent se regrouper parce qu'en renseignant un, on a des informations sur les autres.

Les interventions ont tourné autour de la définition de certains indicateurs, tel que le taux d'indigence global, des préoccupations concernant les enquêtes pour déterminer les coûts des actes médicaux et la part du budget revenant aux structures les plus déconcentrées et enfin des interrogations sur les indicateurs qui n'ont pas été retenus par le groupe. Des discussions autour de ces points, il a été retenu :

- De poursuivre les enquêtes auprès des utilisateurs des services de santé et les structures déconcentrées, en vue de déterminer d'une part, les coûts des actes médicaux et d'autre part, la part du budget revenant aux structures les plus déconcentrées. Dans ce cas, pour ce qui est du deuxième indicateur, la proposition faite dans le document de travail devrait être reformulée, car elle porte à confusion ;
- Deux indicateurs relatifs à l'état nutritionnel de la population ont été proposés. Il s'agit du :
 1. taux de malnutrition chronique chez les enfants de 0 à 5 ans
 2. taux de malnutrition chez les femmes en âge de procréer.

III. RAPPORT DU GROUPE THEMATIQUE « BUDGET ET MACRO-ECONOMIE »

Le Groupe a procédé à un examen des fiches proposées à travers une analyse critique de la définition, de la pertinence, de la méthode de calcul, des objectifs qualitatifs et quantitatifs, du niveau de désagrégation, des producteurs des informations, des sources des données, des limites et des observations générales sur un panel d'indicateurs contenus dans le document de base. Le Groupe en a également proposé d'autres indicateurs qu'il a jugé pertinents.

Le groupe a examiné les indicateurs budgétaires et macro-économiques au nombre de 10, puis les indicateurs de la pauvreté et du Développement Humain Durable (DHD) au nombre de 11, et enfin a fait des propositions d'un ajout de 3 nouveaux indicateurs.

1.1 Les indicateurs budgétaires et macro-économiques

De l'examen de ces indicateurs, il ressort ce qui suit :

- ✓ La nécessité de clarifier la définition de certains indicateurs (définition exhaustive des ministères sociaux pour le taux d'exécution des budgets des Ministères sociaux ;
- ✓ Le souci de tenir compte des directives de convergences au niveau de L'Union Economique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA) pour certains indicateurs comme le solde budgétaire de base en pourcentage du PIB, la non accumulation d'arriérés de paiements intérieurs et extérieurs, le ratio d'endettement
- ✓ De la nécessité de revoir la base de calcul de certains indicateurs comme le taux d'exécution des crédits délégués aux structures déconcentrées

1.2 Les indicateurs de pauvreté et de DHD

Pour ce qui est des indicateurs de pauvreté, le groupe a surtout porté une précision à la méthodologie de calcul de l'incidence de la pauvreté notamment en ce qui concerne la valorisation des quantités en indiquant que c'est sur la base des prix appropriés à la consommation.

Pour les indicateurs de développement Humain Durable, il faut noter que le groupe n'a pas trouvé pertinent de calculer un indicateur de participation des enfants. Il a aussi souhaité qu'une clarification soit apportée à la définition donnée à l'indicateur de pénurie de capacité.

1.3 Les nouveaux indicateurs proposés

Ils sont au nombre de 3 et se rapportent :

- ✓ à l'indice de Gini pour les dépenses sociales ;
- ✓ à l'écart entre les prix unitaires des produits acquis par le secteur privé et ceux des produits acquis par le secteur public ;
- ✓ au ratio de soutenabilité de la dette par rapport aux recettes d'exportation.

Pour terminer, le Groupe a relevé l'inexistence d'indicateurs de recettes, de satisfaction des utilisateurs des services publics et d'équité du système fiscal.

Au terme de l'examen du panel proposé, le groupe a recommandé que les indicateurs portant sur le mécanisme de gestion et de contrôle des finances publiques et le taux de réalisation des objectifs des Ministères sociaux fassent l'objet de réflexion approfondie. Il a également recommandé d'examiner la possibilité de prendre en compte certains indicateurs élaborés dans le cadre du PRGB.

IV. GROUPE THEMATIQUE MONDE RURAL

Le Groupe a passé en revue tous les indicateurs et a examiné pour chacun d'eux les aspects ayant trait à leurs pertinence, documentation, catégorisation et hiérarchisation

Indicateurs du secteur agricole

En matière de pertinence, tous les indicateurs ont été jugés pertinents. Cependant, quatre d'entre eux ont subi des aménagements. Un indicateur a été ajouté. Il s'agit du Taux des ménages pratiquant la Culture attelée qui remplace le Taux d'Équipement des Ménages Agricoles. Les autres indicateurs ont été

maintenus avec un certain nombre de remarques qui pourront être prises en compte par le Représentant du Secteur.

En matière de documentation, seul un indicateur est à documenter. Il s'agit du Taux d'Équipement des Ménages Agricoles.

En matière de catégorisation, quatre (4) indicateurs ont changé de catégorie par rapport aux propositions initialement faites.

En matière de hiérarchisation, un seul indicateur à savoir, le Taux de Couverture Céréalière Apparent a été classé comme indicateur de 1^{er} rang et non de 2^e rang comme proposé.

Indicateurs du Secteur Elevage

Avant d'examiner les indicateurs dans le détail, le Groupe thématique s'est inquiété du nombre très élevé de ceux-ci. En outre, il a déploré que ces indicateurs soient principalement des indicateurs de moyens.

En utilisant le critère de pertinence neuf indicateurs ont été rejetés. Cependant, il a été proposé de fusionner certains d'entre eux pour former d'autres indicateurs plus synthétiques et plus pertinents : à savoir ceux relatifs à la Sécurisation des activités pastorales ; et à la mesure de la satisfaction des besoins alimentaires des animaux.

Le Groupe a également identifié six autres indicateurs qui doivent être revus afin qu'ils se rapportent à des objectifs de politique pour plus de pertinence, Satisfaction des besoins des populations en lait et en viande, taux d'affiliation des éleveurs.

En matière de documentation, le Taux de Couverture Vaccinale contre les Trypanosomoses a été reformulé. En outre, le Groupe propose une désagrégation des indicateurs au niveau inférieur chaque fois que c'est possible.

Autres indicateurs

Le groupe a en outre examiné certains autres indicateurs non encore documentés relatifs à l'eau potable et à l'assainissement, la réduction de la vulnérabilité

dans les activités agricoles, la lutte contre la désertification, la gestion responsable de la diversité biologique, les besoins énergétiques.

Dans le chapitre des propositions de nouveaux indicateurs, le sous-secteur des infrastructures routières et notamment des pistes rurales a proposé deux séries d'indicateurs de suivi qui ont été acceptés et devront être documentés. Il en est de même du sous-secteur énergie.

Les débats ont abouti aux éléments suivants :

- Détacher le secteur énergie du monde rural est certes pertinent mais le bois-énergie a un lien étroit avec le monde rural ;
- Inclure dans le périmètre d'indicateurs après analyse, les deux indicateurs suivants : revenu moyen tiré de la commercialisation du bois-énergie et coût d'accès à l'électricité.

En outre conformément aux termes de référence et dans un souci de coordination, les quatre groupes thématiques ont identifié des éléments d'un futur cahier de charge en indiquant pour certains indicateurs les structures qui pourraient être les chefs de file dans leur production, mise à jour et diffusion.

A l'issue de leurs travaux, les participants se sont félicités de l'esprit de franche collaboration qui a prévalu tout au long des travaux, aussi bien en plénière qu'en commission. Ils ont aussi félicité l'ONAPAD pour la bonne qualité des différents documents de base préparés et soumis à leur appréciation ; ce qui a facilité le travail des groupes thématiques. Ils ont en outre adressé des remerciements à l'endroit des autorités de la Commune de Tenkodogo pour leur accueil chaleureux et leur hospitalité. Enfin, les participants ont formulé deux recommandations.

Fait à Tenkodogo, le 22 juin 2002.

Les discussions au sein des Groupes thématique ont permis de dégager **deux recommandations** :

1. Au niveau des DEP des ministères sectoriels

Les participants à l'atelier de validation des indicateurs de suivi de la pauvreté, du DHD et des objectifs internationaux recommandent que des ressources budgétaires conséquentes soient allouées aux différentes DEPS des ministères et à l'INSD pour la production des statistiques de base nécessaires à l'alimentation des indicateurs retenus.

2. Au niveau du PRGE

Les participants recommandent l'élaboration dans les plus brefs délais, sous l'égide du Conseil National de Coordination statistique (CNCS), d'un cahier de charge qui situera les responsabilités de chaque structure dans la production des données de base et le renseignement des indicateurs.

ANNEXE I : LES DIFFERENTES ALLOCUTIONS PRONONCEES LORS DE L'ATELIER

I. Discours de bienvenue de Monsieur le Haut Commissaire de la Province du Boulgou

Monsieur le Secrétaire Général du Ministère de l'Economie et des Finances,
Président du Comité de Pilotage du PRGE,
Monsieur le Maire de la Commune de Tenkodogo,
Mesdames et Messieurs les chefs de services,
Mesdames et Messieurs les représentants des partenaires au développement,
Chers séminaristes,
Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord de vous adresser ma profonde gratitude pour l'honneur qui est fait à la province du Boulgou à travers le choix de la commune de Tenkodogo pour abriter cette importante rencontre qui sera désormais inscrite dans les annales de la lutte contre la pauvreté dans notre pays.

En effet, en décidant de vous réunir ici pour valider les indicateurs identifiés pour suivre la pauvreté et aussi les objectifs internationaux du développement, vous faite de la commune de Tenkodogo une étape importante dans le dispositif mis en place pour suivre et évaluer les actions entreprises au titre du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté.

Cette rencontre combien indispensable, constitue à nos yeux un pas décisif vers la mise en place effective des différents maillons du dispositif de suivi et d'évaluation du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté. En témoigne la qualité et le nombre des acteurs qui y ont été conviés.

Aussi, puissions-nous vous assurer de notre entière disponibilité à vous accompagner dans cet exercice combien exaltant. De même que nous ne ménagerons aucun effort pour vous assurer notre soutien de quelque nature que ce soit. Mon souhait ardent est que l'atelier de Tenkodogo débouche sur des conclusions pertinentes pour un meilleur suivi du CSLP.

Nous voudrions pour terminer notre propos, vous réitérer notre gratitude pour l'estime dont notre province jouis à vos yeux. Du reste, profiter de vos temps

libres pour apprécier les merveilles de notre province dans les différents de l'activité économique.

Nous vous souhaitons à tous, un agréable séjour à Tenkodogo.

Plein succès à vos travaux !

Je vous remercie !

II. Discours de Monsieur le Représentant du PNUD

Excellence, Monsieur le Haut Commissaire de la province de Boulgou ;
Monsieur le Secrétaire Général du Ministère de l'Economie et des Finances ;
Mesdames et Messieurs les représentants des partenaires au développement ;
Honorables invités ;
Mesdames et Messieurs ;

Le Programme des Nations Unies pour le Développement se réjouit de la tenue de la présente rencontre qui constitue en effet une étape importante dans le processus de consultations autour d'un périmètre d'indicateurs de suivi de la pauvreté et des objectifs de développement du Millénaire.

Vous vous rappellerez sans doute que le CSLP a non seulement identifié un certain nombre d'indicateurs mais qu'il a préconisé également la création d'un observatoire national de la pauvreté.

C'est ainsi que le deuxième cadre de coopération du PNUD avec le Burkina, conformément au Plan Cadre des Nations Unies pour l'aide au Développement (UNDAF) a prévu la réalisation de l'Observatoire de la Pauvreté et de Développement Humain Durable (ONAPAD) à travers la mise en œuvre du projet d'appui au Renforcement de la Gouvernance Economique (PRGE).

L'ONAPAD constitue aujourd'hui une structure bien opérationnelle qui est placée sous la tutelle du Conseil National de la Coordination Statistique.

Le Burkina Faso a participé en Septembre 2000 aux travaux du Sommet du Millénaire et s'est engagé à atteindre les cibles mondiales ambitieuses pour 2015 que sont :

- ◆ Réduire de moitié le nombre de personnes victimes de l'extrême pauvreté et de la faim ;
- ◆ Assurer l'éducation primaire pour tous ;
- ◆ Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ;
- ◆ Réduire des 2/3 la mortalité des enfants de moins de 5 ans ;
- ◆ Réduire de ¾ le taux de mortalité maternelle ;
- ◆ Inverser la tendance actuelle de la propagation du VIH/SIDA, du paludisme et de la tuberculose ;
- ◆ Assurer un environnement durable ;
- ◆ Mettre en place un partenariat mondial pour le développement, avec des cibles pour l'aide publique au développement, les échanges commerciaux et l'allègement de la dette.

La communauté internationale a un rôle non négligeable à jouer dans l'accompagnement du Gouvernement pour l'atteinte de ces objectifs. Le PNUD au côté des autres agences du Système des Nations Unies appuie actuellement le Gouvernement dans la réalisation d'évaluations rétrospectives et prospectives centrées sur les objectifs de développement du Millénaire. Ces évaluations cherchent à mettre en exergue les progrès réalisés depuis une dizaine d'années et les principaux défis que le Burkina Faso doit résoudre pour atteindre les objectifs de développement qu'il s'est assigné.

L'ONAPAD en relation avec d'autres structures tels l'INSD et le STC-PDES a un rôle central à jouer dans le suivi des indicateurs de la pauvreté et des objectifs de développement du Millénaire. Afin de pouvoir assurer un suivi de ces indicateurs il est nécessaire que ceux-ci soient bien identifiés et validés par les producteurs et les utilisateurs de l'information statistique. Cela est l'objet du présent Atelier.

J'exhorte ainsi les participants à l'Atelier à faire en sorte qu'au terme de leurs travaux les objectifs de résultats assignés à la rencontre soient atteints ; à savoir notamment :

1. Définir de façon consensuelle tous les indicateurs de suivi de la pauvreté et des objectifs de développement du Millénaire, les catégoriser et les hiérarchiser ;
2. Définir les éléments d'un Cahier de Charges pour la mise à jour périodique des indicateurs par l'appareil statistique national.

Au regard de la qualité des participants je ne doute pas que les objectifs de résultats qui leur ont été fixés seront atteints.

Je m'en voudrais cependant de terminer mon propos sans dire tous mes remerciements aux Autorités du Boulgou et de Tenkodogo pour leur aimable accueil. Mes remerciements vont également à l'endroit du Secrétaire Général du Ministère de l'Economie et des Finances qui a bien voulu nous inviter à participer à cet Atelier. Mes remerciements enfin à la population du Boulgou et de Tenkodogo pour son hospitalité et à qui je souhaite une bonne saison des pluies.

Je souhaite plein succès à l'Atelier.

Je vous remercie.

II. Discours d'ouverture de Monsieur le Secrétaire Général du MEF

Monsieur le Haut Commissaire de la Province du Boulgou,
Monsieur le représentant du Maire de la Commune de Tenkodogo,
Mesdames et Messieurs les Chefs de services,
Autorités Militaires et Paramilitaires
Mesdames et Messieurs les représentants des partenaires au développement,
Mesdames, Messieurs, les Séminaristes

Je voudrais au nom des Autorités du Ministre de l'Economie et du Développement, remercier les autorités politiques et administratives de la Province du Boulgou pour l'accueil chaleureux qu'elles nous ont réservé et surtout pour leur disponibilité à nous accompagner tout au long de ces deux jours d'échanges sur les indicateurs de suivi de la pauvreté, du DHD et des objectifs internationaux de développement.

A vous Mesdames et Messieurs les participants, permettez-moi de vous traduire toute ma sympathie, parce qu'en dépit de vos multiples occupations, vous avez accepté d'effectuer le déplacement de Tenkodogo pour nous accompagner dans cette importante étape qu'est la validation d'un périmètre d'indicateurs pertinents pour le suivi de la pauvreté. Cette disponibilité témoigne plus qu'un engagement, votre détermination à vous investir dans la lutte contre la pauvreté qui caractérise une importante couche de notre population.

Mesdames, Messieurs, Honorables invités,

Le Gouvernement a inscrit au titre de ses priorités en matière de développement économique et social, la lutte contre la pauvreté sous toutes ses formes. C'est pourquoi, avec le soutien des institutions de Bretton Wood, il a élaboré de façon participative et mis en chantier depuis juin 2000, le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP). Ce cadre fédérateur de l'ensemble des politiques sectorielles tente de mettre en cohérence les actions entreprises au titre de la lutte contre la pauvreté. Très bientôt, c'est-à-dire à partir de la première semaine du mois de juillet 2002 interviendra la seconde évaluation au titre de la deuxième année de mise en œuvre du CSLP. Ces exercices entrepris chaque année, nous aident à tirer des enseignements relatifs au succès mais

aussi aux insuffisances et goulots d'étranglement afin d'amener nos plus hautes autorités à prendre les décisions idoines qui s'imposent dans la perspective d'une meilleure mise en œuvre de ce cadre.

Je puis d'ores et déjà affirmer que votre présence à cet atelier rentre dans le cadre du processus de suivi évaluation du CSLP. En effet, chacun à son niveau et selon son domaine de compétence constitue un maillon essentiel et indispensable de la chaîne. Les enseignements de la première année de mise en œuvre du CSLP indiquent clairement la nécessité d'identifier des indicateurs pertinents, capables de permettre la caractérisation de l'évolution dans les secteurs concernés par le CSLP.

C'est pour contribuer à donner une solution aux préoccupations mises en exergue lors de la première évaluation du CSLP que l'Observatoire de la Pauvreté et du Développement Humain Durable (ONAPAD) a entrepris depuis bientôt une année, une réflexion profonde qui a conduit à l'identification et à la documentation d'indicateurs couvrant tous les secteurs intégrés dans le CSLP. Vous avez du reste été associés à cet exercice soit à travers des consultations bilatérales, soit à travers des mini-ateliers thématiques soit encore à travers des rencontres dans l'optique de la recherche d'un minimum de consensus autour du périmètre qui sera soumis à votre appréciation durant ces deux jours.

Il me plaît ici d'adresser mes vifs encouragements au Projet d'Appui au Renforcement de la Gouvernance Economique (PRGE) dont l'observatoire en constitue l'axe 3. J'adresse mes remerciements sincères au PNUD pour l'appui financier qu'il accorde à travers le PRGE au Gouvernement burkinabé dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et la promotion de la gouvernance économique.

Chers participants, je mesure l'ampleur de la tâche qui vous incombe. Sachez que c'est avec impatience que le Gouvernement attend le fruit de vos réflexions dans le cadre de la révision du CSLP. C'est pourquoi, je vous exhorte à bien vous concentrer sur le périmètre d'indicateurs qui vous est soumis et à vous investir sans complaisance pour dégager les plus pertinents qui répondent aux qualités suivantes :

1. des indicateurs faciles à renseigner ou déjà disponibles ;
2. des indicateurs non ambigus, précis, spécifiques et distincts pour mesurer ce que l'on recherche ;
3. des indicateurs cohérents à moyen et long termes pour permettre la collecte de séries chronologiques ;
4. et des indicateurs sensibles aux changements même mineurs et à court terme, pour obtenir une information le plus rapidement possible.

J'ose espérer qu'au terme de ces deux jours d'échanges, nos partenaires au développement qui, d'ailleurs nous ont fait l'honneur de nous accompagner dans cet exercice, resterons sensibles à nos préoccupations, notamment en terme d'appui au dispositif statistique pour l'alimentation de nos indicateurs en données. C'est en tout cas le lieu pour moi de leur rappeler nos besoins importants en moyens techniques et financiers pour assurer la continuité dans la collecte de l'information statistique indispensable au suivi de la pauvreté. Car, les résultats de vos travaux sont beaucoup attendus par l'ensemble des acteurs impliqués dans le processus de mise en œuvre et de suivi du CSLP. Il s'agira :

- de valider de façon consensuelle un périmètre d'indicateurs de suivi de la pauvreté, couvrant les différents secteurs ;
- de catégoriser et de hiérarchiser tous les indicateurs de suivi de la pauvreté et des objectifs internationaux respectivement en indicateurs d'input, de résultat, d'output et d'impact, et suivant trois niveaux (I, II et III) ;
- de définir des éléments d'un cahier de charges pour la mise à jour périodique des indicateurs par l'appareil statistique national;
- et de rédiger un rapport de synthèse qui rend compte de la substance de vos travaux.

Je voudrais pour terminer mon propos renouveler mes sentiments de profonde gratitude **aux autorités politiques et administratives de la province du Boulgou, aux partenaires au développement et à vous tous chers participants**, pour votre disponibilité.

Sur ce, et tout en souhaitant un succès éclatant à vos travaux, je déclare ouvert l'Atelier de Validation des Indicateurs de Suivi de la Pauvreté et des Objectifs Internationaux.

Je vous remercie !

III. Discours de clôture de l'atelier de validation des indicateurs de suivi de la pauvreté, du DHD et des objectifs internationaux de développement

Prononcé par monsieur le Directeur de la Démographie, représentant Monsieur le Directeur Général de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD)

Monsieur le Secrétaire Général de la Maire de la Commune de Tenkodogo, Mesdames et messieurs les Directeurs et chefs de services, Autorités militaires et paramilitaires, Mesdames et messieurs les représentants des partenaires au développement, Mesdames, messieurs les séminaristes,

Après deux jours d'intense réflexion et d'échanges fructueux dans les groupes thématiques et en plénière, nous voilà aux termes de nos travaux. A la lumière des conclusions et recommandations très pertinentes contenues dans le rapport général de synthèse dont lecture vient de nous être faite, je puis affirmer avec conviction, que les objectifs de l'atelier de validation des indicateurs de suivi de la pauvreté, du DHD et des objectifs internationaux ont été largement atteints.

En effet, vous avez passé en revue, j'allais dire au tamis, puis à la loupe, les indicateurs relatifs à la gestion budgétaire et macroéconomique, à l'éducation, à la santé, à la nutrition, à la démographie, au monde rural et à la bonne gouvernance, et vous avez dégagé une batterie d'indicateurs pertinents que le système statistique national est capable de prendre en charge.

Mieux, vous avez procédé à leur catégorisation en indicateurs d'intrant, de produit, de résultat et d'impact, donnant ainsi des outils précieux de suivi-évaluation aux décideurs aux différents stades de maturation des actions entreprises dans la lutte pour la réduction de la pauvreté.

Je vous félicite également pour l'esprit d'innovation dont vous avez fait montre en proposant une hiérarchisation des indicateurs suivant trois niveaux. Les indicateurs de premier rang, au nombre d'une trentaine, que vous avez définis, pourraient ainsi être le noyau sur lequel on pourrait se baser pour évaluer le CSLP et les objectifs internationaux de développement.

Je m'en voudrais également de ne pas vous témoigner ma satisfaction pour les éléments de cahier de charge que vous avez définis et qui permettront, j'en suis sûr, de coordonner la production des statistiques de base et les indicateurs dans un cadre coordonné, harmonisé et consensuel où chaque acteur sait ce qu'il a à faire et en respectant le principe de subsidiarité.

Malgré les importants acquis de cet atelier, j'exhorte l'ONAPAD à ne pas baisser la garde et à travailler sans relâche pour parachever la tâche ardue, mais noble entreprise. Il devra produire et analyser annuellement les indicateurs et produire une carte annuelle de la pauvreté qui facilitera l'évaluation annuelle du CSLP, et sa révision. Certes, l'ONAPAD ne réussira pas ce pari, s'il ne travaille pas en étroite collaboration avec les producteurs de données statistiques et principalement avec l'INSD, le STC/PDES, et les DEP des départements ministériels. Il serait d'ailleurs indiqué qu'il soit mis en place un réseau de points focaux ou de correspondants de l'ONAPAD dans ces structures clé. Certains d'entre vous seront d'ailleurs sollicités pour ce réseau.

A l'endroit des partenaires au développement qui nous ont accompagné dans cet exercice combien difficile mais exaltant, accepter une fois de plus, au nom des autorités de mon pays, mes sincères remerciements pour votre appui multiforme sans lequel nos avancées dans la lutte contre la pauvreté auraient connu moins

de succès. Je sais compter toujours sur votre appui pour le renforcement de l'appareil statistique pour qu'il puisse produire à bonne date et sur une base fiable, les indicateurs que nous avons définis au cours de cet atelier.

A l'endroit du PNUD, permettez-moi de vous témoigner une fois de plus ma gratitude pour votre appui au renforcement de la Gouvernance économique dont le PRGE constitue un projet que vous appuyez.

Aux autorités politiques et administratives de la province du Boulgou, je voudrais exprimer à mon nom propre et à celui des séminaristes, nos sincères remerciements pour la chaleur de leur accueil.

C'est sur ces mots de remerciement, que je déclare clos les travaux de l'atelier de validation des indicateurs de suivi de la pauvreté, du DHD et des objectifs internationaux de développement et vous souhaite un bon retour dans vos foyers respectifs.

Je vous remercie.

ANNEXE III
: LISTE DE PRESENCE

N°	Nom & Prénoms	Fonctions	Structure	Téléphone	Adresse E-mail
1	ZONON Abdoulaye		CAPES	36 96 14	
2	TIENDREBEOGO A. Magloire		Canada	30 76 77	
3	SAWADOGO Thierry Roger		DGTCP/PG	32 49 89	
4	OUATTARA Adama Nouhoun	Fondé de Pouvoirs	BCEAO	30 60 15	ouattara@ouaga.bceao.int
5	DRABO Marie-Thérèse		Premier Ministère	31 72 98	
6	OUEDRAOGO Dieudonné		INSD/DEE	32 46 30	
7	SANOOGO Boulaye		DREP/Tenkodogo	71 00 47	
8	DEMBELE François d' Assise	DREP du Nord	DREP/N	55 01 68	demfrank@yahoo.fr / drepnd@fasonet.bf
9	SACAZE Jean-Pierre	Economiste	SCAC – Ambassade de France	30 67 74	Jean-pierre.Sacaze@diplomatie.fr
10	YAMEOGO Félix		G-Coop.	31 08 24	
11	DIOP Mariam		Ambassade Royale Danemark	31 31 92	
12	COMPAORE Siguian		PRGE	324529/30	
13	OUATTARA Bamory	Directeur	DEP/MEF	32 62 92	bamory.ouattara@finances.gov.bf
15	Sita Malick SAWADOGO	Economiste	Coopération Suisse		
16	BENAO Zakaria		DGB/MFB	32 63 51	
17	ILBOUDO François	Directeur de la Démographie	Représentant le DG INSD	30 67 97	ilboudo_fr@hotmail.com
18	COMBASSERE S. Célestin	Chef de service	Service Statistique et Carte Scolaire DEP/MEBA	30 73 08 31 28 84	celestins.combassere@meba.gov.bf
19	ZONGO O. Bruno	Chef de Service	Service Statistiques, Carte Scolaire et Documentation / DEP/MESSRS	32 48 63 31 82 42	ouinoaga.zongo@messrs.gov.bf
20	SANOOGO Séni	Economiste	METSS/ONPE	26 39 56	Seni.Sanogo@caramail.com
21	OUANGRAOUA/SORGHO Madeleine	Géographe	SPONG - SG COAFEB	36 19 03 82 69 39	
22	SAWADOGO Dramane	Chargé de Programme	Coopération Suisse	31 31 77	alpha@fasonet.bf
23	SANOOU/ZERBO Salimata	Chargée d'Etudes	Secrétariat Permanent du Plan Décennal	331288/ 89	Salimata_zerbo@yahoo.com
24	SOMDA Prosper	Enseignant/Chercheur	UFR/SEG-CEDRES	34 21 55 30 73 69	prosper.somda@univ-ouaga.bf
25	Emmanuel OUEDRAOGO	Directeur	DRH-MFB	32 45 29	-
26	BATIONO B. Claude	Socio-économiste	ONAPAD	32 49 74	C_bationo@hotmail.com
27	Mme Fatimata OUEDRAOGO	Consultante	Coopération Canadienne	30 76 77	fati.ouedraogo@uacc.bf
28	BONKOUNGOU K. Félix	Statisticien DSG	DSG/INSD	32 40 45	Felix-bkf@hotmail.com
29	ZIDA Jean Edmond	Economiste	DGE/MCE	30 79 78	dge@cenatrin.bf
30	BADOLO Marcel	Economiste	DEP/Ministère Mines Carrières et Energie	36 68 08	badolof@caramail.com
31	ZIGANI L. Mathias	Directeur d'exploitation	SONAGESS	312805/06	Sonagess@Liptinfor
32	SCHOOLKATE Hans	Conseiller Technique de la Cellule Appui au Programme de Développement Local	DGEP/CA-PDL (Représentant Ambassade Pays-Bas)	31 65 78	hanssch@fasonet.bf
33	BITIBALY S. Marc	Ingénieur Agronome	SAPS/DEP/Minist. Agricult.	32 41 18	-
34	GUIGMA Salif	Chef de Division Elaboration des Politiques	SP/CPSA Ministère Agricult.	31 84 61	salifg@yahoo.fr
35	PODA Etienne	Agronome	SPONG/OCADES	62 16 23	poda_etienne@yahoo.fr

N°	Nom & Prénoms	Fonctions	Structure	Téléphone	Adresse E-mail
36	BAMBA Kassoum	Assistant au Programme	FAO	30 60 57	FAO-BFA@field.fao.org
37	ZAONGO Claude	Statisticien	SONABEL	30 61 00 26 46 86	zcben@yahoo.fr
38	KABORE Moussa	Statisticien	SSA/DEP/MA	324579/80	agristat@fasonet.bf
39	TOE D. Honoré	DEP	MEE	32 40 78	Toehonod@hotmail.com
40	KABORE Daniel	Chef Cellule Macro-Economie et Economie des filières	INERA	319202/08	Kaboredaniel@hotmail.com jkabore@fast.univ-ouaga.bf
41	OUEDRAOGO Boubacar	Programme GIRE	MEE / DGH	32 42 26	Gire@liptinfor.bf
42	KABORE D. Victor	Ingénieur	DEP/MIHU	32 49 25	-
43	BAYALA Ezana	Chargé d'Etude à la DGEP	DGEP	32 63 27 81 25 91	BAYALEZ.@yahoo.fr
44	ZONGO Pamoussa	Chargé de Suivi/Evaluation	PNGT 2	32 60 27 324753/54	chrisamba@hotmail.com
45	RAMDE Tinga	Chef de service	Service Suivi-Evaluation Analyse & Prévisions Secteur Elevage DEP/MRA	32 60 51 24 63 29	-
46	COULIBALY Modibo	Stagiaire	ONAPAD/INSD	32 45 79	-
47	BOUGMA Boureima	Expert National Socio-économique	PRGE/Etude Nationale Prospective " Burkina 2025 "	32 61 97	bbougma@yahoo.fr
48	SORE Idrissa	DEP	DEP/MATD	32 45 20	Idrissa.sore@mats.gov.bf
49	SANGARE Maïmouna	Directrice DPS	STC/PDES	32 43 61 25 75 73	sangmay@hotmail.com
50	Dr. YAMEOGO K. Robert	Chef de Service Information Sanitaire – DEP/Santé	DEP/Ministère de la Santé	32 46 62 25 87 01	Obyam@hotmail.com Dep@sante.gov.bf
51	Dr. Azara BAMBA	Chargé de Programme OMS	Représentation de l'OMS	30 65 09	bambaa@wr.oms.bf
52	BOMBIRI Paul	VNU Chargé de l'ONEF	PRGE/Observatoire National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (ONEF)	25 45 62 307740/54	Pbombiri@yahoo.fr
53	GUENDE Hamado	Chef Service Statistique	CNSS	30 86 63	hguende@yahoo.com
54	DERA Lassané	Chef de Service SCPC INSD	INSD	32 46 28 26 60 59	insd@cenatrin.bf
55	ZONGO Anatole-Thierry	Chargé de Programme RAF/95/009	Cellule renforcement de la société civile SPONG	36 09 95 82 36 23	Spong.bf@fasonet.bf zongo_th@yahoo.fr
56	OUEDRAOGO Harouna	Economiste	Assistant Représentant Résident /P Chef de Division Gouvernance Economique	306762/63	
57	BONKOUNGOU Maxime	Expert National	ONAPAD	32 46 34	mbonkougou@yahoo.com

RAPPORT DES GROUPES THEMATIQUES

A. RAPPORT DU GROUPE THEMATIQUE EDUCATION

I. Introduction

Le Groupe thématique « Education » s'est penché sur les indicateurs de l'éducation et sur quelques indicateurs de la bonne gouvernance. Il a regroupé onze (11) personnes et le bureau est composé ainsi qu'il suit :

- Président : M. Ilboudo François, Directeur de la Démographie à l'INSD,
- Rapporteurs : Monsieur Combasséré S. Célestin, Chef du Service des Statistiques et de la Carte Scolaire DEP/MEBA,
- M. Zongo O. Bruno, Chef du Service des Statistiques, de la Carte Scolaire et de la Documentation DEP/MESSRS

Le Groupe a d'abord procédé à la présentation des membres. Il a ensuite travaillé sur la base des neuf (9) attributions qui lui sont assignés dans les termes de référence.

Il avait donc pour tâches de :

1. Se prononcer la pertinence de chacun des indicateurs par rapport aux objectifs du CSLN et aux objectifs internationaux.
2. Procéder à un examen minutieux des fiches d'identités des indicateurs et d'y apporter tout amendement jugé nécessaire.
3. Apprécier la catégorisation des indicateurs suivant qu'ils sont des indicateurs d'intrants (inputs), de produits (outputs), de résultats ou d'impact.
4. Améliorer le projet de hiérarchisation des indicateurs suivant les trois niveaux proposés par l'Observatoire de la Pauvreté et du DHD.
5. Elaborer un projet de cahier de charges pour la production et la mise à jour de chaque indicateur dans le dispositif de production des statistiques. Il s'agira ici de déterminer qui fait quoi, quand et comment.
6. Formuler des recommandations relatives à la mise en œuvre du cahier de charges.
7. Proposer des indicateurs synthétiques qui pourraient permettre d'opérer un regroupement de plusieurs indicateurs en un seul pour caractériser une situation donnée.
8. Rédiger un rapport sanctionnant les travaux thématiques.
9. Présenter les travaux en plénière.

1.1. Méthodologie

a) La méthodologie adoptée a été la suivante :

1. Examen des indicateurs contenus dans le 1^{er} document de travail. Il porte sur le cadre de référence, la pertinence, la catégorisation, la formulation de l'intitulé et la hiérarchisation de chaque indicateur.
2. Examen du 2^e document de travail portant sur les définitions, leur méthodologie de calcul, leur niveau de désagrégation et de décomposition, les données de base les alimentant, leurs objectifs quantitatifs et qualitatifs mesurés.
3. Introduction de nouveaux indicateurs avec leurs caractéristiques.
4. Elaboration de recommandations.

II – Le Groupe thématique Education a eu à analyser les indicateurs suivants :

1. Taux brut de Scolarisation
2. Taux net de Scolarisation
3. Taux brut d'Inscription au CP1
4. Taux de survie en cinquième année
5. Indice de satisfaction des utilisateurs des services d'éducation de base
6. Coût moyen d'éducation à la charge des parents au primaire
7. Part du budget revenant aux structures les plus déconcentrées du MEBA
8. Pourcentage d'élèves parcourant plus de 2,5 km pour rejoindre l'école
9. Pourcentage d'auto-exclusion du système éducatif pour des raisons de pouvoir d'achat
10. Taux d'alphabétisation des adultes
11. Nombre d'élèves par enseignant et
12. Taux de transition

L'examen de ces 12 indicateurs a permis d'obtenir les résultats suivants :

1. Harmonisation des intitulés des indicateurs au regard de la définition internationale normalisée en cours. Ainsi le taux brut d'inscription au CP1 (TI – CP1) devient Taux Brut d'Admission au CP1 (TBA – CP1).

2. Augmentation du nombre des indicateurs

Au regard de certains objectifs des Cadres de référence, le Groupe thématique « Education » propose la prise en compte par l'Observatoire de nouveaux indicateurs que sont :

- Le Taux net d'Admission au CP1 (TNA – CP1)
- Le Taux de redoublement
- Le Coût Moyen d'alphabétisation d'un adulte

Ces trois indicateurs se réfèrent au CSLP.

3. Examen des indicateurs

a) Appréciation de la catégorisation des indicateurs et projet de hiérarchisation proposée :

Le Groupe thématique « Education » après examen du document propose les inclusions et les changements suivants :

- Renouveler les fiches ... des indicateurs de la façon suivante pour permettre une lecture plus claire :
1^{ère} colonne : le N° d'ordre de l'indicateur
2^e colonne : l'intitulé de l'indicateur
3^e colonne : les cadres de référence auxquels est rattaché l'indicateur
4^e colonne : la catégorie de l'indicateur
3^e colonne : la hiérarchie (rang) de l'indicateur
- Lister les différents autres objectifs de développement internationaux dont le Forum de Dakar sur l'Education pour Tous (EPT).

b) Catégorisation et hiérarchisation

- ◆ TBS ajouter cadre de référence ④
- ◆ TNS ajouter cadre de référence ④
- ◆ TBA – CP1 ajouter cadre de référence ④
- ◆ TS-5^e A ajouter cadre de référence ① ② ④
- ◆ CME – primaire Catégorie Input au lieu de Output
- ◆ PE – 2,5 Kms ajouter cadre de référence ①

- ◆ PASEP ajouter cadre de référence ①
- ◆ TA ajouter cadre de référence ③ et ④
- ◆ NEM ajouter cadre de référence ④
- ◆ TNA catég. Résultat ajouter cadre de référence ① et 2^e rang
- ◆ Taux de redoublement : Catég. Résultat ajouter cadre de référence ① et 2^e rang

c) analyse des indicateurs retenus

De façon générale il est souhaitable que pour le niveau de désagrégation et décomposition, toutes les variables soient ventilées par sexe pour prendre en compte l'aspect genre et que toutes les structures productrices et toutes les sources de données soient listées (ex. SP/CNESSP, ENSK).

Certains indicateurs, compte tenu de leur méthodologie de calcul ou des difficultés à les renseigner ont été reformulés. Le PASEP a été reformulé en taux d'abandon en attendant de mettre en place des enquêtes spécifiques pour déterminer le taux d'abandon lié à la faiblesse du pouvoir d'achat. Le CME primaire prend l'intitulé Coût moyen minimum d'éducation à la charge des parents au primaire.

En observation on retiendra également la suppression du TBS tout niveau confondu et du TNS tout niveau confondu parce que non pertinents, l'harmonisation de l'orthographe des sigles utilisés (ex. TI – CP1 et TI – CPI), la mise à jour de l'organigramme du MEBA et la correction de la formule de calcul du PE – 2,5 Kms qui devient

$$\text{PE} - 2,5 \text{ kms} = \frac{\text{Effectifs des élèves parcourant plus de 2,5 kms} \times 100}{\text{Effectif total des élèves}}$$

Pour l'Indice de Satisfaction des utilisateurs des services d'éducation de Base, il est demandé d'affecter des coefficients aux quatre variables utilisées pour obtenir un meilleur indice synthétique.

Coefficients proposés :

- 0,5 Aptitudes des sortants de l'école
- 0,2 Prestations des enseignants
- 0,2 Orientation de l'école
- 0,1 Prestations des APE

Le Groupe a eu aussi à réfléchir sur quelques indicateurs de la bonne gouvernance notamment ceux de la gouvernance démocratique, économique et locale. Les principaux amendements ont porté sur des ajouts et des catégorisations d'indicateurs :

1. Les ajouts :

- Réforme et application du système judiciaire et non plus simplement réforme du système judiciaire
- Liberté de la presse
- Séparation des pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires

2. Catégorisation :

Hormis les indicateurs :

- Conflits avérés internes ou régionaux et
- Participation des citoyens au développement local qui sont de la catégorie des inputs, le reste est des indicateurs de résultats.

Cependant pour les autres caractéristiques de tous les indicateurs de la gouvernance démocratique et locale, le Groupe propose que ces travaux puissent être faits ultérieurement.

Les discussions au sein du Groupe thématique « Education » ont permis de dégager deux recommandations, l'une en direction des autorités des ministères de tutelle de l'Education et l'autre à l'endroit du PRGE, notamment l'Observatoire de la Pauvreté et du DHD.

1. Au niveau des Ministères de l'Education

Il est nécessaire que des efforts supplémentaires soient faits pour appuyer les services statistiques dans la collecte et le traitement des données. Nous

recommandons en particulier que, dans le domaine de la collecte des données de l'enseignement secondaire, l'on motive davantage les acteurs impliqués dans la collecte à l'image de ce qui est fait actuellement au niveau de l'Enseignement de Base.

2. Au niveau du PRGE

Le taux d'alphabétisation des adultes est un indicateur pertinent et utile pour le suivi du progrès de lutte pour la réduction de la pauvreté. Il s'avère donc important de connaître aussi le coût moyen d'alphabétisation par adulte afin de mieux mobiliser des ressources pour l'amélioration du niveau du taux d'alphabétisation.

Le Groupe n'ayant pas eu le temps d'élaborer ces indicateurs recommande que le PRGE documente cet indicateur en collaboration avec l'INA et la DEP/MEBA.

B. RAPPORT DU GROUPE THEMATIQUE SANTE, NUTRITION

Le Groupe, selon la méthodologie de travail qu'il a adopté, à apporter des observations d'ordre général sur le document de travail. Ces observations tournent essentiellement autour de la forme du document. Par rapport à cela, il a été proposé d'élaborer un sommaire, une page expliquant tous les sigles et une modification du tableau de catégorisation du tableau de catégorisation/hierarchisation en vue de faciliter l'exploitation du document.

Au niveau des indicateurs : sur la batterie de 44 indicateurs qu'il a eus à examiner, le Groupe a proposé de retenir 25 (22 pour santé et 03 pour la nutrition). Il a également proposé des d'amendement soit au niveau des définitions ou des méthodes de calcul pour être conforme aux données sectorielles.

Pour ce qui est des amendements au niveau des définitions, il faut noter que la quasi-totalité des indicateurs retenus ont connu des modifications. Certains objectifs quantitatifs ou qualitatifs ont connu des reformulations. Pour ce qui concerne les niveaux de désagrégation et décomposition, le groupe a jugé utile de remplacer les milieux de résidence (urbain / rural) par les districts sanitaires au niveau de tous les indicateurs parce que la fiabilité des données y est plus

sûre. A certains niveau de désagrégation, il a été jugé inutile de mentionner le niveau d’instruction de la mère ou de mentionner le sexe quand l’indicateur est spécifique à l’un des deux sexes.

Volet Santé :

- Espérance de vie à la Naissance
- Taux de Couverture Vaccinale par antigène
- Taux de Morbidité
- Taux de Mortalité Infantile
- Taux de Mortalité Juvénile
- Taux de Mortalité Maternelle
- Taux d’Accès aux Soins Obstétricaux d’Urgence
- Taux d’Accouchements Assistés
- Indice de Satisfaction des Utilisateurs des Services de Santé
- Pourcentage d’Indigence Globale
- Part du Budget revenant aux Structures les plus Déconcentrées
- Taux de fréquentation des Formations Sanitaires
- Taux de Prévalence Contraceptive chez les femmes en âge de procréer
- Taux de Mortalité Spécifique due au SIDA
- Taux de Séroprévalence du SIDA
- % de personnes atteintes du SIDA sous traitement anti retro viraux
- Nombre de Nouveaux Contacts par personne et par an
- Taux de mortalité due au paludisme dans les formations sanitaires
- Taux de Rupture en MEG (Médicaments Essentiels Génériques)
- Rayon Moyen d’Action des CSPS
- Pourcentage de CSPS conformes aux normes en matière de Personnel
- Coût Moyen des Actes Médicaux

Volet nutrition

1. Taux de Faible Poids à la Naissance (nouveaux-nés)
2. Taux de prévalence de cécité crépusculaire chez les 0-5
3. Taux de prévalence du goitre chez les enfants de 0 – 15 ans

En ce qui concerne les indicateurs qui n’ont pas été retenus (6 pour la santé et 15 pour la nutrition), les explications données par le groupe ont été les suivantes :

Les indicateurs retenus sont :

- ✓ La pertinence de ces indicateurs n’est pas remise en cause, mais ils doivent être suivis au niveau sectoriel, et non pas dans le cadre de l’ONAPAD.
- ✓ certains d’entre eux demandent à être reformulé et affiner.
- ✓ les sources d’information d’autres ne sont pas très souvent perceptibles.
- ✓ Et enfin une partie de ces indicateurs peuvent se regrouper parce qu’en renseignant un, on a des informations sur les autres.

A la suite de la présentation du rapport du groupe en plénière, les interventions ont tourné autour de la définition de certains indicateurs, tel que le pourcentage des indigences global, des préoccupations concernant les enquêtes pour déterminer les coûts des actes médicaux et la part du budget revenant aux structures les plus déconcentrées et enfin des interrogations sur les indicateurs qui n’ont pas été retenus par le groupe.

Des discussions autour de ces points, il a été retenu :

- De poursuivre les enquêtes annuelles auprès des utilisateurs des services de santé et les structures les plus déconcentrées, en vue de déterminer d’une part, les coûts des actes médicaux et d’autre part, la part du budget revenant aux structures les plus déconcentrées. Dans ce cas, pour ce qui du deuxième indicateur, la proposition faite dans le document de travail devrait être reformuler, car elle porte à confusion.
- Deux indicateurs relatifs à l’état nutritionnel de la population ont été proposés. Il s’agit de :
 - 1). le taux de malnutrition chronique chez les enfants de 0 à 5 ans
 - 2). le taux de malnutrition chez les femmes en âge de procréer.

C. RAPPORT DU GROUPE THEMATIQUE « BUDGET ET MACRO-ECONOMIE »

Conformément aux termes de référence des groupes thématiques, le Groupe chargé de traiter des indicateurs budgétaires et macro-économiques s'est réunie du 20 au 21 juin 2002 à l'Hôtel Djamou de Tenkodogo.

Les travaux du Groupe ont été présidés par le DEP du Ministère chargé de l'Economie et des Finances.

Le représentant du CEDRES ayant souhaité rejoindre un autre groupe, la DREP/Ouahigouya a été désigné comme deuxième rapporteur en plus de la DGB.

La méthodologie de travail adoptée a consisté en l'examen des fiches proposées par une analyse critique de la définition, de la pertinence, de la méthode de calcul, des objectifs qualitatifs et quantitatifs, du niveau de désagrégation, des producteurs des informations, des sources des données, des limites et des observations générales sur un panel d'indicateurs contenus dans le document de base. Le Groupe en a également proposé d'autres qu'il a jugés pertinents.

Le Groupe a procédé à la catégorisation et à la hiérarchisation des différents indicateurs.

NB : Lorsque aucune précision n'est donnée en ce qui concerne la catégorisation et la hiérarchisation, il y a lieu de considérer que le Groupe approuve la proposition faite dans la fiche.

2.1. Taux d'exécution des budgets des Ministères sociaux

Le groupe a retenu la périodicité annuelle de cet indicateur mais a recommandé sa désagrégation pour introduire une périodicité trimestrielle en ce qui concerne les financements sur ressources internes et les appuis budgétaires.

Pour la méthodologie de calcul de cet indicateur, il a été préconisé d'inclure les ressources de l'initiative PPTE et les Dépenses Communes interministérielles et d'exclure les exonérations.

Le Groupe a noté la nécessité de donner une définition claire et exhaustive des Ministères Sociaux.

L'échéance retenue pour la production de cet indicateur est le premier trimestre de l'année N+1.

2.2. Le solde budgétaire de base en pourcentage du PIB

Le groupe a recommandé de clarifier la définition de cet indicateur. Les débats ont porté sur le fait qu'il faille exclure les investissements sur ressources internes ou plutôt ceux sur ressources externes. Les participants ont noté que les deux approches peuvent se défendre : cela dépend de l'objectif recherché. Cependant, il a été retenu d'exclure les investissements sur ressources externes car ce faisant, cet indicateur servirait à mesurer la capacité du pays à assurer le service de sa dette.

Ils ont donc recommandé de tenir compte des directives de convergence au sein de l'UEMOA pour la détermination de cet indicateur et ont proposé que le STC/PDES reste le seul producteur des données sur les réalisations des recettes et des dépenses. Cela pourrait réduire les risques d'erreurs dans le calcul de cet indicateur.

L'échéance retenue, tenant compte de la périodicité annuelle de l'indicateur, est le premier trimestre de l'année N+1.

2.3. Non-accumulation d'arriérés de paiements intérieurs et extérieurs

Le Groupe a relevé l'ambiguïté dans la terminologie «non-accumulation» et a décidé de reformuler l'intitulé de cet indicateur qui devient Arriérés de paiements intérieurs et extérieurs en abrégé AIE. Il a recommandé de définir clairement l'échéance à partir de laquelle un engagement intérieur ou extérieur tombe dans les arriérés de paiements. Il a décidé de considérer l'échéance à partir de la prise en charge par le comptable assignataire.

Il a recommandé, dans tous les cas, de se conformer aux exigences de convergence de l'UEMOA.

Afin de résoudre le problème de multiplicité des producteurs et des sources de données, il a été décidé de retenir le STC/PDES comme producteur de données et les situations de la Paierie Générale et le Tableau des Opérations Financières (TOFF) comme sources de données.

La périodicité mensuelle a été retenue pour cet indicateur que le Groupe a jugé comme indicateur de résultat.

Son échéance a été fixée au 20 du mois N+1.

2.4. Ratio d'endettement

Le groupe a reformulé la définition de cet indicateur comme suit : « Il exprime la part relative de l'encours total de la dette publique en fin de période sur le PIB et permet de mesurer le poids de la dette par rapport à la capacité du pays à générer des richesses.

Il a retenu la DGTCP comme seul producteur de données sur l'encours total de la dette publique et les situations mensuelles de la Dette Publique comme sources de données.

Il a recommandé une harmonisation en rapport avec les exigences de convergence de l'UEMOA.

Cet indicateur a été classé dans la catégorie des indicateurs de résultat.

Le PIB étant une variable annuelle, la périodicité annuelle a été retenue pour l'indicateur dont l'échéance est fixée au premier trimestre de l'année N+1.

2.5. Taux d'exécution des crédits délégués aux structures déconcentrées

Le groupe a noté la nécessité de revoir les bases de calcul de cet indicateur.

Néanmoins, sous réserve de précisions et d'informations complémentaires ultérieures, il a modifié la méthodologie de calcul en la reformulant ainsi qu'il suit : « Le TECD se calcule en rapportant le montant des crédits délégués liquidés à celui des crédits délégués effectivement alloués ». Les crédits délégués liquidés s'entendent ceux liquidés par les structures déconcentrées.

Concernant l'objectif quantitatif et qualitatif de l'indicateur, le groupe a noté qu'il s'agit d'accroître les capacités des structures déconcentrées à améliorer la qualité de leurs prestations au profit des bénéficiaires pour tenir compte du fait que les prestations ne profitent pas seulement aux populations les plus défavorisées.

Le groupe a préconisé un niveau de désagrégation par Ministère et a retenu les allocations de crédits et les liquidations des crédits délégués comme variables dans les données de base alimentant l'indicateur.

Les DAF des Ministères sont retenus comme producteurs des données, la source des données reste les situations des délégations de crédits et les situations de liquidations.

La périodicité de l'indicateur est trimestrielle et il est hiérarchisé comme indicateur de deuxième rang.

L'échéance retenue est la Fin du trimestre plus 20 jours.

2.6. Part du budget revenant aux structures déconcentrées des Ministères sociaux

La définition de cet indicateur a été complétée comme suit : « Ce taux indique la part du Budget des Ministères sociaux allouée aux structures déconcentrées pour la réalisation de leurs programmes d'activités ».

Il a été proposé une désagrégation par titre.

Le groupe a retenu qu'il s'agit d'un indicateur de deuxième rang et a fixé l'échéance au 31 décembre de l'année N.

2.7. Délai moyen de paiement

Le Groupe a retenu la définition suivante pour cet indicateur : « Il indique le temps qui s'écoule entre la liquidation des engagements et le paiement des mandats par les comptables assignataires de ces dépenses ».

Il a reformulé l'objectif quantitatif ou qualitatif mesuré comme suit : « Préserver la stabilité macro-économique notamment améliorer la gestion budgétaire et la trésorerie des prestataires.

Le groupe a retenu comme variable le délai de traitement de la liquidation au paiement.

La DGTCP a été identifiée comme seule productrice des données avec comme source le CID.

L'indicateur a été classé dans la catégorie résultat et au premier rang de la hiérarchie.

L'échéance a été fixée à la fin du Trimestre plus 15 jours.

Le groupe a recommandé une précision aux observations générales notamment à la référence faite au régime financier.

2.8. *Ratio dépenses d'investissement sur ressources internes*

Le groupe a retenu la définition suivante : « Il mesure la part des ressources propres de l'Etat affectée aux dépenses en capital sur le PIB ».

Il a apporté des précisions sur la méthodologie de calcul de l'indicateur qui devient : « Quotient entre le montant des dépenses d'investissement public financé sur ressources internes et le PIB.

L'objectif mesuré retenu par le groupe est : « Promouvoir la croissance économique ».

Le niveau national a été retenu comme seul niveau de désagrégation.

Le STC/PDES a été identifié comme seul producteur des données sur les réalisations des investissements sur ressources propres avec comme source le TOF.

Après de longues discussions le groupe a validé le classement de l'indicateur dans la catégorie Impact et au premier rang de la hiérarchisation.

L'échéance retenue est le premier trimestre de l'année N+1.

2.9. *L'incidence de la pauvreté*

Le groupe a apporté un amendement au quatrième paragraphe de la définition en supprimant le groupe de mots « unique pour tout le pays ».

Il a porté une précision à la méthodologie de calcul de l'indicateur notamment en ce qui concerne la valorisation des quantités sur la base des prix appropriés à la consommation.

La périodicité tri annuelle a été confirmée par le groupe et il a demandé la suppression des observations générales.

Dans le niveau de désagrégation, il a retenu le sexe du chef de ménage au lieu de sexe de l'individu et du chef de ménage.

L'indicateur a été classé au premier rang dans la hiérarchisation.

2.10. *Profondeur de la pauvreté*

Une périodicité tri annuelle a été retenue pour cet indicateur qui a été classé au second rang.

2.11. *Sévérité de la pauvreté*

Le groupe a apporté un amendement au troisième paragraphe de la méthodologie en remplaçant profondeur par sévérité. La périodicité tri annuelle a été retenue et l'indicateur a été classé au second rang de la hiérarchisation.

2.12. *Indicateur de développement humain durable*

Le groupe a demandé des éclaircissements sur le calcul du niveau d'instruction notamment en ce qui concerne les pondérations des variables alphabétisation et scolarisation.

Il a recommandé d'étendre le niveau de désagrégation aux 13 régions.

Au titre des producteurs de données, il a recommandé de retenir uniquement l'INSD pour le taux d'alphabétisation des adultes, et le produit intérieur brut.

Le groupe a validé la catégorisation et la hiérarchisation proposées.

2.13. Indicateur sexospécifique du Développement Humain

Tout en appréciant favorablement la pertinence de cet indicateur, le groupe a apporté un amendement à l'objectif mesuré qui devient « Promouvoir un développement humain équitable ». Il a recommandé d'étendre le niveau de désagrégation aux 13 régions administratives.

L'INSD a été retenu comme seul producteur de données sur le taux d'alphabétisation des adultes et le produit intérieur brut. Il a de ce fait demandé la suppression de l'IAP comme sources de données pour le produit intérieur brut.

Le groupe souhaiterait avoir des précisions sur l'ISDH au niveau provincial.

Il a confirmé la catégorisation et la hiérarchisation proposées.

2.14. Indicateur de la pauvreté humaine pour les pays en développement

Le groupe a amendé l'objectif de l'indicateur comme suit : « Promouvoir le développement humain » au lieu de « Promouvoir un développement humain ».

Il a recommandé d'étendre le niveau de désagrégation aux 45 provinces et aux 13 régions administratives.

L'INSD a été retenu comme producteur de données pour les variables probabilités à la naissance de décéder avant l'âge de 40 ans, le taux d'analphabétisme. Il a demandé de remplacer l'INSD par la Direction Générale de l'Hydraulique comme producteur de données pour la variable population n'ayant pas accès à des points d'eau aménagés avec comme sources de données les relevés administratifs.

La DEP/Santé a été retenue comme seul producteur de données pour la variable enfant de moins de 5 ans souffrant d'insuffisance pondérale. A ce niveau, l'enquête annuelle a été remplacée par les relevés de sources administratives.

Pour le classement de cet indicateur, les avis étaient partagés. Aussi le groupe le soumet-il à l'appréciation de la plénière. Néanmoins, il a tenu à le classer au premier rang.

2.15. Indicateur de la participation des femmes

Le groupe a relevé une répétition de la représentation des femmes au parlement dans les points 1 et 2. Il a donc souhaité une clarification de la définition proposée.

Il a amendé la formule de calcul de l'indicateur, en remplaçant pim par pih. Il a également amendé l'objectif comme suit : « Promouvoir le développement humain ».

Le niveau de désagrégation a été élargi aux régions, provinces et communes.

Au titre des producteurs de données, il a ajouté la Chambre de Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat (CCIA) pour les variables pourcentage de sièges de parlementaires, fonctions de direction et d'encadrement supérieur et pourcentage des postes d'encadrement et fonctions techniques.

Après de larges discussions, l'indicateur a été confirmé dans la catégorie résultat.

2.16. Indicateur de pénurie de capacité

Le groupe a apporté un amendement à la définition en précisant la population concernée. Il s'agit notamment de la population féminine et d'enfants.

Il a toutefois souhaité qu'une clarification soit donnée sur cette définition.

Il a demandé l'objectif en remplaçant un par le.

Le niveau de désagrégation a été élargi aux régions et aux provinces.

Pour l'insuffisance pondérale des enfants de moins de 5 ans, la DEP/Santé a été retenue comme seul producteur de données et pour le taux d'analphabétisme c'est l'INSD qui a été retenu.

Le groupe a exprimé une inquiétude quant à la fiabilité des données au regard de la fluctuation de l'indicateur d'une année à l'autre.

2.17. Indicateur de la participation des enfants

Le groupe a émis des réserves quant à la pertinence de cet indicateur.

2.18. Le taux de croissance réel du PIB per capita

Le Groupe a amendé la définition comme suit :

« Il exprime le taux de croissance réel du PIB par tête d'habitant ». Il a aussi apporté des amendements à la formule de ce calcul : $(\text{PIB réel per capita à l'année } n - \text{PIB réel per capita à l'année } n-1) / \text{PIB réel per capita à l'année } n-1$

Le Groupe a remplacé l'objectif accélérer la croissance économique par améliorer le revenu par habitant.

Il a recommandé d'étendre la désagrégation au niveau régional et provincial.

Il a complété les données de base alimentant l'indicateur en identifiant les variables PIB, population et le déflateur du PIB que produise l'INSD.

Les sources de données sont les comptes nationaux et l'indice harmonisé des prix à la consommation.

L'indicateur a été classé dans la catégorie impact et au 3^e rang de la hiérarchisation.

II.19. Taux d'investissement

Le Groupe a amendé la définition de l'indicateur en renvoyant le mot capital en fin de phrase pour indiquer le fait que les biens de production constituent le capital.

Le nota bene a été renvoyé dans les observations.

Le Groupe a recommandé de clarifier la méthodologie de calcul de l'indicateur en apportant des précisions sur les variables utilisées.

Le mot équitable a été supprimé de l'objectif.

Cependant le Groupe a tenu à renseigner les données de base alimentant l'indicateur. Il s'agit notamment de l'investissement, et du PIB produit par l'INSD.

Cet indicateur a été classé dans la catégorie Input au deuxième rang de la hiérarchisation.

2.20. ICOR

Le Groupe a apporté une précision à la définition en mettant entre parenthèses après « production » (efficacité du capital).

Au niveau de la méthodologie de calcul, l'accroissement du produit a été remplacé par variation de la production.

Le terme équitable a été supprimé de l'objectif.

Le niveau de la désagrégation a été élargi aux secteurs privé et public.

Le Groupe a alimenté les données de base alimentant l'indicateur. Il s'agit notamment de l'investissement et du PIB produit par l'INSD.

Cet indicateur a été classé au 3^e rang de la hiérarchisation. Après de larges discussions, le Groupe a classé l'indicateur dans la catégorie de résultat.

Le Groupe a recommandé de revoir la définition de l'indicateur et la méthodologie de calcul en veillant à les harmoniser avec celles préconisées par l'UEMOA.

Toutefois le groupe a classé l'indicateur dans la catégorie impact et au premier rang de la hiérarchisation.

Le Groupe a proposé une série d'indicateurs à prendre en compte dans le suivi de la pauvreté. Il s'agit de :

- L'indice de Gini pour les dépenses sociales ;
- L'écart entre les prix unitaires des produits acquis par le secteur privé et ceux des produits acquis par le secteur public ;
- Le ratio de soutenabilité de la dette par rapport aux recettes d'exportation.

Par ailleurs le Groupe a relevé l'inexistence d'indicateurs de recettes, de satisfaction des utilisateurs des services publics et d'équité du système fiscal.

Au terme de l'examen du panel proposé, l'indicateur de participation des enfants a été rejeté. Le Groupe a recommandé que les indicateurs portant sur le mécanisme de gestion et de contrôle des finances publiques et le taux de réalisation des objectifs des Ministères sociaux fassent l'objet de réflexion approfondie.

D. RAPPORT DES TRAVAUX DU GROUPE «DEVELOPPEMENT RURAL»

Le Groupe thématique « Développement Rural » a travaillé dans la Salle de Conférence de l'Hôtel Djamou sous la présidence de Monsieur Ezana BAYALA de la DGEP et avait comme Rapporteurs Monsieur Tinga RAMDE du Ministère des Ressources Animales et Monsieur Pamoussa ZONGO du PNGT 2.

Le Groupe a d'abord arrêté une procédure de travail. C'est ainsi que les membres ont convenu de passer en revue tous les indicateurs déjà documentés et d'examiner pour chacun d'eux les aspects ayant trait à leur pertinence, documentation, catégorisation et hiérarchisation. En outre, au terme de l'examen de chaque indicateur, une proposition de recommandation devra être formulée chaque fois que cela s'avérerait nécessaire.

1. Indicateurs du secteur agricole

a) En matière de pertinence, tous les indicateurs ont été jugés pertinents. Cependant, certains d'entre eux ont subi des aménagements. Ainsi :

➤ Quatre (4) indicateurs ont été reformulés. Il s'agit de :

- Elasticité rendements/utilisation d'intrants (ERUI) qui devient Elasticité rendements/utilisation de fertilisants minéraux (ERUF).
- Taux d'Accroissement Objectif de Rendement Agricole (TOA-RA) qui devra être reformulé pour correspondre à la documentation proposée.
- Taux de Sécurisation Foncière (TSF) considéré comme non significatif. Le Groupe recommande que ce résultat soit exprimé en « nombre de producteurs possédant un titre foncier » ou en « superficies sécurisées ».
- Taux de Maîtrise d'Eau (TME) qui devient Taux d'Irrigation (TI) pour correspondre à la définition et au mode de calcul qui sont proposés.

➤ Un indicateur a été ajouté. Il s'agit du Taux des ménages pratiquant la Culture attelée (TMCA) qui remplace le Taux d'Équipement des Ménages Agricoles (TEMA) pour correspondre à la documentation proposée. TEMA a quant à lui été conservé comme indicateur d'Input et devra être documenté.

➤ Les autres indicateurs ont été maintenus avec un certain nombre de remarques qui pourront être prises en compte par le Représentant du Secteur.

b) En matière de documentation, seul un indicateur est à documenter. Il s'agit du Taux d'Équipement des Ménages Agricoles (TEMA) dont l'ancienne documentation a été affectée au nouvel indicateur TMCA.

c) En matière de catégorisation, quatre (4) indicateurs ont changé de catégorie par rapport aux propositions faites. Ainsi :

- Elasticité rendements/investissements (ERI) qui était proposé comme indicateur de résultat devient un indicateur d'impact.

- Elasticité rendements/utilisations de fertilisants minéraux (ERUF) et la Probabilité de Crise Alimentaire (PCA) subissent le même changement de catégorie que ERI.
- Le Taux d'Irrigation (qui a remplacé le Taux de Maîtrise d'Eau) qui était proposé comme un indicateur d'Input devient un indicateur de résultat.

d) En matière de hiérarchisation, un seul indicateur à savoir le Taux de Couverture Céréalière Apparent (TCCA) a été classé comme indicateur de 1^{er} rang et non de 2^e rang comme proposé.

e) Enfin, une recommandation a été proposée pour la mise en œuvre d'un indicateur à savoir le Pourcentage de Ménages se consacrant à l'agriculture de rente (PAR) dont le renseignement nécessitera l'introduction d'une nouvelle fiche dans l'Enquête Permanente Agricole.

2. Indicateurs du Secteur Elevage

Avant d'examiner les indicateurs dans le détail, le Groupe thématique s'est inquiété du nombre très élevé de ceux-ci. En outre, il a déploré que ces indicateurs soient principalement des indicateurs de moyens.

a) En matière de pertinence,

- Le Nombre de Parcs de Vaccination Construits (PVC) et le Nombre de petits sevrés par femelle et par an (NPS) ont été supprimés. Le premier a été jugé non pertinent tandis que le second a été jugé irréalisable.
- Le Nombre de Vaches Inséminées (NVI) et le Taux de Réussite des Inséminations (TRI) ont été jugés non pertinents dans le CSLP au stade actuel. En effet, ces activités sont à leur début et au stade expérimental et embryonnaire.
- Le nombre de zones pastorales délimitées (ZPT), le nombre de zones pastorales aménagées (ZPA) et le Nombre de kilomètres de pistes à bétail délimitées (PBD) ont été jugés peu pertinents car ne donnant aucune indication sur l'atteinte des objectifs fixés. Il a été proposé de fusionner ces trois indicateurs et proposer un indicateur en matière de « Sécurisation des activités pastorales » ;
- Pour les Cultures Fourragères Réalisées (CFR), la Quantité de Fourrages Fauchés et Stockés (SFFS) et la Quantité de Sous-produits

Agro-industriels Disponibles (SPAI), il a été proposé de les fusionner et définir un indicateur qui permettrait de mesurer la satisfaction des besoins alimentaires des animaux.

• Concernant le Nombre de Points d'Eau Pastoraux Créés (PEPC), le Nombre de Parcs de Vaccination Construits (PVC), la Couverture Géographique par les Vétérinaires Privés (VETO), le Nombre de Géniteurs Diffusés (NGD) et le Nombre de Mini-Laiteries Créées et Fonctionnelles (MLCF), le Groupe propose qu'ils soient revus et qu'ils se rapportent à des objectifs de politique pour plus de pertinence.

• La Production Laitière par Vache et par Lactation (PLVL) et le Poids Carcasse des Animaux peuvent fusionner et donner un indicateur qui permette d'approcher la Satisfaction des besoins des populations en lait et en viande.

•

• Le Nombre d'Organisation Professionnelles Créées (OPC) peut être gardée mais le Groupe propose d'évoluer vers le taux d'affiliation des éleveurs pour plus de pertinence.

• Le Taux d'Encadrement des Eleveurs (TEE) devra être reformulé pour plus de compréhension.

• Le Nombre de Marchés à Bétail Créés et Fonctionnels (MARBET) devrait être abandonné au profit des Nombres d'animaux commercialisés pour mieux approcher l'objectif d'amélioration de la commercialisation des animaux.

b) En matière de documentation,

• Un indicateur a été reformulé. Il s'agit du Taux de Couverture Vaccinale contre les Trypanosomoses (TRYPA) qui devient Taux de Protection contre les Trypanosomoses pour tenir compte du fait qu'il ne s'agit pas de vaccin.

• En outre, le Groupe propose une désagrégation des indicateurs au niveau inférieur chaque fois que c'est possible.

c) En matière de catégorisation et de hiérarchisation, seule la Production Laitière par Vache et par Lactation qui était proposée comme indicateur d'Output de 2^e rang a été reclassé comme indicateur de résultat de 3^e rang.

d) La recommandation issue de l'analyse des indicateurs du Secteur Elevage est qu'il est impératif de renforcer le Service des Statistiques Animales afin de disposer de données fiables et plus adaptés aux besoins.

Les indicateurs non documentés, examinés par le Groupe ont concerné :

- 1.5. Promouvoir l'accès des pauvres à l'eau potable et à l'assainissement.
- 2.3.2. Réduction de la vulnérabilité dans les activités agricoles.
- 3.1. Lutte contre la désertification
- 3.2. Gestion responsable de la diversité biologique
- 3.3. Besoins énergétiques

1.5. Promouvoir l'accès des pauvres à l'eau potable et à l'assainissement

- Taux de couverture en eau potable en milieu urbain et
- Taux de Desserte (au lieu de couverture) par point d'eau en milieu rural. Sont des indicateurs pertinents de résultat et de premier rang.
- % des ménages ayant accès à des latrines fonctionnelles et
- Mode d'évacuation des ordures ménagères sont des indicateurs à améliorer par les responsables sectoriels. De même un indicateur pour le traitement des eaux usées est nécessaire car la gestion des eaux usées est un facteur important qui influence l'assainissement et l'hygiène.

2.2. Désenclavement

Le sous-secteur des infrastructures routières et notamment des pistes rurales a proposé deux séries d'indicateurs de suivi qui ont été acceptés et devront être documentés.

➤ Les indicateurs de mise en œuvre qui mesurent le taux d'exécution du programme de construction des pistes rurales et le taux d'entretien des anciennes pistes rurales. Cette catégorie d'indicateurs concerne :

- Les pistes construites
- Les ouvrages importants construits
- Les pistes entretenues
- Les indicateurs de résultats et d'impact

Deux aspects ont été considérés :

1. La mobilité de la population qui indique les facilités de déplacement entre villages et les centres socio-économiques. Les indicateurs sont :

- La mobilité de la population
- Le flux de produits agricoles ou de marchandises diverses
- Le nombre de centres socio-économiques reliés et le taux de fréquentation
- Le nombre d'évacuations sanitaires

2. La soutenabilité économique et financière

Les indicateurs à ce niveau sont :

- Nombre d'emplois créés
- Masse salariale distribuée
- Emplois féminins
- Coûts de transport pour les usagers

Ces indicateurs doivent être formulés, documentés et hiérarchisés par les responsables sectoriels pour être pris en compte.

2.3.2. Réduction de la vulnérabilité dans les activités agricoles

- Taux d'accès à la terre est à documenter en précisant les formes d'accès à la terre pour une prise en compte ultérieure car il sera peu significatif maintenant – (cf. Sécurisation foncière).
- Pourcentage de Plans d'eau piscicoles aménagés pour la pisciculture et
- Nombre de fosses fumières réalisées sont à documenter et intégrées aux indicateurs
- Les activités de recherche développement sont à supprimer car il ne s'agit pas d'un indicateur.

3.1. Lutte contre la désertification

- Stock disponible de ressources en eau
- Hauteur moyenne des pluies

- Superficies couvertes par les feux de brousse (indicateur du PAN-LCD et du PNGT 2) sont des indicateurs pertinents dont la documentation peut être faite en rapport avec le suivi-évaluation du PAN-LCD.

3.2. Gestion Responsable de la diversité biologique

Tous les indicateurs ont été jugés pertinents mais leur mode de détermination et de calcul sont à préciser. Il s'agit :

- Pourcentage de formations classées
- Pourcentage des écosystèmes fragiles protégés
- Stock disponible de ressources forestières
- Conservation des espèces menacées.

3.3. Besoins énergétiques

L'indicateur PIB/Consommation énergétique doit être analysé au niveau macro économique.

Les autres indicateurs suivants du secteur énergie doivent être documentés.

- Evolution du taux d'électrification

$$TE = \frac{\text{Nombre de ménages électrifiés} \times 100}{\text{Nombre total de ménages}}$$

$$\text{Taux de Couverture} = \frac{\text{Superficies loties électrifiées} \times 100}{\text{Superficie Totale habitée}}$$

- Evolution du Coût moyen de production de l'électricité
- Nombre de villes secondaires électrifiées
- Consommations moyennes des ménages
- Nombre de villages électrifiés par système solaire photovoltaïque
- Pourcentage des ménages ruraux ayant accès à l'électricité
- Pourcentage ménages utilisant un foyer amélioré
- Pourcentage ménages utilisant le bois comme combustible.

Vu le nombre trop élevé des indicateurs faire un effort de sélection et d'analyse de sorte à n'en retenir au maximum qu'une dizaine par secteur.

- Harmoniser les indicateurs de l'élevage et de l'agriculture.
- Harmoniser les indicateurs de l'ONAPAD avec ceux du Suivi-évaluation du PAN-LCD
- Analyser les revenus en milieu rural en tenant compte des sources de revenus (agriculture, élevage, pêche, etc.) et du genre.
- Que les indicateurs de l'énergie soient regroupés et traités dans le secteur unique de l'énergie et non inclus dans les indicateurs de développement rural comme dans le document « Eléments d'actualisation du Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté ».

ANNEXE I : LISTE DE PRESENCE

GRUPE THEMATIQUE “ BUDGET ET MACRO-ECONOMIE ”

N°	Nom & Prénoms	Fonctions	Structure	Téléphone	Email
1	ZONON Abdoulaye		CAPES	36 96 14	
2	TIENDREBEOGO A. Magloire		Canada	30 76 77	
3	SAWADOGO Thierry Roger		DGTCP/PG	32 49 89	
4	OUATTARA Adama Nouhoun	Fondé de Pouvoirs	BCEAO	30 60 15	aouattara@ouaga.bceao.int
5	DRABO Marie-Thérèse		Premier Ministère	31 72 98	
6	OUEDRAOGO Dieudonné		INSD/DEE	32 46 30	
7	SANOOGO Boulaye		DREP/Tenkodogo	71 00 47	
8	DEMBELE François d'Assise	Directeur	DREP/NORD	55 01 68	demfrank@yahoo.fr / drepond@fasonet.bf
9	SACAZE Jean-Pierre	Economiste	SCAC – Ambassade de France	30 67 74	Jean-pierre.Sacaze@diplomatie.fr
10	YAMEOGO Félix		DG-Coop.	31 08 24	
11	DIOP Mariam		Ambassade Royale Danemark	31 31 92	
12	COMPAORE Siguian		PRGE	32 45 29 / 30	
13	OUATTARA Bamory	Directeur	DEP/MEF	32 62 92	Bamory.ouattara@finances.gou.bf
14	KYELEM Bonaventure	Chargé de Programme	PNUD	30 67 62	
15	SAWADOGO Sita Malick	Economiste	Coopération Suisse		
16	BENAO Zakaria		DGB/MFB	32 63 51	

GRUPE THEMATIQUE SANTE

N°	Nom & Prénoms	Fonctions	Structure	N° Téléphone	Adresse Email
1	SANGARE Maimouna	Directrice DPS	STC/PDES	32 43 61/25 75 73	sangmay@hotmail.com
2	Dr. YAMEOGO K. Robert	Chef de Service Information Sanitaire	DEP/Ministère de la Santé	32 46 62/ 25 87 01	Obyam@hotmail.com Dep@sante.gov.bf
3	Dr. BAMBAA Azara	Chargé de Programme OMS	Représentation de l'OMS	30 65 09	bambaa@wr.oms.bf
4	BOMBIRI Paul	VNUN	Observatoire de la Pauvreté et du DHD/PRGE	25 45 62 30 77 40 / 54	Pbombiri@yahoo.fr
5	GUENDE Hamado	Chef Service Statistique	CNSS	30 86 63	hguende@yahoo.com
6	DERA Lassané	Chef de Service	SCPC/INSD	32 46 28/26 60 59	insd@cenatrin.bf
7	ZONGO Anatole-Thierry	Chargé de Programme RAF/95/009	Cellule renforcement de la société civile SPONG	36 09 95/82 36 23	Spong.bf@fasonet.bf zongo_th@yahoo.fr

GROUPE THEMATIQUE EDUCATION

N°	Nom & Prénoms	Fonctions	Structure	Téléphone	Adresse Email
1	ILBOUDO François	Directeur de la Démographie	INSD	30 67 97	ilboudo_fr@hotmail.com
2	COMBASSERE S. Célestin	Chef de Service Statistique et Carte Scolaire	DEP/MEBA	30 73 08 31 28 84	celestins.combassere@meba.gov.bf
3	ZONGO O. Bruno	Chef Service Statistiques, Carte Scolaire et Documentation	DEP/MESSRS	32 48 63 31 82 42	ouinoaga.zongo@messrs.gov.bf
4	SANOGO Séni	Economiste	METSS/ONPE	26 39 56	Seni.Sanogo@caramail.com
5	OUANGRAOUA/SORGHO Madeleine	Géographe	SPONG SG COAFEB	36 19 03 82 69 39	
6	SAWADOGO Dramane	Chargé de Programme	Coopération Suisse	31 31 77	alpha@fasonet.bf
7	SANOOU/ZERBO Salimata	Chargée d'Etudes	Secrétariat Permanent du Plan Décennal	33 12 88 / 89	Salimata_zerbo@yahoo.com
8	SOMDA Prosper	Enseignant/Chercheur	UFR/SEG-CEDRES	34 21 55 30 73 69	prosper.somda@univ-ouaga.bf
9	OUEDRAOGO Emmanuel	Directeur	DRH-MFB	32 45 29	-
10	BATIONO B. Claude	Socio-économiste	ONAPAD	32 49 74	C_bationo@hotmail.com
11	OUEDRAOGO Fatimata	Consultante	Coopération Canadienne	30 76 77	fati.ouedraogo@uacc.bf

GROUPE THEMATIQUE DEVELOPPEMENT RURAL

N°	Nom & Prénoms	Fonctions	Structure	N° Téléphone	Adresse E-mail
1	BONKOUNGOU K. Félix	Statisticien DSG	DSG/INSD	32 40 45	Felix-bkf@hotmail.com
2	ZIDA Jean Edmond	Economiste	DGE/MCE	30 79 78	dge@cenatrin.bf
3	BADOLO Marcel	Economiste	DEP/Ministère Mines Carrières et Energie	36 68 08	badolof@caramail.com
4	ZIGANI L. Mathias	Directeur d'exploitation	SONAGESS	31 28 05/06	Sonagess@Liptinfor
5	SCHOOLKATE Hans	Conseiller Techn. Cellule Appui Prog. Développement Local	DGEP/CA-PDL (Représentant Amb. Pays-Bas)	31 65 78	hanssch@fasonet.bf
6	BITIBALY S. Marc	Ingénieur Agronome	SAPS/DEP/Minist. Agricult.	32 41 18	-
7	GUIGMA Salif	Chef de Division Elaboration des Politiques	SP/CPSA Ministère Agricult.	31 84 61	salifg@yahoo.fr
8	PODA Etienne	Agronome	SPONG/OCADES	62 16 23	poda_etienne@yahoo.fr
9	BAMBA Kassoum	Assistant au Programme	FAO	30 60 57	FAO-BFA@field.fao.org
10	ZAONGO Claude	Statisticien	SONABEL	30 61 00	zcben@yahoo.fr

N°	Nom & Prénoms	Fonctions	Structure	N° Téléphone	Adresse E-mail
				26 46 86	
11	KABORE Moussa	Statisticien	SSA/DEP/MA	32 45 79/80	agrstat@fasonet.bf
12	TOE D. Honoré	DEP	MEE	32 40 78	Toehonod@hotmail.com
13	KABORE Daniel	Chef Cellule Macro-Economie et Economie des filières INERA	INERA	31 92 02/08	Kaboredaniel@hotmail.com jkabore@fast.univ-ouaga.bf
14	OUEDRAOGO Boubacar	Programme GIRE	MEE / DGH	32 42 26	Gire@liptinfor.bf
15	KABORE D. Victor	Ingénieur	DEP/MIHU	32 49 25	-
16	BAYALA Ezana	Chargé d'Etude à la DGEP	DGEP	32 63 27 81 25 91	BAYALEZ.@yahoo.fr
17	ZONGO Pamoussa	Chargé de Suivi/Evaluation	PNGT 2	32 60 27 32 47 53/54	chrisamba@hotmail.com
18	RAMDE Tinga	Chef Service Suivi-Evaluation Anal. & Prévisions Secteur Elevage	DEP/MRA	32 60 51 24 63 29	-
19	COULIBALY Modibo	Stagiaire	ONAPAD/INSD	32 45 79	-
20	BOUGMA Boureima	Expert National Socio-Economiste	PRGE/Etude Nationale Prospective “ Burkina 2025 ”	32 61 97	bbougma@yahoo.fr
21	SORE Idrissa	DEP	DEP/MATD	32 45 20	Idrissa.sore@mats.gov.bf

II.

ATELIER DE VALIDATION DES INDICATEURS DE SUIVI DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, TENKODOGO, DU 27 ET 28 DECEMBRE 2002

Les 27 et 28 décembre 2002 s'est tenu à Tenkodogo, dans la salle de conférence de l'hôtel Djamou, l'atelier de validation des indicateurs de suivi de l'emploi et de la formation professionnelle.

Organisé par l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (ONEF) en collaboration avec sa structure de tutelle, le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse, cet atelier regroupé une cinquantaine de participants issus de l'administration centrale, décentralisée et déconcentrée, des représentants des partenaires au développement du Burkina Faso, des représentants d'organisations sous régionales, de projets d'appui, d'organisations syndicales et professionnelles.

Les objectifs de l'ateliers étaient d'une part, d'identifier sur une base consensuelle des indicateurs pertinents pour le suivi de l'emploi et de la formation professionnelle et dont le système national d'information statistique est capable de prendre en charge (production, mise à jour régulière, analyse et diffusion) et d'autre part, de dégager les éléments d'un cahier de charge pour la mise en œuvre de ces indicateurs.

Le présent rapport fait l'économie des travaux de l'atelier et s'articule autour de six points :

- la cérémonie d'ouverture ;
- la présentation des termes de référence et des résultats attendus de l'atelier ;
- la communication sur la dimension emploi dans le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) ;
- la communication portant sur les grandes lignes de la stratégie nationale de promotion de l'emploi et de la formation professionnelle et les politiques et programmes d'emploi mis en œuvre actuellement par le MTEJ ;
- la communication sur les indicateurs clés du marché de travail du BIT ;
- la communication sur les éléments d'un cahier de charge pour la mise en œuvre de ces indicateurs retenus.

1 - La cérémonie d'ouverture ;

Elle a été présidée par le Secrétaire général du MTEJ, Monsieur FIORO Albert DOH, assisté de Monsieur le Maire de la ville de Tenkodogo, de Monsieur le représentant du Représentant Résident du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), de Monsieur le Directeur Général de l'Office National de la Promotion de l'Emploi et de Monsieur le Coordonnateur du Projet d'Appui au Renforcement de la Gouvernance Economique (PRGE).

Trois allocutions ont marqué la cérémonie d'ouverture : le mot de bienvenue du Maire de la ville de Tenkodogo, l'allocution du représentant du Représentant Résident du PNUD et le discours d'ouverture prononcée par le Secrétaire général du MTEJ.

Toutes ces allocutions ont insisté sur l'importance de l'emploi et de la formation professionnelle dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de la promotion de l'emploi et de la formation professionnelle d'une part, et dans le processus de lutte contre la pauvreté d'autre part. Elles ont également rappelé l'importance capitale de l'atelier pour la prise en compte des volets emploi et formation professionnelle dans le processus de suivi du CSLP.

Au titre des actions futures, les trois intervenants ont souhaité que les travaux débouchent sur des indicateurs clés qui pourront permettre une meilleure prise en compte des questions de l'emploi et de la formation professionnelle dans le CSLP lors de la prochaine révision de celui-ci en 2003.

A l'issue de la cérémonie d'ouverture un présidium a été mis en place pour conduire les travaux :

Président : Monsieur Salia SANOU, SG-MTEJ

Rapporteurs :
M. Frédéric KABORE, DGETSS
M. Jean-Baptiste OUEDRAOGO, STC-PDES

2 - La présentation des termes de référence et des résultats attendus de l'atelier

Les objectifs de l'atelier et les résultats attendus ont été rappelés dans une brève communication. L'atelier devra permettre :

- de définir et de valider de façon consensuelle un périmètre d'indicateurs pertinents couvrant aussi bien l'emploi que la formation professionnelle ;
- d'identifier des indicateurs pouvant être pris en charge par le système national d'information statistique ;
- de rédiger un rapport de synthèse qui rend compte des travaux de l'atelier.

3. La dimension emploi formation professionnelle dans le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP)

Le présentateur a rappelé en introduction le contexte d'élaboration du CSLP au Burkina Faso avant d'articuler son exposé autour des points suivants :

- le rappel sur les grandes orientations politiques des 20 dernières années ;
- la dimension de l'emploi dans le CSLP ;
- les indicateurs possibles contenus dans le CSLP ;
- les insuffisances de la prise en compte de l'emploi dans le CSLP ;
- les perspectives.

En ce qui concerne le rappel sur les grandes orientations politiques des 20 dernières années, il est ressorti que la politique économique au Burkina Faso depuis les années 1980 a été marquée par trois types de modèles de développement : le modèle dirigiste, celui basé sur l'ajustement structurel et celui basé sur le concept de développement humain durable. Cette étape marque la volonté de rompre avec la gestion de court terme du développement.

Par rapport à la dimension de l'emploi dans le CSLP, deux sous-points ont été développés : la problématique de l'emploi et de la pauvreté d'une part, le CSLP et l'emploi d'autre part.

Au niveau de la problématique de l'emploi, quelques résultats des deux enquêtes prioritaires sur les conditions de vie des ménages réalisées en 1994 et en 1998 relatifs à l'emploi ont été présentés ainsi que le lien entre la pauvreté et l'emploi de façon générale et particulièrement au Burkina Faso à travers les causes fondamentales de la pauvreté qui sont :

- l'accessibilité réduite des pauvres aux ressources productives et aux services sociaux de base ;
- la faiblesse de la productivité des facteurs de production notamment le travail lié au bas niveau de développement du capital humain ;
- la faible diversification des activités économiques.

En ce qui concerne le CSLP et l'emploi, il est ressorti que même si certaines questions relatives à l'emploi sont évoquées à travers les Axes prioritaires 2 et 3 du CSLP, cette prise en compte est restée insuffisante.

Par ailleurs, le volet relatif à la formation professionnelle est totalement absent du CSLP. Cette situation s'explique en partie par l'absence d'une stratégie nationale de la promotion de l'emploi et de la formation professionnelle au moment de l'élaboration du CSLP.

Malgré ce déficit dans la prise en compte de l'emploi et de la formation professionnelle, le communicateur a tenté de mettre en évidence dans le CSLP quelques indicateurs sur l'emploi. Il s'agit d'indicateurs directement liés à l'emploi et d'indicateurs relatifs à des actions de soutien à la promotion de l'emploi.

Il a conclu en insistant sur la nécessité d'intégrer l'emploi et la formation professionnelle dans les axes stratégiques du CSLP lors de la révision de celui en 2003. Cette prise en compte s'appuiera d'une part sur les orientations de la stratégie nationale de promotion de l'emploi et de la formation professionnelle adoptée par le Conseil des Ministres par décret N°2001-474/PRES/PM/METS du 18 septembre 2001 et d'autre part sur les indicateurs qui auront été retenus par le présent atelier.

A l'issue de cette présentation les préoccupations des participants ont essentiellement porté sur des contributions et des questions de compréhension notamment le contenu de certains résultats sur l'emploi, les échéances des politiques de développement, le renforcement des capacités humaines, la non prise en compte de la formation professionnelle dans le CSLP en relation avec le prélèvement de la Taxe patronale d'apprentissage (TPA).

Toutes ces préoccupations ont reçu des réponses adéquates de la part du communicateur et de certains participants.

4. Les grandes lignes de la stratégie nationale de promotion de l'emploi et de la formation professionnelle et les politiques et programmes d'emploi mis en œuvre actuellement par le MTEJ

Après un bref rappel du processus d'élaboration du cadre stratégique de promotion de l'emploi et de la formation professionnelle, le communicateur a axé son exposé sur la présentation dudit document, du plan d'action de la promotion de l'emploi et de la formation professionnelle et des actions entreprises par le MTEJ.

En ce qui concerne le document cadre stratégique de promotion de l'emploi et de la formation professionnelle, il précise les axes d'intervention susceptibles d'amplifier le potentiel de création d'emplois dans la perspective d'inverser la tendance ascendante du chômage au Burkina Faso. Pour ce faire, les mesures suivantes sont mises en œuvre :

- l'amélioration de la visibilité des décideurs et des acteurs sur le marché du travail ;

Il s'articule autour de trois (3) axes principaux comprenant chacun plusieurs programmes :

- le premier axe : créer un environnement favorable à la promotion de l'emploi ;
- le deuxième axe : développer la formation professionnelle et l'apprentissage ;
- le troisième axe : accroître et renforcer les capacités opérationnelles des services en charge de la promotion de l'emploi et de la formation professionnelle.

- la mise en cohérence de l'environnement législatif et réglementaire des affaires, en particulier la législation sociale avec l'objectif de création d'emplois ;
- l'instauration d'un réseau de services d'appui aux promoteurs et à la micro entreprise dans les principaux centres urbains ;
- la conception et la mise en œuvre de programmes de création directe d'emplois en faveur du monde rural, du secteur informel urbain, des jeunes diplômés et des femmes, dans l'optique de lutter contre la pauvreté.

Le document précise également les axes d'intervention pour le développement de la formation professionnelle. Ces axes sont essentiellement orientés sur le monde du travail et la satisfaction des besoins en compétences des entreprises, en l'occurrence celles du secteur privé. Ils concernent :

- la définition d'un cadre juridique approprié au développement de la formation professionnelle ;
- le développement de l'ingénierie de la formation professionnelle et de la formation des acteurs ;
- la réhabilitation et l'accroissement du dispositif national de formation ;
- la définition des filières prioritaires de formation ;
- la coordination du système national de formation professionnelle.

Le plan d'action national de promotion de l'emploi et de la formation professionnelle a été élaboré en vue de rendre opérationnelles les orientations fondamentales données par le cadre stratégique de la promotion de l'emploi et de la formation professionnelle.

Quant aux actions entreprises par le MTEJ, elles sont centrées sur la politique de l'auto emploi. Cette politique est soutenue par l'amélioration de l'accès au financement des micro, petites et moyennes entreprises, par la formation au profit des jeunes et par l'amélioration des infrastructures de formation.

A l'issue de l'exposé, les participants ont essentiellement échangés sur les questions suivantes:

- l'accessibilité des structures de financement des micro, petites et moyennes entreprises ;
- la contribution du MTEJ à la relecture du CSLP ;
- le statut et l'encrage institutionnel de l'ONEF à titre d'information.

5. Les indicateurs clés du marchés de travail du BIT

La communication relative à ce thème s'est articulée autour de quatre points :

- la définition de la notion d'indicateur ;
- la justification des indicateurs clés du marché de travail ;
- l'utilité de ces indicateurs ;
- la répartition des indicateurs en groupes.

Le communicateur a présenté et commenté la liste des vingt indicateurs clés du marché de travail retenus par le BIT et relevé que la liste ne couvre pas le domaine de la formation professionnelle et technique.

Sur la base des indicateurs du BIT, l'ONEF a dressé une liste d'indicateurs prioritaires sur l'emploi et la formation professionnelle tenant compte des spécificités du Burkina Faso et de la disponibilité des données statistiques. Ces indicateurs ont été regroupés en cinq thèmes : l'emploi, les dynamiques d'emploi et le suivi des politiques d'emploi, le sous-emploi, les salaires, la formation professionnelle.

Les débats sur ce point ont permis aux participants d'apporter des amendements sur les indicateurs prioritaires et d'apporter des contributions pertinentes pour améliorer cette liste.

Les amendements suivants ont été proposés :

- dans le thème sous emploi, remplacer l'expression "emploi à temps partiel" par "travail à temps partiel" au niveau de l'indicateur 10.
- dans le même thème, il a été préconisé de raisonner sur la base de 40 heures légales de travail hebdomadaire en ce qui concerne la durée du travail.

Au titre des contributions les éléments suivants ont été pris en compte dans la liste des indicateurs prioritaires :

- le nombre de projets financés par des structures autres que celles sous tutelle du MTEJ;
- le sous emploi lié à la qualification;
- le temps mis pour la recherche d'un emploi;
- les pertes d'emploi.

De façon particulière, en ce qui concerne le thème de la formation professionnelle, il a été relevé la nécessité :

- d'élargir les indicateurs à l'enseignement supérieur et à l'apprentissage ;
- de tenir compte du taux d'insertion professionnelle des sortants des établissements d'enseignement technique et des centres de formation professionnelle ;
- de désagréger la plupart des indicateurs suivant le milieu de résidence, le niveau d'instruction et d'alphabétisation ;
- de prendre les coûts unitaires de formation et les financements de la formation professionnelle ;
- de prendre en compte la formation professionnelle dispensée dans les structures publiques ;
- de prendre en compte les besoins en qualification des entreprises ;
- de tenir compte des préoccupations relatives à la disponibilité d'un répertoire des centres de formation hors enseignement technique ;
- de poursuivre la réflexion pour approfondir les questions relatives au taux d'accès à la formation et aux taux de satisfaction des entreprises.

6. Les éléments d'un cahier de charge pour la mise en œuvre de ces indicateurs retenus

Les débats sur les éléments d'un cahier de charge pour la mise en œuvre de ces indicateurs retenus ont été introduits par un exposé qui a brièvement rappelé la liste des indicateurs retenus par thème avant de mettre l'accent sur les sources de données disponibles, les besoins nouveaux et la prise en charge des indicateurs retenus.

Les sources de données sont diverses et concernent essentiellement l'INSD, le MTEJ, le MESSRS, la Direction Générale des Impôts (DGI), la Direction Générale du Développement Industriel (DGDI), Les fonds d'appui à la

promotion de l'emploi, le Ministère de la Fonction Publique et de la réforme de l'Etat (MFPRE), la Direction des Statistiques Agricoles (DSA), La CCIA-B, la Direction Générale du Commerce (DGC), etc.

Les besoins nouveaux concernent une série d'enquêtes à réaliser en vue de fournir des données permettant d'alimenter les différents indicateurs.

S'agissant de la prise en charge des indicateurs, elle incombe aux structures ci-dessus citées selon la spécificité de chaque indicateur et la position de ces structures par rapport au processus de production des données statistiques permettant d'alimenter ces indicateurs.

Les aspects relatifs aux modalités de prise en charge des indicateurs (périodicité, moyens matériels, humains et financiers) n'ont pas été abordés au cours du présent atelier étant donné que le traitement de ces questions nécessite au préalable un travail de base. Les participants ont souhaité que le cahier de charge puisse être complété par ces éléments.

A l'issue des travaux les participants ont formulé trois recommandations. Il s'agit :

- De documenter, d'analyser tous les indicateurs et de produire dans les meilleurs délais un rapport sur la situation de l'emploi au Burkina Faso ;
- De renforcer la DEP/MTEJ en moyens matériels, financiers et humains en vue de lui permettre de jouer efficacement son rôle d'animateur du sous système d'informations sur l'emploi et la formation professionnelle ;
- De mobiliser de façon conséquente les ressources en vue de permettre la satisfaction des besoins nouveaux en information qui ont été identifiés.

L'Atelier

ANNEXE 1 : LISTE DES PARTICIPANTS

N°	NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	TELEPHONE ET EMAIL
01	KABORE Frédéric	DGEFP/ONEF	Economiste	31-07-07 / 60 -12 – 08 fredo-bf@yahoo.fr
02	SANOGO Séni	ONPE/ONEF	Economiste	30 77 40 / 26 39 56 s-seni@cenatrin.bf SeniSanogo@caramail.com
03	SANOOU Salia	ONPE	Directeur Général	30 00 97
04	SAGNON Amadou	DEP/MTEJ	Correspondant ONEF	31 07 09 asagnon@yahoo.fr
05	SANON Karim	ONPE/ONEF	Sociologue	30 77 40 /50
06	OUEDRAOGO Hato	ONPE / ONEF	Chef de service	30 77 40 ; 30 77 54
07	SOULAMA T. Timothée	MTEJ	DG du Travail et de la Sécurité Sociale	30 85 68 tsoulama@caramail.com
08	KABORE François	Fonds d'Appui au Secteur Informel (FASI)	Chargé d'Etudes	31 80 62 / 26 56 73 frankois2@yahoo.fr
09	OUEDRAOGO Roudsanva Oumar	Union des Jeunes pour le Développement (UJD)	Président	31 51 78 / 25 83 49 jeudev@netcourrier.com
10	TRAORE Bakari	INSD	Statisticien	26 32 52 baktraore@hotmail.com
11	GUIRE Kassim	DRED-Centre Est	Expert en base de données	71 00 47 kassinguire@yahoo.fr
12	PARE Etienne	CNSS	Conseiller Technique	33 03 74
13	OUANGRE Norbert	CGT-B	Secrétaires aux Questions sociales	84 85 49
14	ZABSONRE Agnès	INSD/DSG	Agent DSG	32 40 45 / 32 48 14 zabsonre_agnes@yahoo.com
15	SANOOU Fernand	PRGE	Expert National Sociologue	32 6117 / 62 33 99 fsanou@cenatrin.bf
16	OUBA A. Albert	MTEJ	Economiste, membre de l'équipe ONEF	31 09 60/61 – 62 77 53 aouobah@yahoo.fr
17	PALENFO Lakoté Frédéric	DGTSS / MTEJ	Economiste, membre de l'ONEF	30 85 68 / 31 37 24
18	DAHANI T. Christian	UGTB	Secrétaire Général	44 08 93 / 81 85 95
19	OUEDRAOGO Laurent	Confédération Nat. des Travailleurs du Burkina	Secrétaire Général Confédéral	31 23 95 / 25 20 91
20	GUINDO Oumar	Projet PFP	Chef de Projet	30 88 60 gopapfp@liptinfor.bf
21	OUBDA Michel	Directeur Général de la Jeunesse		31 46 53
22	LANKOANDE Issaka	DG ESTP / MESSRS	DESTPP	31 30 70 / 32 61 78
23	SOMDA N. Rigobert	INSD	Ingénieur des travaux Statistiques	32 49 76
24	KABORE Jean-Noël	Conseil National du Patronat Burkinabè	Chargé de relation avec les groupements	33 03 09 / 62 64 41 jeannoel.kabore@caramail.com
25	COMPAORE Pamoussa Ferdinand	DEP/MESSRS	Chargé d'études statistiques et de la carte scolaire	32 48 63 / 82 67 20 compaf2002@yahoo.fr
26	YAMEOGO Mamadou	Fonds d'Appui à la Promotion de l'Emploi (FAPE)	D.A.A.F	31 51 78 - 81 90 77

N°	NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	TELEPHONE ET EMAIL
27	YAMPONI François Xavier	U.S.T.B	Secrétaire Presse / Information	30 68 36 - 82 16 42
28	OUEDRAOGO Mohamed Zéini	Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat	DEP	30 19 57 / 63 47 20
29	OUEDRAOGO Jean-Baptiste	STC-PDES	Chargé d'Etudes	32 40 56 mamondgue@hotmail.com
30	OUYA Emile	PNAR-TD	Conseiller des Affaires Economiques	31 09 60 / 61 69 02
31	SAWADOGO Hamadou	STC-PDES	Chargé Programme Suivi Mesure Dimension spatiale et Genre de la Pauvreté	32 40 56 / 32 43 46 sawadogo_hamado@yahoo.fr
32	KONKOBO Ouambi dit Séni	ONAPAD	Stagiaire	okonkobo@caramail.com
33	TIENDREBEOGO L. Joseph	Forces Ouvrières / UNSL	Secrétaire Général	26 17 94
34	LILIOU B. Jean-Mathias	Confédération Syndicale Burkinabè (CSB)	Secrétaire Général	31 83 98 / 25 31 74
35	YAMEOGO Henri Dieudonné Marie	Direction Générale de l'Artisanat (MCPEA)	Conseiller des Affaires Economiques	30 83 17 / 19
36	KAMBOULE Lamissou	Ministère du travail	Membre équipe / ONEF	31 07 07 kamboule@yahoo.fr
38	OUEDRAOGO Harouna	Economiste National	PNUD	30 67 62/63 harouna.ouedraogo@undp.org
39	KYELEM Bonaventure	Chargé de Programme	PNUD	30 67 62/63 Bonaventure.kyelem@undp.org
40	DOH Fioro Albert	Secrétaire Général	MTEJ	
41	BONKOUNGOU Maxime	Expert en Observatoires	PRGE/ONAPAD	32 46 34 / 21 42 99 mbonkougou@yahoo.com
42	COMPAORE Siguian	Coordonnateur Technique National	P.R.G.E	32 45 29/30 / 21 00 77
43	BOMBIRI Paul	VNU/Statisticien	ONEF/PRGE	30 04 71
44	COMPAORE Alain	Chargé d'Equipement	P.R.G.E	32 45 29/30
45	KABORE Odile	Secrétaire	PRGE/ONAPAD	32 49 75 odile.kabore@undp.org
46	OUEDRAOGO/KABORE O. Florence	Chef de service des Prog. de la formation et de la Coopération	DEP/MTEJ	31 07 09
47	SENI Z. Paul	DRTEJ/C (MTEJ)	Direct. Rég. Travail, Emploi Jeunesse/Cent	33 21 21
48	DABIRE N. Dieudonné	MTEJ	DG/Emploi et Format. Professionnelle	31 07 00
49	COMPAORE Saïdou	ONSL	Syndicaliste	34 34 69

III.

ATELIER DE VALIDATION DES INDICATEURS DE SUIVI DU SECTEUR PRIVE ET DE LA COMPETITIVITE, KAYA, LE 7 MARS 2003

Le vendredi 7 mars 2003, s'est tenu dans la salle de conférence de l'Hôtel Kaziendé à Kaya, un atelier de validation des indicateurs de suivi du secteur privé et de la compétitivité. Etaient présents à cette rencontre, une quarantaine de représentants de l'administration centrale, de la société civile, des institutions et organismes régionaux et des partenaires au développement bilatéraux et multilatéraux (voir liste des participants en annexe).

La cérémonie d'ouverture a été ponctuée par trois interventions :

- La première a été prononcée par le Président du comité d'organisation, qui a d'abord remercié les participants pour leur présence effective à l'atelier de validation des indicateurs de suivi du secteur privé et de la compétitivité. Il a ensuite indiqué que cet atelier, troisième du genre, s'inscrit dans une série de quatre ateliers programmés pour identifier des indicateurs pertinents couvrant tous les secteurs pris en compte dans le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté. Enfin, tout en s'excusant des éventuelles imperfections dans l'organisation, il s'est dit favorable aux critiques et suggestions pouvant aider à améliorer les futures prestations de son équipe.
- La deuxième intervention fut celle du représentant du Représentant Résident du PNUD. Il a félicité le Gouvernement pour l'organisation de cet atelier qui s'insère en droite ligne des objectifs inscrits dans le CSLP, notamment l'accroissement de la compétitivité de l'économie et la réduction du coût des facteurs.

Il a rappelé les différents forums, ateliers et travaux qui se sont tenus dans le cadre régional, sous-régional et international où la question de compétitivité a été au centre des débats.

Le représentant du Représentant Résident du PNUD, tout en faisant référence à l'atelier de Tenkodogo tenu en juin 2002 et qui a permis de dégager une centaine d'indicateurs couvrant sept grands secteurs, a invité les participants à catégoriser, hiérarchiser et identifier les structures de base chargées de produire et de mettre à jour les informations de bases nécessaires au calcul des indicateurs retenus. Ceux-ci doivent servir de base à une analyse de la pauvreté et du DHD et d'input à la relecture du CSLP cette année.

Il a, au nom du Représentant Résident, réitéré ses félicitations au Gouvernement et particulièrement aux autorités du Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat, pour l'organisation et la tenue du présent atelier et rassuré les participants de la disponibilité du PNUD pour appuyer les initiatives pertinentes qui découleraient du présent atelier.

- La troisième allocution a été prononcée par Madame la Secrétaire Générale du Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat.

Avant de déclarer ouverts les travaux de l'atelier, elle a tout d'abord remercié les participants pour leur présence et pour leur disponibilité. Elle a rappelé les différents programmes et stratégies adoptés par le Gouvernement pour faire du secteur privé le moteur de la croissance. Cette option est clairement reflétée dans le Document cadre stratégique de lutte contre la pauvreté à travers l'axe prioritaire I qui préconise d'accélérer la croissance en la fonder sur l'équité.

Tout en soulignant le caractère général, non quantitatif et difficilement mesurable des objectifs inscrits dans les programmes et stratégies actuels, elle a indiqué que cet atelier devra permettre d'identifier des indicateurs pertinents pour le suivi et l'évaluation du secteur privé et de la compétitivité.

Elle a invité les participants, à s'appuyer sur les indicateurs proposés par les consultants commis à la tâche afin de :

- valider de façon consensuelle un périmètre d'indicateurs de suivi du secteur privé et de la compétitivité en relation avec la lutte contre la pauvreté ;
- catégoriser et hiérarchiser ces indicateurs ;
- définir des éléments d'un cahier de charge pour la mise à jour périodique des indicateurs par l'appareil statistique national.

Enfin, elle a invité les partenaires au développement qui ont fait l'honneur de nous accompagner dans cet exercice à appuyer financièrement et techniquement la collecte de l'information nécessaire à l'alimentation des indicateurs retenus et qui sont attendus pour la révision en cours du CSLP.

Avant de donner la parole aux consultants, il a été procédé à la mise en place du présidium des travaux composé comme suit :

Présidente :

- Madame la Secrétaire Générale du Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat (MCPEA)

Rapporteurs :

- Direction Générale de la Promotion du Secteur Privé (DGPSP) ;
- Secrétariat Technique pour la Coordination des programmes de Développement Economique et Social (STC/PDES).

Dans sa communication, le consultant a présenté de façon succincte le document devant servir de base de discussion. Il s'est surtout appesanti sur quelques définitions clés à savoir le secteur privé et la compétitivité, les facteurs qui soutiennent la compétitivité (NTIC, gestion macro-économique, développement des ressources humaines, environnement commercial, etc.).

Les stratégies retenues pour développer le secteur privé et rendre l'économie compétitive, sont entre autres, la productivité, l'accès au crédit et l'exploitation des opportunités d'accès au financement (Bourses Régionales des Valeurs Immobilières) et la bonne gouvernance.

Avant de procéder à l'examen des 25 indicateurs identifiés, le consultant a tenu à rappeler aux participants, que ces indicateurs ne sont probablement pas exhaustifs, d'où la possibilité d'en proposer d'autres.

C'est suite à cette présentation que la parole a été donnée aux participants qui ont fait des observations sur le document en vue de son amélioration. Il s'agit notamment de la nécessité :

- de recouper certains indicateurs nationaux avec ceux de la sous-région pour permettre de mieux rendre compte de la compétitivité (prix moyens de l'eau, des hydrocarbures, de l'électricité, du transport, etc.) ;
- d'approcher certains services techniques (ONEA, SONABHY, SONABEL, etc.) pour des compléments d'informations ;
- d'actualiser les données contenues dans le rapport, notamment ceux relatifs aux comptes économiques de la nation ;
- d'étoffer le paragraphe de la page 4 pour mieux faire ressortir la problématique de la participation du secteur privé dans la lutte contre la pauvreté ;
- de faire le point sur la mise en œuvre des stratégies et politiques de développement du secteur privé adoptés ces dernières années ;
- d'analyser la compétitivité de l'économie burkinabè sur la base des données statistiques nationales existantes et ne pas se cantonner aux données globales sur les pays en développement ;
- de compléter les informations relatives à l'évolution de l'investissement privé avec des données antérieures à 1997 et de rapprocher la Direction Générale de la promotion du secteur privé (DGPSP) pour harmoniser les définitions ;
- d'étayer l'analyse relative à la fiscalité avec des données chiffrées et procéder à des comparaisons avec d'autres pays de la sous-région avant de tirer des conclusions (page 16) ;
- de parler plutôt de non application des textes au lieu de vide juridique en ce qui concerne la réglementation des activités (page 19) ;
- d'apporter des précisions sur le tableau de la page 22 portant sur l'évolution des coûts des facteurs au Burkina (moyenne simple ou pondérée ? prix Ouagadougou ou moyenne nationale ? etc.) ;
- de prendre en compte dans l'analyse des politiques nationales de développement du secteur privé les stratégies contenues dans le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) ;
- de rechercher des informations sur d'éventuelles collaborations d'entreprises burkinabès avec des structures régionales ou internationales de normalisation ;
- Etc.

A l'issue de ces échanges, les participants ont parcouru les différents indicateurs proposés. Cinq nouveaux indicateurs ont été identifiés. Il s'agit de :

- délais de création d'une entreprise ;
- coût moyen du transport ;
- nombre d'entreprises en cessation d'activités ;
- l'intensité capitalistique ;
- taux de change effectif réel

Des amendements ont été apportés tant sur l'intitulé des indicateurs que les éléments mesurés et la définition.

Enfin, en vue de constituer un cahier de charges, les sources de données et les producteurs ont été identifiés (voir tableau synoptique de présentation des indicateurs du secteur privé et de la compétitivité joint).

Dans son mot de clôture, Madame la Secrétaire Générale du MCPEA a félicité les participants pour leur disponibilité et de leur esprit de franche collaboration qui a prévalu tout au long des travaux. Elle a, une fois de plus, exhorté les partenaires au développement à rester aux côtés du Gouvernements tout au long du processus de mise en place d'indicateurs de suivi du CSLP.

Fait à Kaya, le 7 mars 2003

L'atelier.

ANNEXE I : INDICATEURS DE SUIVI DU SECTEUR PRIVE ET DE LA COMPETITIVITE

OBJECTIF GLOBAL	INDICATEUR	ELEMENTS MESURES	DEFINITION	PRODUCTEURS
I. Promouvoir un environnement juridique et réglementaire des affaires incitatif	1. Score sur l'environnement des affaires	La perception que les opérateurs économiques ont de l'amélioration de l'environnement juridique et réglementaire des affaires	C'est la somme des opinions émises par les opérateurs économiques sur l'amélioration de l'environnement des affaires, au regard de certaines problématiques structurelles comme le système judiciaire, les formalités administratives, les prestations courantes de l'administration, la lutte contre la fraude et la corruption, ...	INSD, Centre de guichets uniques
	2. Nombre de formalités nécessaires à la création d'une entreprise	La réduction du nombre de formalités nécessaires à la création d'une entreprise	C'est le nombre de formalités liées à la création d'entreprises au cours d'une année donnée.	Centre de guichets uniques ; Greffes de commerce ; DGI
	3. Délais de création d'une entreprise	Le délai nécessaire à la création d'une entreprise	C'est le délai qu'il faut pour créer une entreprise au Burkina Faso.	Centre de guichets uniques ; Greffes de commerce ; DGI
II. Réduire le coût des facteurs de production	4. Taux de variation du prix moyen de l'eau potable (HT et TTC)	L'impact du coût de l'eau potable sur la compétitivité des entreprises.	Mesure la variation du prix du m ³ d'eau potable d'une année à l'autre	Direction commerciale ONEA
	5. Taux de variation du prix moyen de l'électricité haute, moyenne et basse tension (HT et TTC)	L'impact du coût de l'électricité sur la compétitivité des entreprises.	Mesure la variation du prix du kW/h d'électricité d'une année à l'autre	Direction commerciale SONABEL
	6. Taux de variation du prix moyen du téléphone (intérieur et international)	L'impact du coût du téléphone sur la compétitivité des entreprises.	Mesure la variation du prix de la communication téléphonique d'une année à l'autre	Direction commerciale ONATEL, CELTEL, TELECEL, ARTEL
	7. Taux de variation du prix moyen (CAF et à la pompe)	L'impact du coût des hydrocarbures sur la compétitivité des entreprises.	Mesure la variation du prix du litre d'essence d'une année à l'autre	Dir. commerciale SONABHY ; IGAE

OBJECTIF GLOBAL	INDICATEUR	ELEMENTS MESURES	DEFINITION	PRODUCTEURS
	des hydrocarbures (par produit)			
	8. Taux de variation du salaire moyen	L'impact du coût de la main-d'œuvre sur la compétitivité des entreprises.	C'est la différence observée dans l'évolution du salaire moyen, d'une année sur l'autre.	MTEJ (conventions collectives)
	9. Coût moyen du transport (aérien, terrestre, ferroviaire et maritime)	L'impact du coût des transports sur la compétitivité des entreprises.	C'est la différence observée dans l'évolution du coût des transports selon le mode, d'une année sur l'autre.	Ministère des transports terrestres et maritimes, CBC, Direction Générale de l'Aviation Civile.
III. Réduire la pression fiscale sur le secteur formel	10. Taux Effectif Marginal d'Imposition	La pression fiscale et permet d'apprécier le degré avec lequel la fiscalité affecte la compétitivité des entreprises	C'est la part de rentabilité du capital prélevée par la fiscalité. En d'autres termes, il représente la diminution relative du taux de rentabilité de l'investissement imputable à l'impôt. Il se fonde sur postulat selon lequel une entreprise qui cherche à maximiser son profit investit et produit jusqu'à ce que le revenu après impôt soit égal à son coût marginal.	DGI INSD
	11. Taux de ponction fiscale	La pression fiscale et permet d'apprécier le degré avec lequel la fiscalité affecte la compétitivité des entreprises	C'est la proportion du résultat net affecté à la couverture des charges fiscales des entreprises.	DGI INSD
IV. Développer le potentiel des entreprises industrielles	12. Indice de la Production Industrielle	La performance des unités industrielles en terme de production		INSD
V. Accroître les exportations	13. Taux de croissance des exportations	Le développement des exportations et leur contribution aux prix de devises.	Mesure la progression des exportations entre deux années.	DGD (SYDONIA) INSD (EUROTRACE)
VI. Soutenir la croissance des entreprises du secteur privé	14. Résultat d'exploitation global	Les richesses créées par les entreprises et leur contribution à la création de la richesse nationale	Mesure la somme des richesses créées chaque année dans le cadre de l'exploitation courante des entreprises en activité	DGI BCEAO INSD
VII. Améliorer la	15. Indice de développement des	L'effort de régionalisation des	Il mesure le rapport entre le poids du	DGD

OBJECTIF GLOBAL	INDICATEUR	ELEMENTS MESURES	DEFINITION	PRODUCTEURS
productivité et la compétitivité au niveau sous-régional et international	exportations intra-communautaires	échanges commerciaux. Le développement de l'intégration économique.	commerce intra-communautaire, le commerce extra à une date donnée et celui d'une période de référence.	INSD
	16. Contribution des exportations au PIB (Taux d'ouverture économique ?)	Le degré d'ouverture et donc la compétitivité internationale de l'économie.	C'est la proportion des exportations dans le produit intérieur brut	INSD (EUROTRACE Comptes économiques)
	17. Taux de change effectif réel			BCEAO
VIII. Promouvoir l'initiative privée	18. Nombre d'entreprises créées	Le développement des créateurs de richesses.	C'est la somme des entreprises créées par an.	CGU, projets d'appui, associations, greffes de commerce, CCIA
	19. Nombre d'entreprises artisanales créées.	Le développement des créateurs de richesses dans l'artisanat	C'est la somme des unités artisanales créées par an.	DGA, projets d'appui, associations
	20. Nombre d'entreprises industrielles créées	Le développement des créateurs de richesses dans l'industrie	C'est la somme des unités industrielles créées par an	DGDI, projets d'appui, associations, CGU
	21. Nombre d'entreprises en cessation d'activités			
IX. Renforcer les capacités des entreprises ; Favoriser l'amélioration du niveau technique de la main-d'œuvre locale	22. Personnel formé d'entreprises privées	Le niveau de renforcement des capacités du secteur privé.	C'est le nombre d'agents du secteur privé formé dans divers domaines de la vie de l'entreprise pour une durée d'au moins une semaine.	DEP/MTEJ ; Centres de Formation ; ONPE Enquête auprès des entreprises (?)
	23. Intensité capitalistique			
X. Promouvoir l'investissement privé	24. Volume des investissements privés	L'effort d'investissement des entrepreneurs	Il mesure la somme des capitaux apportés par les entreprises dans la réalisation d'immobilisations corporelles ou incorporelles au cours d'une année.	DGI (Liasses fiscales)
	25. Coût du loyer de l'argent (crédits CT, MT et LT)	La propension des établissements de crédit à financer les entreprises	C'est la rémunération des pourvoyeurs de fonds qui apportent les prêts demandés par les entreprises au cours d'une année En pratique, c'est le taux d'intérêt moyen débiteur pratiqué par les banques.	BCEAO APBEF Banques (Rapports)

OBJECTIF GLOBAL	INDICATEUR	ELEMENTS MESURES	DEFINITION	PRODUCTEURS
	26. Crédits aux entreprises	Les apports financiers extérieurs (à l'entreprise) dans le développement de l'entreprise	C'est la somme en valeur des financements accordés par les institutions de crédit aux entreprises pendant une année donnée. En pratique, c'est le montant des crédits de l'économie publiés dans les rapports de la Banque Centrale.	BCEAO Banques (rapports)
	27. Contributions de l'Etat au développement du secteur privé à travers les exonérations fiscales	Mesures incitatives du code des investissements et autres exonérations fiscales	C'est la somme de l'effort budgétaire annuel de l'Etat en faveur du développement de l'entreprise.	Budget de l'Etat Documents des ministères
	28. Aide internationale au secteur privé	La contribution des donateurs internationaux à l'effort de développement des entreprises	C'est la somme des aides financières accordées par les partenaires au développement au secteur privé, au cours d'une année donnée	Direction Générale de la Coopération ; Partenaires au développement ; PNUD
XII. Développement des infrastructures	29. Indicateur de développement des infrastructures économiques	L'effort financier dans le sens d'un développement des infrastructures de soutien à l'activité économique	C'est le taux de progression des investissements réalisés dans les infrastructures de soutien à l'activité économique d'une année sur l'autre.	Ministère des Transports, Ministère en charge des télécommunications, Ministère de l'Energie. DPSSI/DGEP (PIP), INSD, etc.
XIII. Incitation à la création et à la sauvegarde des emplois	30. Nombre d'emplois permanents nets créés	La réduction du chômage et la lutte contre la pauvreté.	C'est la somme des emplois créés par les entreprises qui sont constituées au cours d'une année donnée.	CNSS INSD Enquête

ANNEXE II : Liste de présence

N° D'ODRE	NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	TELEPHONE ET EMAIL
01	BADO Marie Blanche	Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat	Secrétaire Générale	32 48 28 blanchebado@hotmail.com
02	SANFO Abdoul Karim	ONEA	Responsable du Service Commercial	34 34 59 / 60
03	KY D. André	ONAC	Service Promotion et Marché	31 13 00 / 01
04	TRAORE Zana	DEP/ Ministère de la Justice	Economiste/Gestionnaire	27 00 66 zananoigue@yahoo.fr
05	KABORE D. Victor	Ministère Infrastructures, Transport et Habitat	Ingénieur	32 49 25
06	SAGNON Soungalo	MCE / Ministère du Commerce	Gestionnaire à la DEP	36 68 08 fasobill@hotmail.com
07	OUEDRAOGO Alexandre	SONABEL	Responsable Planificat. et Etudes	30 61 00 / 25 15 84
08	TRAORE Habass	Direction Général des Impôts / MFB	Chef de Service Législation	31 60 03 habasstraore@yahoo.fr
09	YODA S. Achille	Direction Générale de l'Artisanat / MCPEA	Directeur de l'Organisation et Réglementation	30 83 17 / 19
10	FAYAMA T. David	STC/PDES – MEDEV	Assistant de Programme	32 44 00 tiékou_fay@yahoo.fr
11	YAMEOGO Philomène	Conseil National du Patronat Burkinabè	Responsable, Service Juridique, Fiscal, et Social	33 03 09 – 31 61 69 cnpb@liptinfor.bf
12	TEBY B. Bertin	DEP/MCPEA	Directeur	32 48 30
13	KAREMBEGA Oumarou	Direction Générale du Commerce, DCI/MCPEA	Agent, Direction du Commerce intérieur	32 60 04
14	BATIENON René Blaise	DEP/Ministère des Arts, de la Culture et du Tourisme	Chargé d'Etudes	32 62 62
15	NACRO Gambetta Aboubacar	SONABHY	Chef de Service Approvisionnements et statistiques	43 00 01 – 25 22 71 press_dev@yahoo.fr
16	YEHOUN Y. Justin	Inspection Générale des Affaires Economiques, MCPEA	Chef de Bureau des Affaires Economiques	32 48 60 yehounjust@yahoo.fr
17	BERE K. Gisèle	DEP/Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse	Chef de Service, Etudes et Projets	31 07 09
18	SOME M.J. Christophe	Commission Privatisation	Chargé d'Opérations	33 58 93
19	OUEDRAOGO Abdouramane	Direction Générale de la Promotion du secteur privé MCPEA	Directeur du Centre des Guichets Uniques	30 73 07 – 30 73 42
20	KABORE William Alassane	Direction Générale des Douanes	Vérificateur	32 47 55 / 57 alessanekabore@yahoo.fr
21	OUEDRAOGO Adama	Conseil Burkinabè des Chargeurs (CBC)	Chef de Service Statistiques et Informatique	30 62 11 / 12 – 24 92 39 oadama@caramail.com

N° D'ODRE	NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	TELEPHONE ET EMAIL
22	ABDOU Saïdou	UEMOA	Economiste	31 88 73 / 76
23	PARE Nazaire	Projet d'Appui à la Compétitivité, MCPEA	Coordonnateur	20 08 58 pnazaire@hotmail.com
24	KINI B. Dieudonné	DGEP/DPSSI	Directeur	32 44 73/75 – 25 20 22 kinidieu@hotmail.com
25	SAWADOGO Drissa	Direction Générale du Développement Industriel MCPEA	Chef du Service Assistance et suivi des Entreprises	31 86 24/30 73 07/ 30 73 42 drissasawadogo3@yahoo.fr
26	OUEDRAOGO Jean-Baptiste	MEDEV / STC/PDES	Assistant de Programme	32 40 56 - 27 09 83 mamondgue@hotmail.com
27	YAGO Namaro	Direction des Etudes Economiques, INSD	Chef de Service SPAC	32 42 02 yagon@yahoo.com
28	BONKOUNGOU Félix	Direction des Statistiques Générales	Chef de Service SECM	32 40 45 felix_bkf@hotmail.com
29	SOME Monviel Jean-Christophe	Commission de Privatisation	Chargé d'Opérations	33 58 93
30	BAYALA Ezana Marcel	DGEP/MEDEV	Chargé d'Etudes	81 25 91
31	DIOP Mariam	Ambassade Royale du Danemark	Economiste/Chargée de Programme Energie	31 31 92 mardio@um.dk
32	SACAZE Jean-Pierre	Ambassade de France	Economiste	30 67 71/72/74/75 jean-pierre.sacaze@diplomatie.gouv.fr
33	BONKOUNGOU Maxime	PRGE/ONAPAD	Statisticien – Economiste	32 46 34 – 30 04 69 mbonkougou@yahoo.com
34	BOMBIRI Paul	PRGE/ONEF	VNU/Statisticien	30 04 71 – 25 45 62 b-paul@cenatrin.bf pbombiri@yahoo.fr
35	COMPAORE Alain	PRGE	Chef Approvi. et matériel	32 45 29/30 et 26 33 55
36	KABORE Odile	PRGE / ONAPAD	Secrétaire	32 49 75 – 63 83 80 odile.kabore@undp.org